

Spécialité Agronomie

Dominante AGIR

Mémoire de stage de fin d'études

Formation Ingénieur Institut Agro Dijon

Formation Initiale

**Analyse de la prise en compte de l'eau dans les projets alimentaires territoriaux en
Bourgogne-Franche-Comté**

(Stage réalisé du 18/03 au 02/08/2024)

Catie SEILER

Julie LE GALLO

Institut Agro Dijon

Enseignant référent

Antoine LAGNEAU

Tuteur de Stage

Alterre Bourgogne Franche Comté

2 allée Pierre Lacroute, 21000 DIJON

2024

Nombre de pages: 67

Année de soutenance: 2024

Résumé

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ont gagné en popularité ces dernières années. Ce mémoire explore leur rôle dans la protection des ressources en eau en Bourgogne-Franche-Comté. Actuellement, leur intégration de cette question reste limitée, bien que certaines initiatives locales existent. 26 entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des acteurs de l'eau et de l'alimentation de la région. Ces entretiens ont révélé que les acteurs gouvernementaux souhaiteraient que les PAT se penchent davantage sur la question de l'eau à l'avenir. Néanmoins, les chargés de mission PAT estiment souvent que la question de la préservation de la ressource en eau n'est pas de leur ressort. L'engagement des PAT sur cette question dépend beaucoup de la demande locale et du soutien des élus. Les freins principaux mentionnés par les acteurs sont le manque de volonté politique, les habitudes de travail en silos, la séparation des domaines de l'alimentation et de l'environnement, le manque de compétences sur l'eau des porteurs de PAT et des moyens limités. Pour surmonter ces obstacles, il est nécessaire de convaincre les élus, d'informer les PAT, de favoriser les échanges entre acteurs de l'eau et de l'alimentation et d'offrir plus de moyens aux PAT.

Renforcer l'intégration de l'eau dans les PAT nécessite également une sensibilisation accrue des acteurs locaux, la promotion de partenariats stratégiques, et une clarification des rôles et compétences de tous les acteurs. Il est essentiel d'encourager les PAT à considérer leur impact sur la ressource en eau pour que, même s'ils ne portent pas d'actions de préservation, toutes leurs actions soient en cohérence aux objectifs eau du territoire.

Mots clés : Projet alimentaire territorial, Eau, Alimentation, Captages d'eau potable, Bourgogne-Franche-Comté

Abstract

Territorial Food Projects (PATs) have gained popularity in recent years. This thesis explores their role in protecting water resources in Bourgogne-Franche-Comté. Currently, their integration of this issue remains limited, although some local initiatives exist. 26 interviews were conducted with water and food stakeholders in the region. These interviews revealed that government stakeholders would like PATs to focus more on the issue of water in the future. However, PAT project managers often believe that the issue of preserving water resources is not their responsibility. The PATs engagement on this issue depends on local demand and the support of elected officials.

The main obstacles mentioned by the interviewees are the lack of political will, the separation of the food and environment sectors and workers, the lack of water expertise and limited resources. To overcome these obstacles, it is necessary to convince elected officials, inform the PATs, promote exchanges between water and food stakeholders, and provide more resources to PATs.

Strengthening the integration of water in PATs also requires increased awareness about the water issues, the promotion of strategic partnerships, and the clarification of the roles and skills of all stakeholders. It is essential to encourage PATs to consider their impact on water resources so that, even if they do not carry out preservation actions, all their actions are consistent with the territory's water objectives.

Key-words : Territorial food project, Water, Food, Drinking water catchments, Bourgogne-Franche-Comté

Remerciements

Je remercie Alterre BFC de m'avoir proposé ce stage et de m'avoir confié ces missions qui m'ont permis de découvrir le domaine de l'eau et le dispositif Projet Alimentaire Territorial. Je me sens chanceuse d'avoir eu cette opportunité.

Je voudrais remercier plus particulièrement mon maître de stage, Antoine LAGNEAU, pour sa confiance, son accueil chaleureux et son suivi tout au long du stage. Son soutien et ses conseils m'ont beaucoup appris et m'ont permis de mener mon travail sereinement.

Je remercie également toute l'équipe d'Alterre de m'avoir accueillie avec autant de bonne humeur.

Je tiens aussi à remercier mon encadrante référente, Julie LE GALLO pour son accompagnement tout au long de ce stage et de la rédaction de ce mémoire. Merci pour vos conseils, vos relectures et votre disponibilité.

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui ont pris le temps de répondre à mes questions et avec qui j'ai eu la chance d'effectuer des entretiens. Ces échanges sont non seulement la clé de voûte de ce mémoire, mais ils ont également été très enrichissants pour ma culture personnelle.

Table des matières

Introduction.....	1
I. Contexte.....	2
I.1. La ressource en eau.....	2
I.1.a. L'eau en France.....	2
I.1.b. L'eau en Bourgogne-Franche-Comté.....	3
I.2. Comment protéger la ressource en eau?.....	6
I.2.a. L'agriculture en Bourgogne-Franche-Comté.....	6
I.2.b. Pratiques et cultures agricoles bénéfiques pour la préservation de l'eau.....	8
I.2.c. Actions concrètes pour la protection de la ressource en eau.....	13
I.2.d. Quelques exemples de dispositifs de protection de l'eau.....	15
I.3. Les projets alimentaires territoriaux.....	16
I.3.a. Présentation générale.....	16
I.3.b. Les projets alimentaires territoriaux sur la région BFC.....	18
I.4. Les PAT et la protection de la ressource en eau.....	20
I.4.a. Les PAT ont-ils pour objectif de traiter de la question de l'eau?.....	20
I.4.b. Les attentes des SDAGEs pour les PAT.....	21
I.4.c. Les freins à la prise en compte de l'eau dans les PAT.....	22
I.4.d. Les leviers disponibles pour favoriser la prise en compte de l'eau dans les PAT.....	22
II. Matériel et méthodes.....	24
II.1. Problématisation.....	24
II.2. Méthodologie.....	24
II.2.a. Introduction au sujet et bibliographie.....	24
II.2.b. Récolte de données.....	25
II.2.c. Analyse.....	27
III. Résultats.....	27
III.1. Les attentes politiques.....	28
III.1.a. La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et les Directions Départementales des Territoires.....	28
III.1.b. L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.....	29
III.1.c. La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.....	29
III.1.d. L'Agence Régionale de Santé.....	29
III.1.e. Les Agences de l'eau.....	30
III.1.f. Conclusion sur les attentes.....	31
III.2. Les PAT de BFC et la prise en compte de l'eau.....	32
III.2.a. Quelle prise en compte de l'eau dans les PAT de BFC?.....	32
III.2.b. Des entretiens avec quelques PAT très engagés sur l'eau en BFC.....	33
III.2.c. Mise en relation de la prise en compte et des besoins.....	35
III.3. Les blocages.....	36
III.3.a. Le choix des sujets que les PAT traitent et la volonté des élus.....	36
III.3.b. La séparation des sujets et des compétences.....	38

III.3.c. Les moyens.....	40
III.3.d. La complexité de l'animation agricole.....	41
III.4. Les leviers.....	42
III.4.a. Convaincre les élus.....	42
III.4.b. Informer techniquement les PAT.....	43
III.4.c. Communication entre les personnes en charge de l'alimentation et eau.....	43
III.4.d. Offrir plus de moyens.....	45
III.4.e. Avoir une démarche progressive qui inclut les agriculteurs.....	45
IV. Discussion des résultats.....	47
IV.1. Conclusion sur les hypothèses et la problématique.....	47
IV.2. Comparaison.....	48
IV.3. Les limites de cette étude.....	48
IV.3.a. L'évaluation de la prise en compte de l'eau.....	48
IV.3.b. L'échantillon interrogé.....	49
Conclusion.....	50
Bibliographie.....	51
Annexes.....	54

Liste des figures

Figure 1 : Schéma des différents périmètres concernant les captages d'eau (Comité de bassin Rhône Méditerranée, 2020).....	3
Figure 2 : Les différents bassins hydrographiques et SDAGE 2022-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023).....	3
Figure 3 : Localisation des captages prioritaires en Bourgogne Franche-Comté et leurs problématiques (DREAL BFC, 2019).....	5
Figure 4 : Les pesticides dans l'eau potable en Bourgogne-Franche-Comté (ARS Bourgogne-Franche-Comté, 2022).....	5
Figure 5 : Les nitrates dans l'eau potable en Bourgogne-Franche-Comté (ARS Bourgogne-Franche-Comté, 2022).....	6
Figure 6 : Les orientations technico-économiques des exploitations agricoles de la région Bourgogne-Franche-Comté (Agreste - Recensement agricole 2020).....	7
Figure 7 : IFT total moyen par commune en Bourgogne-Franche-Comté (Carte Adonis-Solagro)....	8
Figure 8 : Carte des parcelles en agriculture biologique en Bourgogne-Franche-Comté (réalisation personnelle, données de l'Agence BIO).....	9
Figure 9 : Carte représentant la localisation des prairies permanentes par canton en Bourgogne-Franche-Comté en 2017 (Agreste BFC, 2020).....	12
Figure 10 : Schéma résumant les acteurs d'un PAT (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022a).....	17
Figure 11 : Schéma les axes thématiques possibles pour un PAT (France PAT).....	17
Figure 12 : Frise chronologique résumant les dates importantes pour le dispositif PAT (présentation COPIL du PAT de Nevers le 07/03/2024).....	18
Figure 13: Les PAT départementaux et locaux de Bourgogne-Franche-Comté (DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024).....	19
Figure 14 : Progression du nombre de PAT labellisés en Bourgogne-Franche-Comté par année (réalisation personnelle, données de France PAT).....	20
Figure 15 : Carte représentant la localisation des différents PAT interrogés (réalisation personnelle)..	26
Figure 16 : Carte représentant les PAT de BFC qui traitent de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF (réalisation personnelle, données de la DRAAF BFC en Annexe 6).....	32
Figure 17 : Carte représentant les PAT de BFC (voir Figure 13 pour les noms des PAT) croisés avec la localisation des aires d'alimentation de captages et des captages prioritaires (réalisation personnelle, données de la DREAL, Sandre et DRAAF).....	35
Figure 18 : Histogramme empilé représentant le nombre de fois où chaque blocage a été mentionné par catégorie d'acteurs interrogés (version tableau en Annexe 7).....	36
Figure 19: Histogramme empilé représentant le nombre de fois où chaque levier a été mentionné par catégorie d'acteurs interrogés (version tableau en Annexe 8).....	42

Liste des tableaux

Tableau 1: État des masses d'eau 2019 (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2024).....	4
Tableau 2: Nombres de captages prioritaires par département (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2024).....	4
Tableau 3 : Nombres de PAT par département de Bourgogne-Franche-Comté (DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024).....	19
Tableau 4 : Entretien effectués par ordre chronologique.....	25
Tableau 5 : Le nombre de PAT de BFC qui traitent de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF par département (source: DRAAF BFC).....	32

Liste des annexes

Annexe 1 : Schéma des pratiques et cultures agricoles bénéfiques pour la préservation de l'eau (réalisation personnelle).....	54
Annexe 2 : Schéma des actions concrètes pour la protection de la ressource en eau (réalisation personnelle).....	54
Annexe 3 : Guide d'entretien PAT.....	54
Annexe 4 : Guide d'entretien acteurs gouvernementaux.....	56
Annexe 5 : Guide d'entretien acteurs de l'eau.....	56
Annexe 6: Tableau indiquant les PAT de BFC qui traitent de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF (source analyse et données: DRAAF BFC).....	57
Annexe 7: Tableau résumant le nombre de fois où un blocage a été mentionné dans les entretiens par type d'acteurs.....	58
Annexe 8: Tableau résumant le nombre de fois où un levier a été mentionné dans les entretiens par type d'acteurs.....	59

Liste des acronymes

AAC : Aires d’Alimentation de Captages
ADEME : Agence de l’Environnement et de la Maîtrise de l’Énergie
AOP : Appellation d’Origine Protégée
ARS : Agence Régionale de Santé
BAC: Bassin d’Alimentation de Captages
BFC : Bourgogne-Franche-Comté
BNI : Bas Niveau d’Intrants
CA : Communauté d’Agglomération
CC : Communauté de Communes
CIPAN : Cultures Intermédiaires Pièges à Nitrates
CPIE : Centre Permanent d’Initiatives pour l’Environnement
DDT : Direction Départementale des Territoires
DRAAF : Direction Régionale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt
DRIAAF : Direction régionale et interdépartementale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt
DREAL : Direction Régionale de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement
EADC : Eau et Agriculture Durable du Châtillonnais
EPAGE : Etablissement Public d’Aménagement et de Gestion des Eaux
FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
FEDER : Fonds Européen de Développement Régional
GAB : Groupement des Agriculteurs Biologiques
GEMAPI : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
HVE: Haute Valeur Environnementale
IFT: Indice de Fréquence de Traitement
MAEC : Mesures Agro-Environnementales et Climatiques
OFB : Office Français de la Biodiversité
PAC : Politique Agricole Commune
PCAET : Plan climat-air-énergie territorial
PAT : Projet Alimentaire territorial
PETR : Pôle d’Equilibre Territorial et Rural
PNA : Programme National pour l’Alimentation
PSE : Paiements pour Services Environnementaux
SAU : Surface Agricole Utile
SCIC : Société Coopérative d’Intérêt Collectif
SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE : Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux
SRADDET : Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires

Introduction

Selon la dernière synthèse sur l'état des bassins réalisée en 2022 par l'Office Français de la Biodiversité (OFB), plus de la moitié des masses d'eau n'atteignent pas un bon état écologique ou chimique. Les masses d'eau de surface sont affectées à la fois par des pollutions diffuses (notamment des pesticides ou des nitrates) et par des prélèvements d'eau excessifs. La protection de la ressource en eau est donc un sujet central à la fois sur la préservation de sa qualité et sur sa quantité.

Les collectivités territoriales doivent investir entre 500 millions et 1 milliard d'euros tous les ans au plan national pour dépolluer l'eau et la rendre potable (Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022). Selon l'Agence de l'eau Seine-Normandie, les actions préventives, comme le développement de l'agriculture biologique (AB) et de cultures à bas niveau d'intrants, doivent primer sur des actions curatives ou palliatives. Les Agences de l'eau se tournent vers les collectivités pour qu'elles mettent en place ces actions de préservation de la ressource en eau. Ces actions peuvent, par exemple, prendre la forme d'une animation agricole ou de projets de territoires.

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) sont des outils de politiques publiques transversales visant à favoriser la reterritorialisation de l'alimentation. Ils ont été introduits législativement dans l'article L-111-2-2 du code rural et de la pêche maritime en 2014. Leur fil directeur est l'alimentation mais ils n'y sont pas restreints, ils peuvent également traiter des questions économiques, sociales ou environnementales.

Les PAT mènent des actions de soutien à l'agriculture locale et leurs filières afin de pouvoir proposer une alimentation locale et de qualité à leurs habitants, or beaucoup d'actions préventives de protection de la qualité de l'eau sont des actions touchant les pratiques et filières agricoles. Une des missions des PAT est, par exemple, d'aider les collectivités à remplir les objectifs de la loi EGalim en augmentant la quantité de produits issus de l'Agriculture Biologique dans la restauration collective, et il se trouve que l'Agriculture Biologique est souvent utilisée pour protéger les captages d'eau potable (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023b). En encourageant une alimentation de qualité, les PAT peuvent donc par la même occasion protéger la ressource en eau. Ces PAT peuvent, par conséquent, être un outil intéressant pour la protection de cette ressource, même si ce n'est pas leur vocation première.

Il est donc légitime de se demander : **Comment la ressource en eau est-elle prise en compte dans les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) en Bourgogne-Franche-Comté, quels freins influencent cette intégration et quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour la renforcer?**

Le stage sur lequel s'appuie ce mémoire avait pour objectif de répondre à cette question. Ce stage s'est déroulé à Alterre Bourgogne-Franche-Comté, une association qui traite de questions environnementales, en croisant, autant que possible, les aspects sociaux et économiques. Elle fait de l'observation, de l'animation de réseaux, de l'appui méthodologique à l'élaboration de politiques locales et régionales et de l'information-sensibilisation. Alterre est notamment responsable du réseau CapTer, dans le cadre duquel s'inscrit ce stage, qui est un réseau qui cherche à favoriser l'émergence des projets de territoire intégrant la ressource en eau.

Ce mémoire présentera d'abord le contexte général de la préservation de la ressource en eau et du dispositif PAT avant de se concentrer sur la région Bourgogne-Franche-Comté. Ce contexte permettra de dégager la problématique ainsi que la méthodologie qui sera utilisée pour y répondre. Le contexte permettra également de dégager les actions concrètes que les PAT peuvent mettre en place pour protéger la ressource en eau. Nous présenterons ensuite les résultats de cette enquête afin d'en dégager les blocages et les leviers pour augmenter la prise en compte de l'eau dans les PAT.

I. Contexte

I.1. La ressource en eau

I.1.a. L'eau en France

Selon la dernière synthèse sur l'état des bassins, 43,1% des masses d'eau (toutes catégories d'eau confondues) sont en bon état écologique et 44,7% sont en bon état chimique. Cela laisse donc plus de la moitié des masses d'eau qui n'atteignent pas un bon état écologique ou chimique. Parmi les masses d'eau de surface, 43,3% sont affectés par des pollutions diffuses et 19,4% par des prélèvements d'eau excessifs (Office Français de la Biodiversité, 2022). Les pollutions diffuses correspondent à la contamination des eaux de manière non ponctuelle par des substances transmises aux milieux aquatiques de manière indirecte, par ou à travers le sol. Contrairement à des pollutions ponctuelles (par exemple le rejet de polluants dans une rivière par une entreprise), l'origine des pollutions diffuses est plus difficile à déterminer. Son importance provient du cumul de multiples petites sources de pollution dans le temps et l'espace. Les principaux polluants concernés sont les nitrates, les produits phytosanitaires (ou pesticides) et les matières en suspension (Préfet du Loiret, 2024). Les pesticides et les nitrates sont les paramètres les plus déclassants pour les masses d'eau souterraines. 83,1% des 201 masses d'eau souterraines qui n'atteignent pas le bon état chimique sont déclassées par des pesticides et 43,3% par des nitrates (Blard-Zakar, 2022).

Dans le contexte actuel de changement climatique, les tensions sur le partage de l'eau et la nécessité d'en faire une utilisation intelligente ne font que se renforcer. En effet, chaque année, de 2015 à 2022, plus de la moitié des départements de France métropolitaine connaissent des restrictions sur l'utilisation de l'eau durant l'été sur une partie ou tout leur territoire (Commissariat général au développement durable, 2023).

La ressource en eau est donc un sujet important à la fois sur sa qualité et sur sa quantité. L'importance de ce sujet est prouvée par la mise en place d'un Plan Eau, lancé par le président de la République en mars 2023. Ce plan souhaite répondre à 3 grands axes majeurs : organiser la sobriété des usages pour tous les acteurs (axe 1), optimiser la disponibilité de la ressource (axe 2) et préserver la qualité de l'eau (axe 3) (Gouvernement, 2023).

Les captages d'eau sont des ouvrages de prélèvement qui exploitent une ressource en eau superficielle, par exemple un lac, ou souterraine comme une nappe phréatique. L'eau prélevée sert à la production d'eau potable après une étape de purification (Office International de l'Eau, 2022). Afin de protéger les captages d'eau potable, des zones de protection sont mises en place. Il existe des périmètres de protection des captages concernant les pollutions ponctuelles et accidentelles, et des aires d'alimentation de captages (AAC) concernant les pollutions diffuses. Les AAC désignent la surface sur laquelle l'eau, qui s'infiltre ou ruisselle, alimente le captage (Lay, 2023).

Les mesures de protection mises en place sont plus ou moins strictes selon la proximité de la zone au point de captage. Ces différents zonages sont illustrés en Figure 1.

Il existe trois niveaux de protection déclarés d'utilité publique. Ces zones de protection sont définies par arrêtés préfectoraux à partir d'études hydrologiques et environnementales. Le périmètre de protection immédiate se trouve aux alentours immédiats du captage, le terrain appartient à la collectivité et il doit être clôturé. Toutes activités hors prélèvements d'eau y sont interdites. Le périmètre de protection rapprochée est lui un secteur plus vaste qui a pour objectif de protéger efficacement contre la migration de substances polluantes. Le périmètre de protection éloignée est facultatif et sert de zone de vigilance (Centre de ressource sur les Projets Alimentaires Territoriaux en Centre Val de Loire, 2019b).

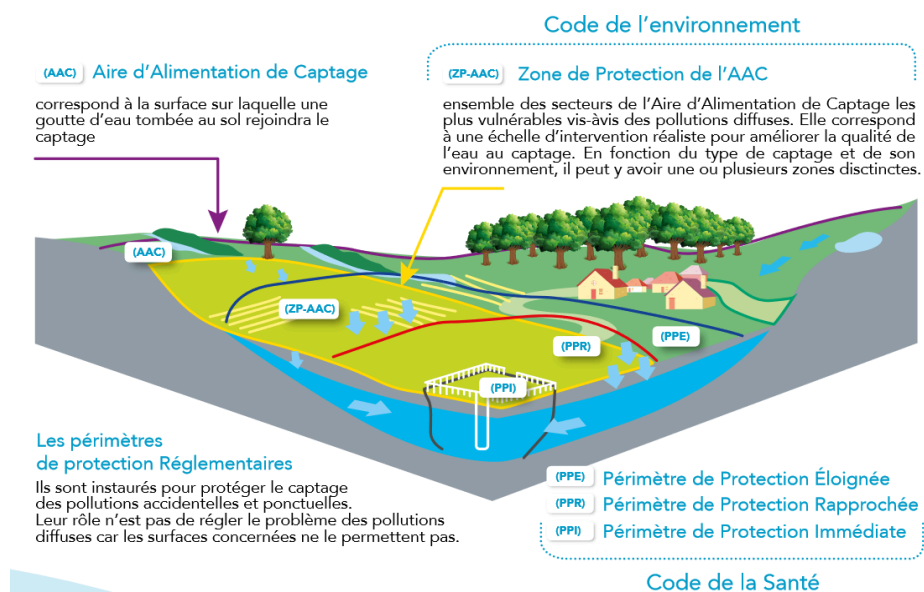


Figure 1 : Schéma des différents périmètres concernant les captages d'eau (Comité de bassin Rhône Méditerranée, 2020)

Les aires d'alimentation de captage représentent près de 20% de la Surface Agricole Utile (SAU) nationale. Il y a près de 35 000 captages d'eau en France métropolitaine, avec 2500 captages prioritaires qui sont identifiés dans les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Environ 400 captages ont été abandonnés chaque année entre 1998 et 2008 et les pollutions agricoles étaient une cause majeure d'abandon (Centre de ressource sur les Projets Alimentaires Territoriaux en Centre Val de Loire, 2019a).

I.1.b. L'eau en Bourgogne-Franche-Comté

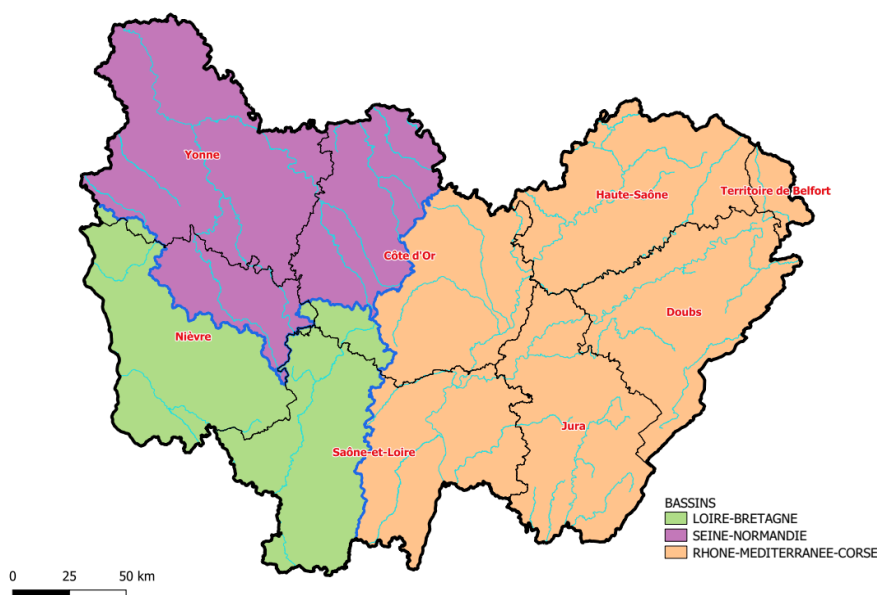


Figure 2 : Les différents bassins hydrographiques et SDAGE 2022-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023)

Le territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté (BFC) correspond à trois bassins hydrographiques différents : Loire-Bretagne (21 % du territoire régional), Seine-Normandie (27 %) et Rhône-Méditerranée-Corse (52 %) (Figure 2). Le bassin Seine-Normandie alimente la ville de Paris en eau.

La région BFC interagit donc avec 3 agences de l'eau différentes et 3 SDAGE. Les agences de l'eau sont les principaux organes de financement de la politique de l'eau dans les bassins. Les SDAGE sont eux des plans de gestion des eaux qui fixent pour six ans les orientations permettant d'atteindre les objectifs attendus en matière de bon état des eaux sur les différents bassins. Les derniers en date ont été approuvés en 2022 pour la période 2022-2027 (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023 et Gest'eau, 2022).

La ressource en eau en région BFC est un enjeu majeur à la fois en quantité et en qualité. Seuls 33% des masses d'eau superficielles de BFC ont un bon état écologique et 69% des masses d'eau souterraines ont un bon état chimique (Tableau 1).

Tableau 1: État des masses d'eau 2019 (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2024)

Bassin	Global sur la région	Seine-Normandie	Loire-Bretagne	Rhône-Méditerranée
Bon état écologique des masses d'eau superficielles	33 %	39 %	25 %	33 %
Bon état chimique des masses d'eau souterraines	69 %	27 %	81 %	74 %

Les principaux enjeux dans la région BFC sont la restauration hydromorphologique des cours d'eau, la réduction des pollutions (urbaines, agricoles ou industrielles), la lutte contre les pollutions diffuses de nitrates et produits phytosanitaires et pour terminer l'anticipation et la gestion des déséquilibres quantitatifs dans le contexte du changement climatique (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023). Les principaux facteurs de non atteinte du bon état des masses d'eau sont les pollutions diffuses (50% des masses d'eau) et la morphologie des cours d'eau ainsi que la continuité écologique (66%). 1805 communes sont classées en zone vulnérable à la pollution par nitrates d'origine agricole (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2024). La région est entièrement classée en zone sensible à l'eutrophisation au sens de la directive ERU (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023).

Chaque SDAGE a une liste des captages dits prioritaires dont la qualité est dégradée par les pollutions diffuses (Office International de l'Eau, 2022). La région BFC a 136 captages prioritaires sur ses 2 422 captages d'eau potable (ARS Bourgogne-Franche-Comté, 2022). Ces 136 captages prioritaires en font la deuxième région de France la plus concernée (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023). Les départements ayant le plus de captages prioritaires sont l'Yonne, la Haute-Saône et la Côte d'Or (Tableau 2 et Figure 3). La majorité des captages prioritaires sont touchés par une problématique de pesticides, avec parfois à une problématique de nitrates (56% pesticides et 44% à la fois pesticides et nitrates). Le nombre de captages prioritaires uniquement sur la question des nitrates est un peu plus faible (32%) (Figure 3).

Tableau 2: Nombres de captages prioritaires par département (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2024)

Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute-Saône	Saône-et-Loire	Yonne	Territoire-de-Belfort
25	9	16	11	29	11	30	5

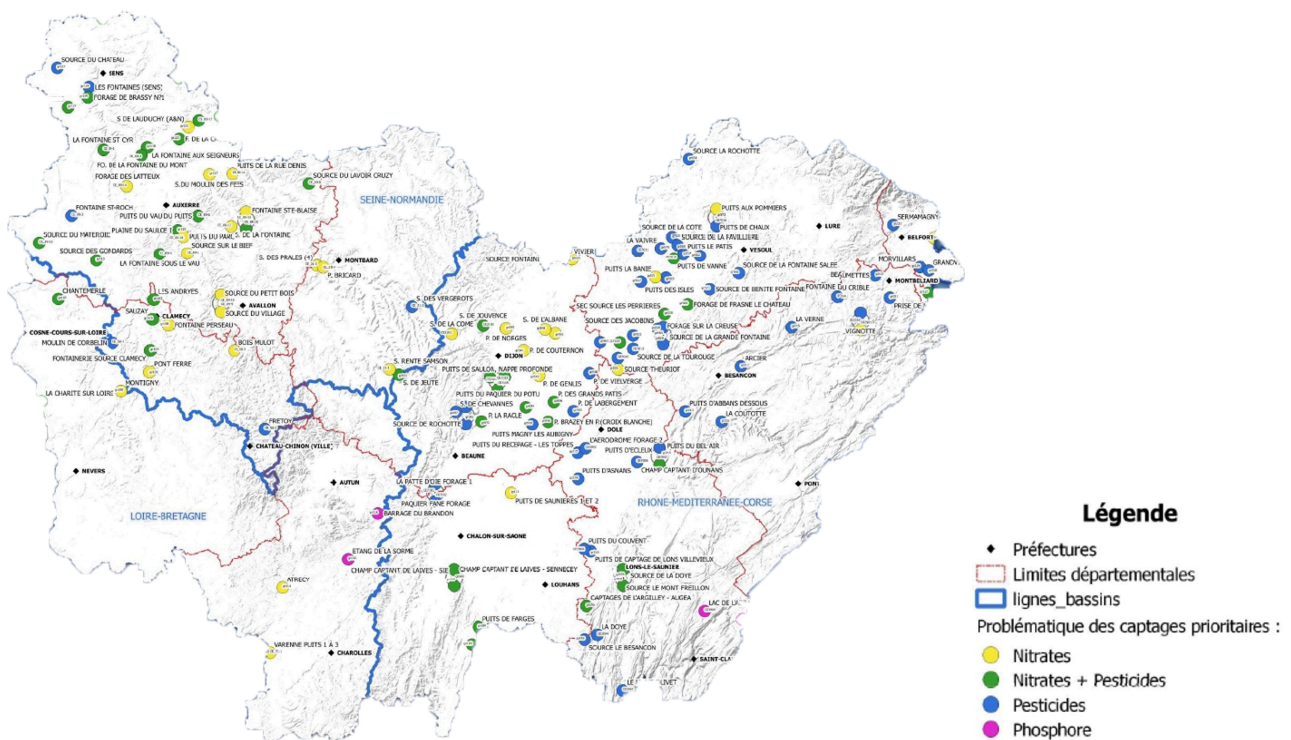


Figure 3 : Localisation des captages prioritaires en Bourgogne Franche-Comté et leurs problématiques (DREAL BFC, 2019)

Comme illustré en Figure 4, l'eau potable de BFC est en majorité conforme pour la quantité de pesticides mesurée. Les zones présentant le plus de non conformité sont le sud et l'est de la Bourgogne et le nord de la Franche-Comté (Haute-Saône).

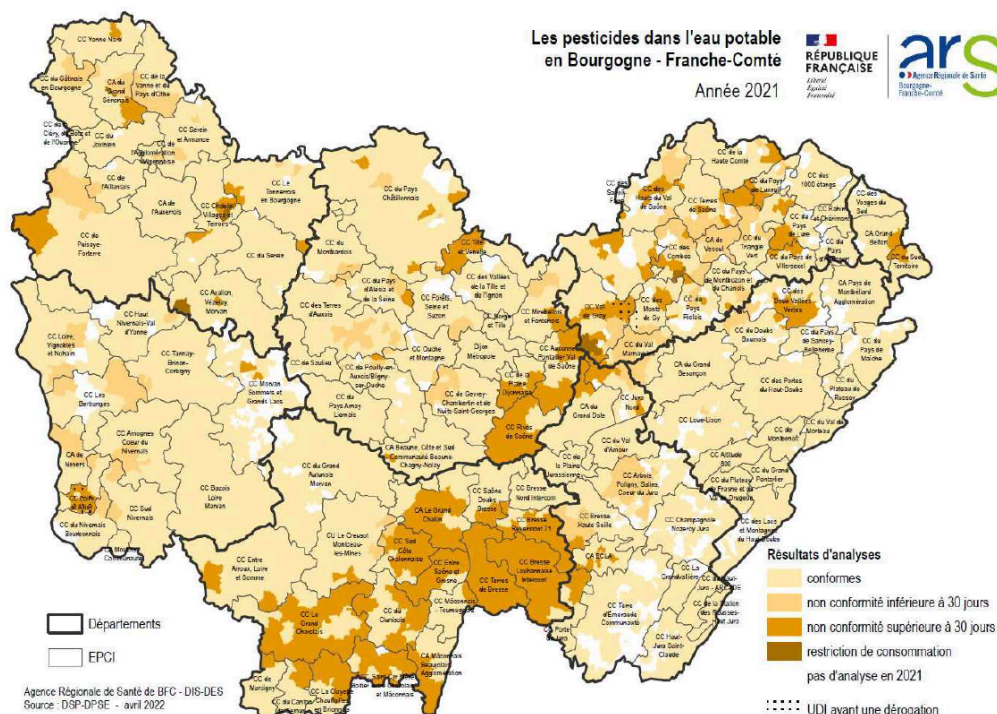


Figure 4 : Les pesticides dans l'eau potable en Bourgogne-Franche-Comté (ARS Bourgogne-Franche-Comté, 2022)

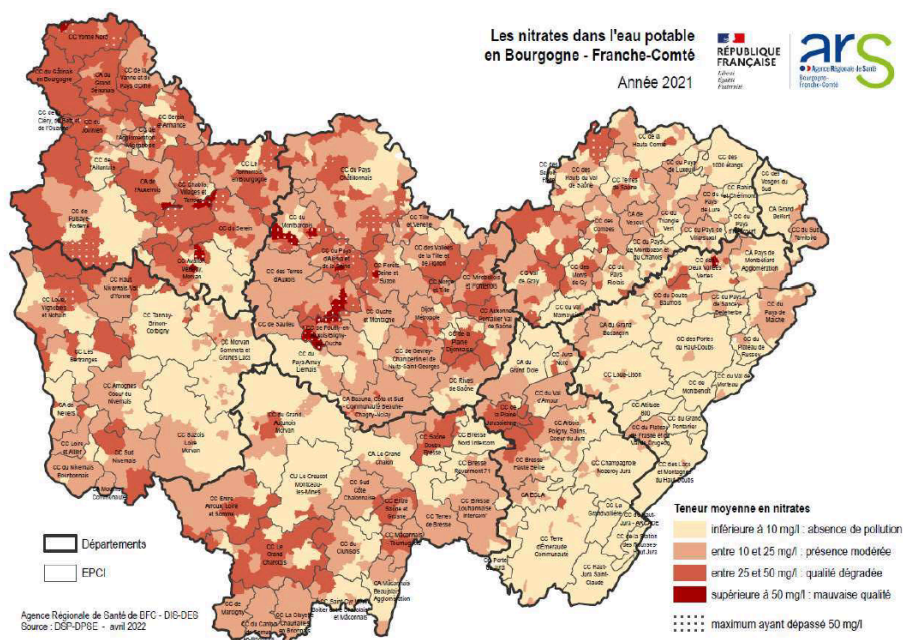


Figure 5 : Les nitrates dans l'eau potable en Bourgogne-Franche-Comté (ARS Bourgogne-Franche-Comté, 2022)

Comme illustré en Figure 5, l'eau potable de BFC est souvent contaminée par des nitrates. La Bourgogne est plus touchée que la Franche-Comté sur cette problématique. Les zones les plus concernées par des concentrations en nitrates importantes dégradant la qualité sont l'Yonne et la Côte d'Or. Néanmoins, les autres départements font également face à cette problématique.

I.2. Comment protéger la ressource en eau?

La protection des captages d'eau potable prévenant les pollutions peut permettre une économie financière. En effet, cette protection coûte jusqu'à 2,5 fois moins cher que traiter l'eau polluée (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, 2022).

La première source de dégradation des eaux souterraines et, dans une moindre mesure, des eaux superficielles, sont les pollutions diffuses (les nitrates et les pesticides) (Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2022). Les nitrates proviennent d'engrais azotés ou d'effluents d'élevage qui sont utilisés pour favoriser la croissance des cultures et stabiliser les rendements. Ces nitrates sont très solubles et sont facilement emportés par l'eau s'ils sont déposés au mauvais moment ou en excès. Les produits phytosanitaires, quant à eux, sont des molécules utilisées pour protéger les plantes ou les produits végétaux contre des organismes nuisibles (Office National de la Biodiversité, 2024). Afin d'agir sur ces pollutions diffuses, il est donc nécessaire de se pencher sur les pratiques agricoles.

I.2.a. L'agriculture en Bourgogne-Franche-Comté

La région a une partie montagneuse avec le massif du Jura, du Morvan et une petite partie des Vosges. Elle contient 26 400 exploitations agricoles et 2 557 000 hectares de SAU dont 47% de surface toujours en herbe (chiffres de 2019).

L'agriculture régionale repose sur 4 grandes productions (Figure 6):

- la vigne, notamment autour d'Auxerre, Beaune et Mâcon,
- le lait, valorisé en fromage en Appellation d'Origine Protégée (AOP), notamment dans le massif du Jura,
- les grandes cultures (blé, orge, maïs) qui sont cultivées sur les plateaux de la Côte d'Or, de l'Yonne, de la Nièvre et de la Haute-Saône,

- la viande bovine en activité naisseur, surtout dans la Nièvre et la Saône et Loire.

Le reste du territoire est majoritairement de la polyculture-élevage. La région a également une grosse filière forestière avec 1,79 million d'hectares de forêt, soit 31% du territoire régional (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2021).

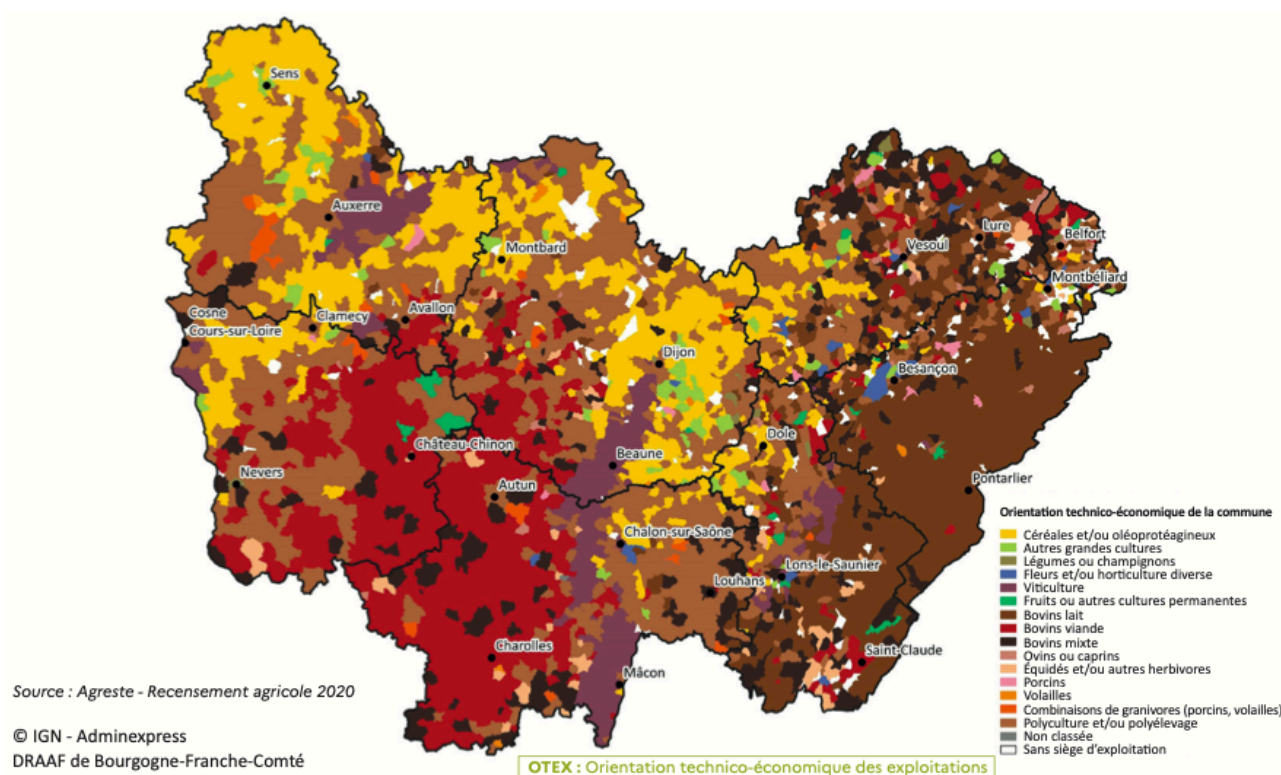


Figure 6 : Les orientations technico-économiques des exploitations agricoles de la région Bourgogne-Franche-Comté (Agreste - Recensement agricole 2020)

Certaines cultures sont traitées avec plus de produits phytosanitaires que d'autres. Les zones montagneuses qui sont majoritairement des zones de polyculture-élevage ont un Indice de Fréquence de Traitement (IFT) globalement plus faible car l'alimentation des animaux se fait grâce à des surfaces en herbe peu traitées. Les cultures viticoles, arboricoles ou les grandes cultures sont les plus consommatrices en traitements phytosanitaires. L'agriculture dans les territoires les plus concernés par ces cultures est plus intensive que dans les zones en polyculture-élevage.

Les fruits (pomme, pêche), la vigne et les pommes de terre sont les cultures dont les IFTs sont les plus élevés. Les céréales et oléagineux (grandes cultures) consomment relativement moins de pesticides à l'hectare mais ce sont les cultures qui occupent le plus de surface et qui ont donc l'impact le plus fort sur l'environnement.

Les herbicides sont pulvérisés directement au sol et sont plus solubles dans l'eau, ils contaminent donc plus les milieux aquatiques que les fongicides ou insecticides. La moitié des substances identifiées dans les eaux souterraines appartiennent à la famille des herbicides (Madelenat *et al*, 2023).

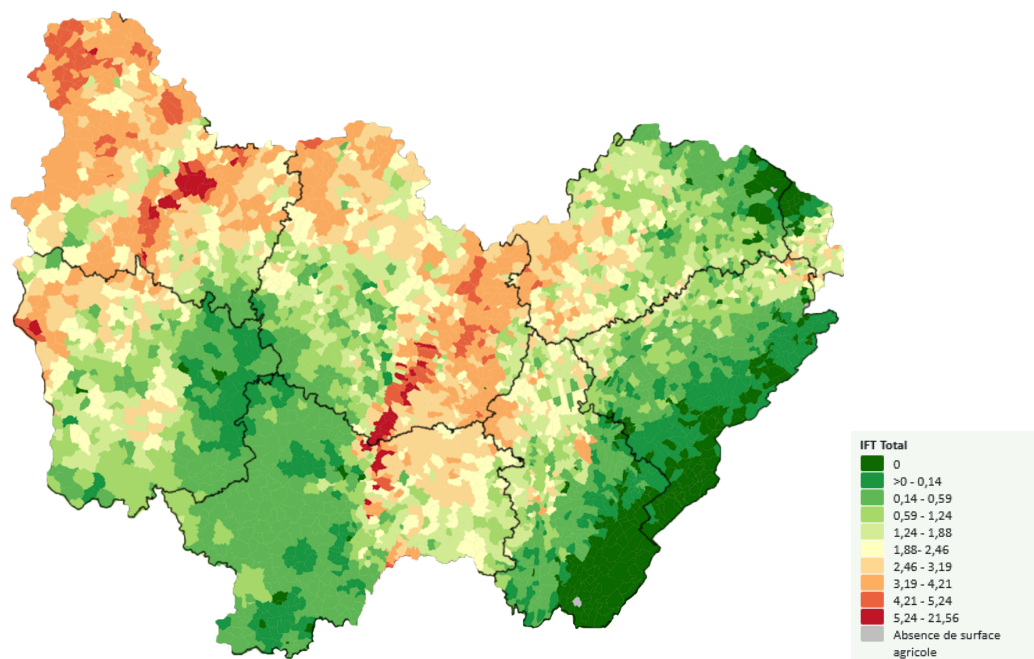


Figure 7 : IFT total moyen par commune en Bourgogne-Franche-Comté (Carte Adonis-Solagro)

La Figure 7 illustre qu'en BFC, les zones les moins traitées sont bien le Jura, les Vosges et le Morvan qui ont des dominantes élevage et les zones ayant les IFT les plus élevés sont les zones de grandes cultures et de viticulture.

I.2.b. Pratiques et cultures agricoles bénéfiques pour la préservation de l'eau

Les pratiques et cultures présentées dans cette partie sont toutes complémentaires et se confondent parfois. Il existe deux labels (présentés en *ii* et *iii*) qui sont les plus connus et permettent de certifier les exploitations par rapport à un cahier des charges prédéfini. Les autres sous-parties explicitent des pratiques utiles pour la préservation de l'eau, qu'elles soient incluses dans une démarche de certification ou non. Ces pratiques sont souvent utilisées sur les AAC pour la préservation de la qualité de l'eau des captages, mais elles permettent également de protéger la ressource en eau si elles sont mises en place à plus grande échelle sur les territoires. Ces différentes pratiques sont résumées sous forme de schéma dans l'Annexe 1.

i) Les cultures à bas niveau d'intrants

Les cultures à Bas Niveau d'Intrants (BNI) sont les cultures qui utilisent très peu de produits phytosanitaires et de fertilisants, parmi ces cultures BNI on retrouve en particulier l'agriculture biologique (détaillée en *ii*) et les prairies permanentes (détaillée en *vi*). Les autres types de cultures incluses dans le terme BNI sont les fourrages (comme la luzerne, le sainfoin et le méteil), le sarrasin, le chanvre et la biomasse énergétique (par exemple miscanthus) (Chambres d'agriculture Hauts-De-France, 2024). La luzerne, le sainfoin et le trèfle sont des légumineuses, nécessitent peu de fertilisation azotée et ont une bonne capacité d'épuration des sols en azote, elles sont également peu traitées par des phytosanitaires. Dans le cas du chanvre, cette culture est très couvrante et ne nécessite aucun traitement. Le sarrasin, quant à lui, est peu exigeant en azote et peu sensible aux bioagresseurs (Améli'EAUR - Chambre d'agriculture des Ardennes, 2022).

Le SDAGE Seine-Normandie exprime comme objectif de couvrir la moitié des AAC avec des cultures BNI car ces productions ont un faible recours aux intrants peu importe leur itinéraire technique et les conditions pédoclimatiques, et permettent donc de protéger la qualité de l'eau (disposition 2.1.6.).

Le SDAGE Rhône-Méditerranée conseille aux collectivités de conduire des actions concrètes pour promouvoir et pérenniser les filières sobres en émission de micropolluants comme les filières BNI (disposition 5C-02) et il encourage également la mise en œuvre d'actions économiques et sociales visant à favoriser ces filières (disposition 5D-01).

La mesure 27 du plan national eau concerne le soutien à ces pratiques BNI. Cette mesure a été reprise en tant que mesure prioritaire dans la déclinaison régionale BFC de ce plan eau (Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, 2023).

ii) Le label Agriculture Biologique

La production biologique peut être bénéfique pour améliorer la qualité de l'eau car son cahier des charges interdit l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et des engrais minéraux azotés. L'interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques donne une garantie totale sur la réduction des risques concernant la pollution des eaux par ceux-ci. De plus, l'agriculture biologique s'appuie sur des pratiques qui sont elles-aussi protectrices de la ressource en eau: agroécologie (iv), cultures plus diversifiées avec des légumineuses (i) et parfois aussi le développement d'infrastructures écologiques (v). En général, même si les exploitations AB utilisent des fertilisants organiques, leur bilan de lessivage azoté est inférieur que pour les exploitations en agriculture conventionnelle notamment grâce à un recours aux légumineuses plus important. Un autre avantage de l'AB est qu'elle implique un changement durable à l'échelle de l'exploitation (Feuillette et Benoît, 2016).

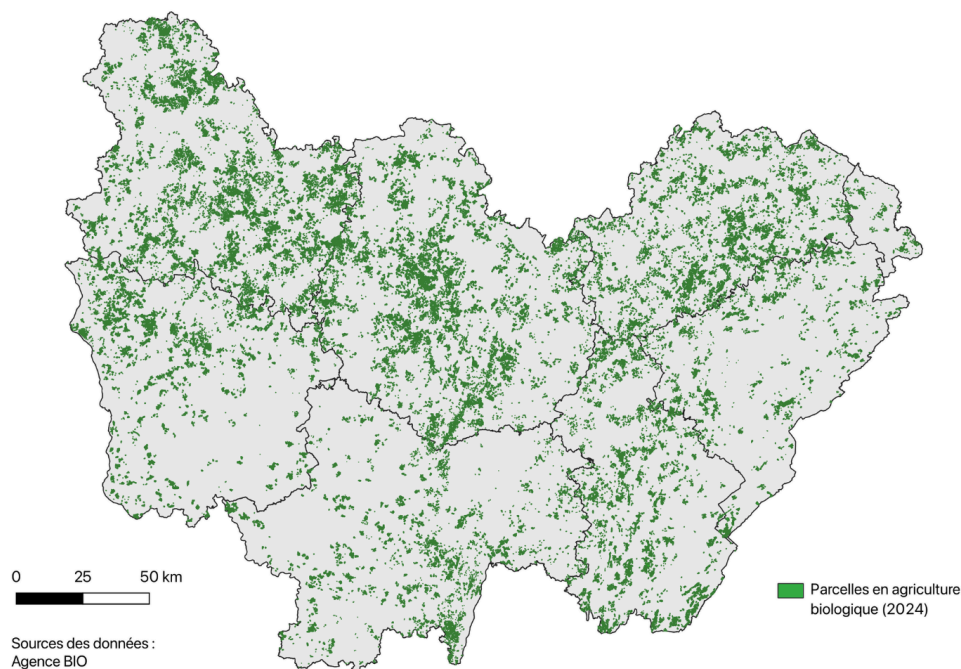


Figure 8 : Carte des parcelles en agriculture biologique en Bourgogne-Franche-Comté (réalisation personnelle, données de l'Agence BIO)

La région BFC avait 3 480 fermes (14,7 % des fermes) conduites en bio en 2022 ainsi que 10% de sa SAU totale cultivés en AB. La Côte d'Or est le département ayant la SAU la plus importante en AB, en majorité des exploitations en viticulture et grandes cultures. Les exploitations sont également en majorité des exploitations viticoles et grandes surfaces dans l'Yonne ; de la viticulture, des bovins et du maraîchage dans le Jura ; des bovins et du maraîchage dans le Territoire de Belfort et le Doubs, des bovins, du maraîchage et des grandes cultures dans la Haute-Saône ; et pour terminer, dans la Nièvre on retrouve majoritairement des grandes cultures et du bovin en bio (Observatoire Régional de l'Agriculture Biologique en Bourgogne-Franche-Comté, 2023). Comme illustré par la carte en Figure 8, les zones montagneuses de BFC (Jura et Morvan) ont moins de parcelles en agriculture biologique, cela s'explique pour le Jura par le fait que beaucoup

d'exploitations sont en AOP Comté et pour le Morvan car les exploitations sont majoritairement des éleveurs bovins naisseurs tournés vers l'export en Italie. Ces zones montagneuses ne sont néanmoins pas les endroits où la pression sur la qualité de l'eau est la plus élevée.

Le SDAGE Seine-Normandie a comme objectif de *“couvrir la moitié des aires de captages en cultures bas niveau d'intrants, notamment en agriculture biologique, d'ici 2027”* et encourage les collectivités à mobiliser tous les leviers nécessaires pour atteindre cet objectif (disposition 2.1.6.) (Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022). Le SDAGE Rhône-Méditerranée encourage lui aussi les modes de production peu polluants et conseille d'avoir un soutien à l'agriculture biologique (disposition 5D-01) (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, 2022). On retrouve la même idée dans le SDAGE Loire-Bretagne qui conseille de *“d'une part renforcer la connaissance des pratiques, et d'autre part de promouvoir les pratiques privilégiant [entre autres] les systèmes de cultures non ou moins consommateurs de pesticides notamment l'agriculture biologique”* (orientation 4A) (Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2022).

Néanmoins, malgré le fait que le développement de l'AB soit souhaité par les acteurs de l'eau, elle est aujourd'hui en crise. En effet, depuis 2022, dû au contexte économique, le pouvoir d'achat des consommateurs a diminué et ils se rabattent sur des produits de qualité inférieure. Le rythme de conversion en AB ralentit et le nombre d'arrêts de certification augmente (Observatoire Régional de l'Agriculture Biologique en Bourgogne-Franche-Comté, 2023).

iii) Le label Haute Valeur Environnementale

La réflexion sur label Haute Valeur Environnementale (HVE) a été lancée lors du Grenelle de l'Environnement en 2007 et il a été démarré en 2011. Le dispositif a 3 niveaux: 1 et 2 avec un cahier des charges et le niveau 3 avec un outil de mesure des pratiques. Le niveau 3 est le seul qui permet d'apposer le label sur un produit, il est validé par des audits afin d'évaluer la performance agro-écologique de l'exploitation dans son ensemble. L'agriculture HVE s'appuie sur le principe de l'agroécologie (détaillée en *iv*). Elle limite au maximum les intrants (phyto, engrais, énergie, aliments extérieurs,...) afin d'avoir une agriculture autonome et peu dégradante pour les sols, l'eau et l'air (Association nationale pour le développement de la certification Haute Valeur Environnementale, 2024). De plus, le label HVE rentre dans les 50% de produits de qualité imposés par la loi Egalim dans la restauration collective.

En janvier 2022, près de 25 000 exploitations étaient certifiées (dont 80% sont des exploitations viticoles), cela représentait 6,4% des exploitations et 4,4% de la SAU française. Alors que la progression de l'agriculture biologique freine, le label HVE a connu une progression de 73% entre 2021 et 2022. Néanmoins, ce label a fait face à des critiques. Une étude non publiée de l'Office Français de la Biodiversité mentionne une *“absence de plus-value environnementale”* et la Cour des Comptes affirme que la HVE *“n'apporte [...] pas de garantie environnementale suffisante à l'heure actuelle.”* Pour répondre à ces critiques, la certification a été révisée. La voie d'accès B (approche globale) a été supprimée et certains seuils et critères ont été modifiés pour la voie A (approche thématique). L'agriculture HVE reste néanmoins un levier pour encourager et certifier des pratiques favorables à la protection de la ressource en eau (Berthiaud, 2023).

iv) L'agroécologie

L'agroécologie est un ensemble de pratiques qui peuvent être utilisées pour assurer la production agricole en réduisant les intrants et en préservant l'environnement. Parmi ces pratiques on retrouve par exemple le biocontrôle, qui permet de réguler les ravageurs et les maladies grâce à leurs prédateurs naturels (oiseaux, insectes,...). L'agroécologie utilise également les complémentarités entre production animale et végétale. Elle prône la diversification des cultures et

des assolements, cherche à favoriser la biodiversité et à augmenter la résilience des systèmes, par exemple avec des variétés plus rustiques (INRAE, 2024).

Le SDAGE Seine-Normandie conseille de favoriser “*la diversité des cultures afin de développer la résistance naturelle des cultures aux maladies et aux ravageurs (par l’allongement des rotations, la diversification des assolements et des semences en termes de variétés, associations de cultures,...)*”. Il conseille également de favoriser “*les auxiliaires naturels des cultures par la mise en place de haies et de zones enherbées*” et d’intégrer “*des techniques alternatives comme la lutte biologique et la lutte physique (désherbage mécanique,...)*” (disposition 2.3.3.). De plus, il est souhaité que les agriculteurs du bassin soient sensibilisés et accompagnés sur la transition de leurs pratiques vers l’agroécologie afin d’avoir des sols vivants et filtrants ainsi que de limiter l’irrigation et augmenter la résilience face à la sécheresse, notamment avec un travail sur les variétés (disposition 4.3.4. SDAGE Seine-Normandie).

Le SDAGE Loire-Bretagne encourage les pratiques agroécologiques telles que la diversification des assolements pour réduire la pression des ravageurs, les stratégies agronomiques limitant le recours aux traitements et le désherbage autre que chimique (orientation 4A) (Agence de l’eau Loire-Bretagne, 2022).

v) L’agroforesterie, les haies et boisements

L’agroforesterie et le maintien de boisements vont souvent de pair avec l’agroécologie. En effet, l’implantation de haies permet d’abriter des ressources en biodiversité, de favoriser les auxiliaires de cultures, de capter les lixiviations nitriques profondes et de limiter l’érosion et l’évapotranspiration et (Feuillet et Benoît, 2016).

Le SDAGE Seine-Normandie souhaite qu’il y ait un accompagnement des agriculteurs sur le développement de l’agroforesterie et des haies (disposition 4.3.4.) et la mise en place de haies et de zones enherbées pour favoriser les auxiliaires de cultures (disposition 2.3.3.). Il est souhaitable de développer et maintenir les éléments fixes du paysage (arbres, haies, talus, boisements, mares,...) qui freinent les ruissellements (disposition 2.4.2. SDAGE Seine-Normandie). Le SDAGE Loire-Bretagne conseille également de promouvoir l’agroforesterie dans son orientation A4 et de maintenir les bocages, haies et éléments paysagers car ils favorisent l’infiltration de l’eau, son stockage temporel et sa purification par absorption des intrants (disposition 1A-2).

vi) Les prairies permanentes

L’intérêt des prairies permanentes est multiple. Elles permettent de préserver la biodiversité, la qualité de l’eau et de limiter les inondations. Elles assurent une protection contre la pollution par les herbicides car peu importe leur mode de gestion elles sont rarement traitées. Lorsqu’elles sont cultivées ou pâturées de manière extensive, elles peuvent protéger contre une pollution par des nitrates. Elles permettent également de lutter contre l’érosion des sols et le ruissellement (Agence de l’eau Rhin-Meuse, 2021).

Comme illustré en Figure 9, les prairies permanentes en BFC sont plutôt localisées sur les massifs montagneux où l’élevage bovin est important, c’est-à-dire le Morvan, les Vosges et le Jura.

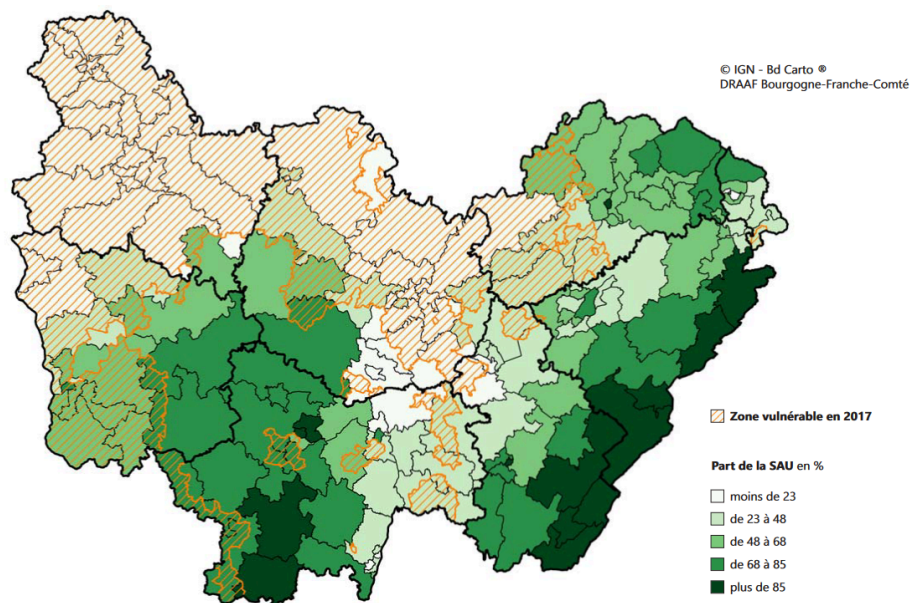


Figure 9 : Carte représentant la localisation des prairies permanentes par canton en Bourgogne-Franche-Comté en 2017 (Agreste BFC, 2020)

Le SDAGE Seine-Normandie établit la nécessité de maintenir voire d'étendre les prairies permanentes (disposition 2.3.1.) notamment sur les masses d'eau à risque de non atteinte des objectifs environnementaux à cause de pollutions diffuses (pesticides, nitrates et phosphores) (disposition 2.4.3.). Sur ces masses d'eau à risque, il est conseillé aux collectivités territoriales de, si possible, cartographier les prairies permanentes par bassin et d'encourager et soutenir sur le plan économique les activités d'élevage afin de maintenir les prairies permanentes. Il est également conseillé aux structures d'accompagnement des agriculteurs (par exemple les chambres d'agriculture) et de "*sensibiliser les éleveurs et les acteurs du secteur para-agricole sur les effets positifs des prairies au niveau économique [...] et à accompagner les éleveurs sur la valorisation de leurs prairies, en individuel et en collectif*" (disposition 2.4.3. SDAGE Seine-Normandie)

vii) La couverture des sols

Il est important pour le SDAGE Seine-Normandie d'avoir une bonne couverture des sols en automne. En effet, les Cultures IntermédiaIRES Pièges à Nitrates (CIPAN) permettent de limiter la lixiviation de l'azote vers les cours d'eau et les nappes souterraines en hiver (disposition 2.3.2.). Le SDAGE Rhône-Méditerranée conseille pour sa part de prescrire des mesures supplémentaires, parmi lesquelles on retrouve la couverture des sols en période pluvieuse, afin de limiter les fuites d'azotes sur les aires de captages sensibles (disposition 5E-04).

viii) Diminution de l'irrigation et d'utilisation d'eau en général

Le SDAGE Seine-Normandie souhaite que les agriculteurs soient sensibilisés et accompagnés pour avoir une utilisation économe de l'eau, notamment en termes d'irrigation. Pour cela, il faut se pencher sur le pilotage, le changement de pratiques culturales et de techniques. L'irrigation devrait être accordée en priorité aux cultures alimentaires sobres en eau comme l'agriculture biologique, le maraîchage, l'arboriculture et les légumes de plein champ. En effet, ces cultures sont très dépendantes de l'eau en été mais peu consommateurs par rapport à d'autres cultures (disposition 4.3.4. SDAGE Seine-Normandie). Le plan eau national soutient également les pratiques économes en eau comme les filières peu consommatrices et l'irrigation au goutte à goutte avec 30 millions d'euros supplémentaires (mesure 4 du Plan Eau) (Gouvernement, 2023).

I.2.c. Actions concrètes pour la protection de la ressource en eau

Afin de développer ou maintenir les pratiques ou cultures présentées dans la sous-partie précédente (I.2.b.), il existe des méthodes concrètes. La liste suivante énumère les actions qu'il est possible de mettre en place, notamment des actions qui peuvent être incluses dans un PAT. Cette liste n'est pas exhaustive mais elle rassemble les approches les plus communément utilisées. Ces différentes méthodes sont résumées sous forme de schéma dans l'Annexe 2.

i) Aides économiques pour les agriculteurs

- Paiements pour services environnementaux

Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) sont un dispositif destiné aux agriculteurs. Ils ont pour objectif de valoriser les services environnementaux que ces agriculteurs rendent et les inciter à favoriser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (maintien de prairies permanentes et de haies, évolution du système de production,...). Ce dispositif, élaboré par le Ministère de la transition écologique et solidaire ainsi que les Agences de l'eau, se place dans le cadre de projets collectifs territoriaux portés par des collectivités territoriales, des syndicats d'eau potable ou des structures privées ou associatives. Ces PSE sont mis en place sur des territoires qui ont de forts enjeux environnementaux comme la protection de la ressource en eau, de la biodiversité ou du stockage de carbone. Les projets collectifs doivent pour cela être retenus lors d'un appel à manifestation d'intérêt des Agences de l'eau, qui financent ensuite ces aides. La rémunération des agriculteurs dépend de l'atteinte des résultats attendus chaque année (Ministère de la transition écologique, 2024). Les PSE sont encouragés notamment par le SDAGE Seine-Normandie dans les dispositions 2.1.6., 2.1.9. et 2.3.3 (Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022).

Le plan eau national prolonge l'expérimentation des PSE jusqu'à la fin de la programmation Politique Agricole Commune (PAC) à hauteur de 30 millions d'euros par an (mesure 27) (Gouvernement, 2023).

- Mesures agroenvironnementales et climatiques

Il existe deux types de Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) : les MAEC surfaciques (sous autorité de gestion des Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)) et non surfaciques (sous autorité de gestion des Régions). Les DRAAF sélectionnent dans le catalogue national les MAEC surfaciques les plus pertinentes pour leur région en fonction des zones et des enjeux. Des appels à projets sont ouverts pour que les opérateurs de territoires manifestent un intérêt pour mettre en place des MAEC. Par exemple, un syndicat d'eau peut mettre en place une MAEC visant à améliorer la qualité de l'eau sur un captage. Toute structure ayant les compétences pour porter un Projet AgroEnvironnemental et Climatique (PAEC) peut être opérateur de ce dispositif. Les agriculteurs s'engagent sur 5 ans et suivent un cahier des charges. Ils sont compensés économiquement pour les surcoûts et manques à gagner entraînés par le respect de ce cahier des charges. Plus les obligations sont élevées, plus les montants sont élevés (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023a). Les MAEC sont encouragées notamment par le SDAGE Seine-Normandie dans la disposition 2.1.9. (Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022).

Le plan national eau revalorise les MAEC et aides AB sur les AAC dans la mesure 27 à hauteur de 50 millions d'euros par an (Gouvernement, 2023).

- Autres

Les collectivités peuvent également favoriser les pratiques agricoles protectrices de l'eau avec un soutien aux productions en AB, par exemple avec une aide à la conversion en AB

(disposition 2.1.9. SDAGE Seine-Normandie et 5D-01 SDAGE Rhône-Méditerranée) ou encourager et soutenir sur le plan économique les activités d'élevage (disposition 2.4.3. SDAGE Seine-Normandie). Pour terminer, il est également envisageable de financer du matériel agricole nécessaire à ces bonnes pratiques comme par exemple des outils de désherbage mécanique ou d'irrigation au goutte à goutte (disposition 2.3.3. SDAGE Seine-Normandie).

ii) Soutien aux filières

- Développement et soutien filières

Les collectivités peuvent développer ou maintenir des pratiques agricoles bénéfiques à l'eau en utilisant le levier du développement de filières. Ils peuvent par exemple soutenir l'organisation de filières, faire ou soutenir de l'animation et encourager les filières avec leur plan d'aménagement et de gestion durable PAGD (disposition 5D-01 SDAGE Rhône-Méditerranée). Ils peuvent également aider certaines filières grâce à des outils de transformation, de stockage ou de commercialisation (disposition 2.3.3. SDAGE Seine-Normandie).

- Débouchés

Les acteurs des filières agro-alimentaires locales peuvent favoriser l'achat de production BNI provenant des AAC (disposition 2.1.6. SDAGE Seine-Normandie) ainsi qu'agir sur les débouchés grâce à des achats pour fournir la restauration collective (disposition 5D-01 SDAGE Rhône-Méditerranée).

iii) Le foncier

- Maîtrise foncière

Le SDAGE Rhône-Méditerranée conseille d'utiliser la maîtrise foncière pour préserver durablement la qualité de l'eau (disposition 5E-02). Il est important d'établir une stratégie foncière concertée avec les acteurs locaux, cette stratégie peut s'appuyer sur de la concertation, sur de la mise en place d'associations ou de PAT, sur les leviers de l'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme,...) ou sur de l'acquisition foncière. L'acquisition foncière (amiable, préemption, création de réserve foncière,...) s'accompagne souvent de baux ruraux environnementaux (location avec un cahier des charges adapté aux objectifs de préservation de la biodiversité et de l'eau) pour la redistribution foncière. Les collectivités peuvent également proposer des contrats à obligations réelles environnementales (contrat qui fixe des obligations de protection de l'environnement attachées au bien peu importe les changements de propriété) à des propriétaires fonciers volontaires sur leur territoire (disposition 2.1.5. SDAGE Seine-Normandie). Dans la mesure 27 du plan national eau, 20 millions d'euros par an sont destinés à l'aide pour l'acquisition foncière par les collectivités (Gouvernement 2023).

- Installation-transmission

Les collectivités sont également encouragées à soutenir une politique de transmission et d'installation permettant de favoriser le développement et la pérennisation des cultures BNI (disposition 2.3.3. SDAGE Seine-Normandie). L'acquisition de terres sur les AAC peut également être un levier pour l'installation de jeunes agriculteurs ayant des pratiques compatibles avec la préservation de l'eau (disposition 2.1.9. SDAGE Seine-Normandie). Le plan eau national encourage à favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs s'inscrivant dans une démarche agro-écologique ou AB sur les AAC (mesure 24) et cette mesure est reprise dans le plan eau décliné à l'échelle régionale (Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, 2023)

iv) Sensibilisation et accompagnement

- Sensibilisation

Des diagnostics peuvent être proposés aux agriculteurs afin qu'ils puissent déterminer leur impact environnemental et les inciter à réfléchir sur la question. Il est utile d'offrir des conseils et de faire la promotion de bonnes pratiques agricoles (disposition 2.1.9 SDAGE Seine-Normandie) par exemple en diffusant des résultats économiques ou d'études sur l'agriculture biologique ou l'agroécologie (disposition 2.1.6 SDAGE Seine-Normandie). Il est également conseillé d'offrir un accompagnement technique pour favoriser les bonnes pratiques. Il est possible d'offrir un appui à l'innovation, par exemple sur la recherche de variétés ou l'expérimentation sur les pratiques et systèmes de cultures (disposition 5D-01 SDAGE Rhône-Méditerranée).

Le SDAGE Seine-Normandie invite également les acteurs de l'eau à sensibiliser les élus aux différents moyens de protection de la ressource en eau (disposition 2.1.4 SDAGE Seine-Normandie).

- Favoriser les groupements d'agriculteurs

Les collectivités ou projets territoriaux peuvent encourager les groupements d'agriculteurs qui ont pour objectifs de modifier les pratiques agricoles ou protéger l'environnement comme les groupements GIEE ou groupes 30 000 Ecophyto II (disposition 5D-01 SDAGE Rhône-Méditerranée et disposition 2.3.3. SDAGE Seine-Normandie). Les collectivités ou les projets de territoires peuvent également accompagner des démarches de certifications HVE ou AB.

v) Autres démarches

- Chartes, marques ou plan de gestion

Le SDAGE Rhône-Méditerranée encourage la prise en compte d'un volet environnemental dans les cahiers des charges des AOP et des acheteurs publics ainsi que dans les contrats locaux. Il est également possible de développer des labels 'eau et environnement' ainsi que des chartes de bonnes pratiques (disposition 1-05 et 5D-01). Le SDAGE Seine-Normandie propose aussi aux collectivités d'établir des plans de gestion contractuels afin de pérenniser les éléments fixes du paysage (disposition 2.4.2.).

I.2.d. Quelques exemples de dispositifs de protection de l'eau

Les exemples présentés rapidement dans cette partie sont les dispositifs qui sont revenus le plus souvent lors de discussions avec les personnes travaillant sur les domaines de l'eau ou de l'alimentation.

i) Terres de Sources

La démarche Terres de Sources a été mise en place par la Collectivité Eau du Bassin Rennais, elle rassemble des agriculteurs, des transformateurs, des consommateurs et des collectivités. Elle a été initiée en 2012 avec l'élaboration d'un marché public permettant l'achat local pour les restaurations collectives. La démarche se développe jusqu'à la distribution grand public. Terres de Sources permet d'offrir de nouveaux débouchés aux agriculteurs engagés dans la protection de la ressource en eau. La démarche touche 114 agriculteurs, 20 transformateurs, 61 restaurations collectives et 52 points de vente. Elle a également son label 'Terres de Sources' pour rendre les produits identifiables par les consommateurs (ADEME, 2023).

ii) Eau de Paris

Depuis 2018, estimant que les aides agricoles actuelles n'étaient pas suffisantes pour entraîner les agriculteurs vers des pratiques favorables, Eau de Paris a développé son propre système de PSE (notifié auprès de la Commission Européenne). Ils accompagnent par exemple les conversions et les exploitations de moins de 15 ans en AB sur les sites AAC d'Eau de Paris. Le montant de cette aide est plus élevé que le dispositif existant de soutien à l'AB mais le cahier des charges est plus strict. Le dispositif demande aux agriculteurs de maximiser la surface en prairies, de limiter les fuites de nitrates, de diversifier l'assolement en ajoutant des légumineuses,... Les agriculteurs sont accompagnés à la fois individuellement et collectivement (TerritoiresBio, 2020).

iii) En Bourgogne-Franche-Comté: Eau et Agriculture Durable du Châtillonnais

Le projet Eau et Agriculture Durable du Châtillonnais (EADC) est un projet expérimental multi partenarial porté par l'établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE) Sequana avec le soutien de l'Agence Seine-Normandie, le Parc National des forêts, de la Chambre d'Agriculture, de collectivités,... Le projet a 4 grands objectifs: la prévention des inondations et étiages sévères, la préservation de la qualité de la ressource en eau, la préservation de la biodiversité et le soutien des filières agricoles. L'association Eau et Agriculture Durable du Châtillonnais, née en 2023, souhaite mettre en place des PSE et en même temps structurer les filières agricoles (Flores-Ceccaldi, 2020).

I.3. Les projets alimentaires territoriaux

I.3.a. Présentation générale

Les projets alimentaires territoriaux sont des projets collectifs de territoire. Ils doivent être volontaires et portés par une ou plusieurs structures intercommunales. Les PAT peuvent être formés à différentes échelles : de la commune à la région en passant par des parcs naturels.

Le fil directeur de la démarche est la question de l'alimentation, mais cette question permet également de toucher de nombreux autres domaines comme l'économie, la protection de l'environnement, et le social. La dimension collective des PAT est très importante, les PAT peuvent regrouper de nombreux et divers partenaires (Figure 10) comme des collectivités territoriales, la recherche, les acteurs de la production agricole et agroalimentaire, la distribution et la commercialisation ainsi que des acteurs de l'économie sociale et solidaire (Peyrat, 2022 ; Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2024b).

Les PAT ont été introduits législativement dans l'article L-111-2-2 du code rural et de la pêche maritime en 2014. Selon le Code rural et de la pêche maritime, les PAT « *sont élaborés de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répondent à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial. Ils participent à la consolidation de filières territorialisées et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique* » (République Française, 2021)

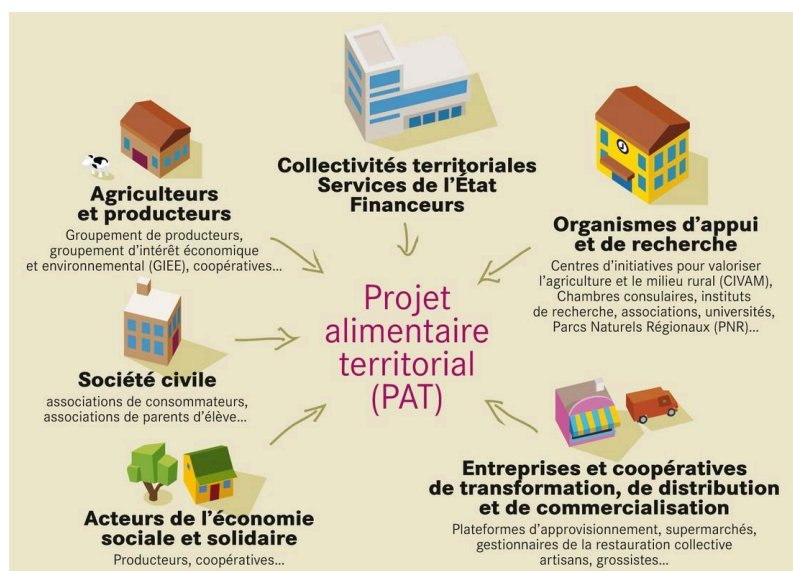


Figure 10 : Schéma résumant les acteurs d'un PAT (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022a)

Les PAT peuvent s'articuler aux autres outils de politique publique territoriale comme les Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), les contrats de bassin, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET),... Ils peuvent mobiliser des fonds publics, privés ou générer leurs propres ressources. Ils peuvent notamment répondre à des appels à projets (Programme national pour l'alimentation (PNA), FEADER, FEDER,...) (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022a).

Les PAT peuvent avoir divers objectifs leur permettant d'agir dans le cadre de la transition agroalimentaire, comme par exemple la relocalisation de l'alimentation, une amélioration de la qualité de l'alimentation, une augmentation du lien producteurs-consommateurs et une meilleure rémunération pour les producteurs. Un PAT aborde souvent différentes thématiques qui sont traitées au sein de groupes-projets regroupant les acteurs concernés. La Figure 11 illustre les axes thématiques qui peuvent être pris en compte dans la réflexion et les actions des PAT.

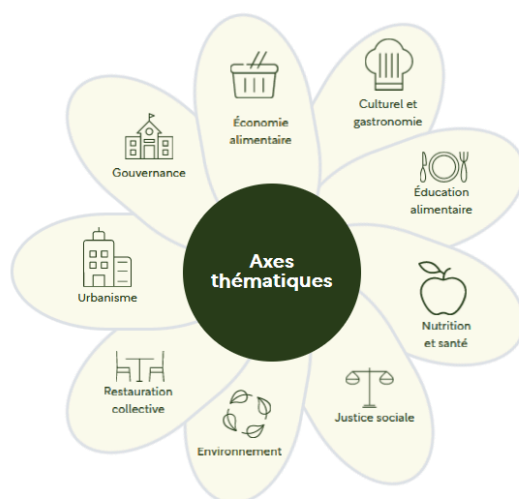


Figure 11 : Schéma les axes thématiques possibles pour un PAT (France PAT)

Les acteurs du PAT réalisent un diagnostic du territoire pour faire un état des lieux de la production alimentaire locale. Ce diagnostic a pour objectif d'identifier les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire pour pouvoir ensuite mettre en œuvre des solutions concrètes aux problématiques locales.

Les PAT sont labellisés par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, ce qui permet de donner un cadre national à ces initiatives de terrain. Depuis 2017, il existe un dispositif de reconnaissance qui permet de légitimer et formaliser les projets (Peyrat, 2022 ; Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022a; Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022b).

Les PAT ont été accompagnés financièrement dans le cadre de l'appel à projets annuel du PNA. Leur déploiement s'est accéléré à partir de 2021, aidé par le plan France Relance, car ils ont démontré leur importance dans la résilience alimentaire pendant la crise du Covid. Les PAT sont un moyen d'atteindre les obligations introduites par la loi EGalim, qui impose 50% de produits 'durables' (ayant des signes de qualité), dont 20% de bio dans la restauration collective publique (Agence Bio, 2021 et Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023b). Les différentes dates importantes pour le dispositif PAT sont résumées sur la frise chronologique en Figure 12.

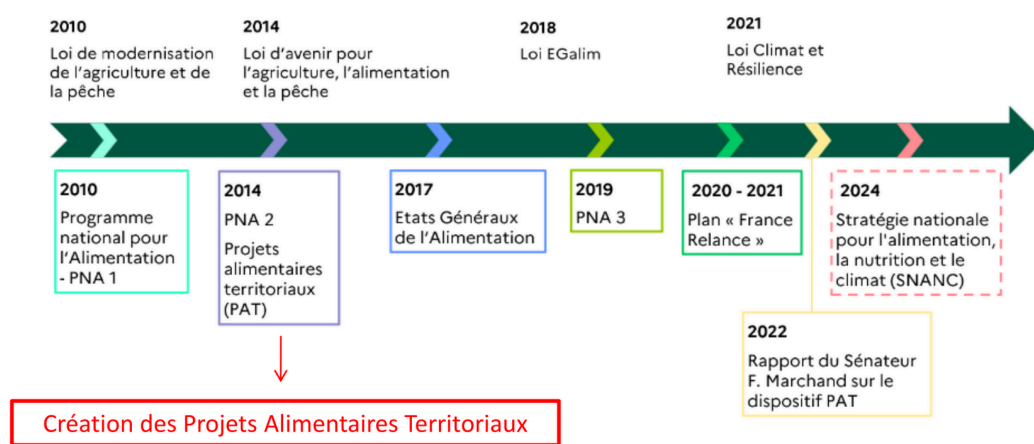


Figure 12 : Frise chronologique résumant les dates importantes pour le dispositif PAT (présentation COPIL du PAT de Nevers le 07/03/2024)

Deux niveaux de labellisation ont été mis en place en 2020 : niveau 1 pour les PAT en phase d'émergence (attribution pour une période de 3 ans, non renouvelable) et niveau 2 pour les PAT en phase opérationnelle (attribution pour une période de 5 ans, renouvelable). Pour être reconnus, les structures porteuses de projets doivent déposer un dossier de candidature à la DRAAF de leur région (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023c ; Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2024a).

Il y avait 435 PAT reconnus par le ministère en France au 1er janvier 2024 (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2024a)

1.3.b Les projets alimentaires territoriaux sur la région BFC

La région Bourgogne-Franche-Comté a atteint l'objectif d'un PAT par département fixé par le ministère et elle l'a même dépassé, avec les 35 PAT qui couvrent la majorité de son territoire (Figure 13). Certains territoires sont impliqués à plusieurs échelles dans différents PAT, comme la Nièvre où l'on trouve un PAT de la communauté d'agglomération de Nevers, un du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Val de Loire Nivernais et un PAT départemental. Les PAT départementaux ont par conséquent des enjeux de coordination et de mise en cohérence pour les PAT à plus faible échelle (DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024).

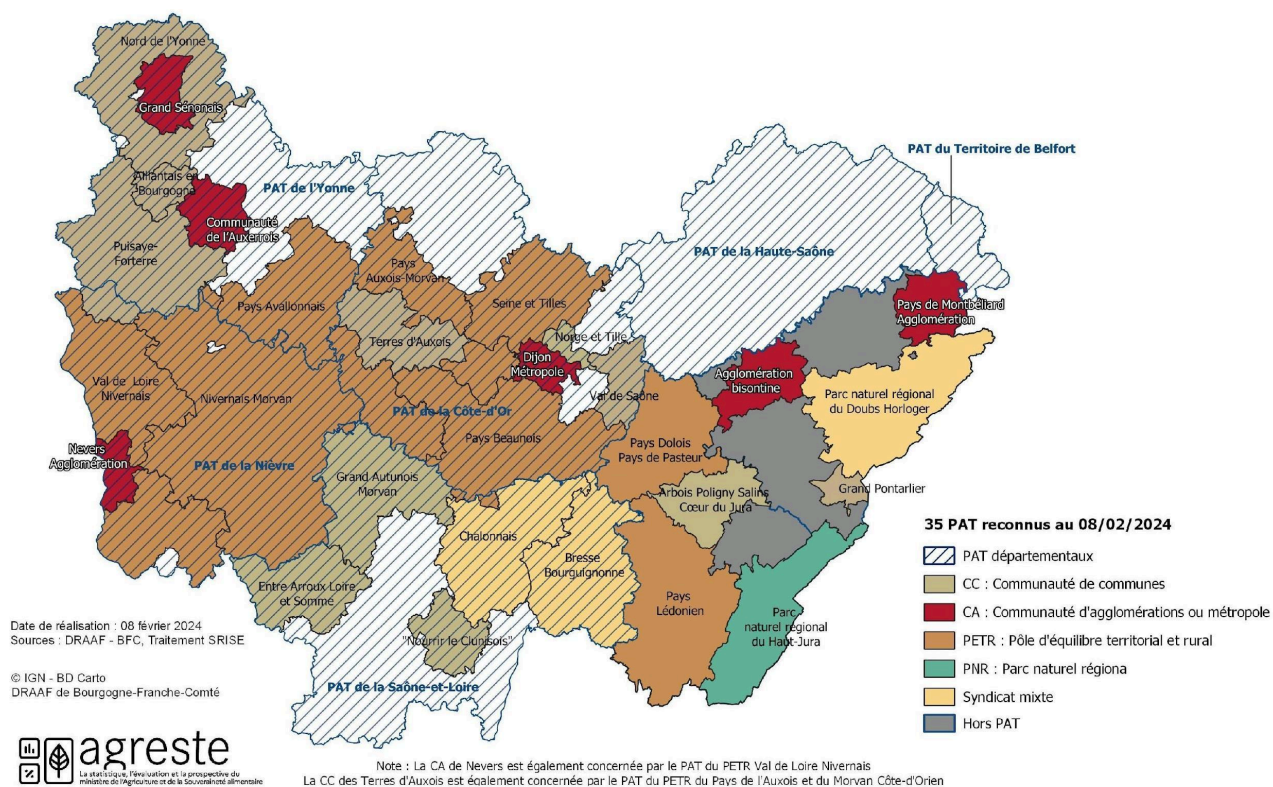


Figure 13: Les PAT départementaux et locaux de Bourgogne-Franche-Comté (DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024)

Les porteurs de PAT en BFC sont des PETR ou Syndicat Mixte (11 PAT), des communautés de communes (11), des communautés d'Agglomération ou Métropole (6), des départements (6), et un parc naturel régional. Les PAT sont pour l'instant tous des PAT de niveau 1 sauf le PAT départemental de Côte-d'Or qui est le seul à être labellisé niveau 2 (DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024). On retrouve donc principalement des jeunes PAT dans la région, par conséquent tous n'ont pas forcément engagé des actions. En effet, seuls les PAT de niveau 2 ont des obligations d'actions (DRIAIF Île-de-France, 2021).

Tableau 3 : Nombres de PAT par département de Bourgogne-Franche-Comté (DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024)

Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute-Saône	Saône et Loire	Yonne	Territoire de Belfort
8	4	4	4	1	6	7	1

Sur les 8 départements de la région, 6 ont un PAT. Pour deux de ces départements, le PAT départemental est le seul PAT du département. En effet, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort n'ont pas de PAT locaux. Ceci peut s'expliquer dans le cas du Territoire de Belfort par sa taille, effectivement, le Territoire de Belfort a moins de surface que certains PAT locaux dans d'autres départements. La Nièvre est le seul département qui est presque couvert à 100% par des PAT locaux. La Côte d'Or, l'Yonne et la Saône et Loire sont les départements avec le plus grand nombre de PAT (Figure 13 et Tableau 3).

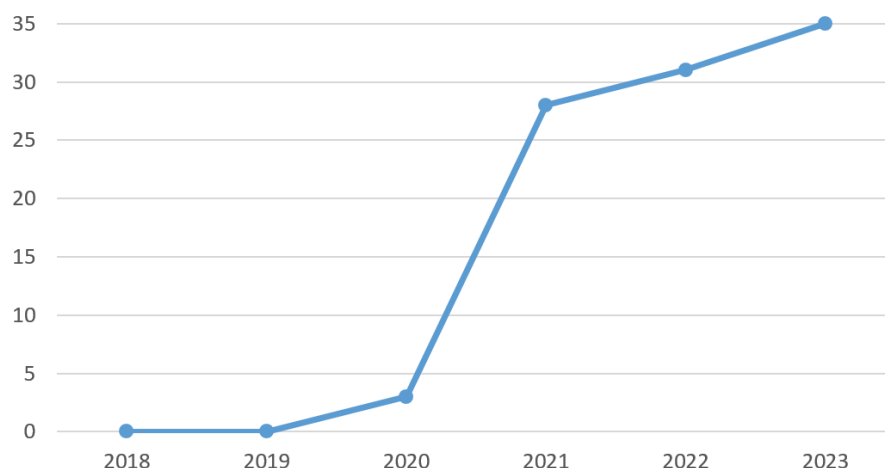


Figure 14 : Progression du nombre de PAT labellisés en Bourgogne-Franche-Comté par année (réalisation personnelle, données de France PAT)

Malgré le fait que le dispositif PAT date de 2014, les PAT de BFC sont bien plus récents. Comme illustré sur la Figure 14, la majorité des PAT de la région (26 PAT sur 35) ont été labellisés au cours de l'année 2021. Ceci s'explique par l'importance des fonds alloués par le plan France Relance. Les PAT labellisés en 2021, travaillent donc cette année à la labellisation de niveau 2.

I.4. Les PAT et la protection de la ressource en eau

I.4.a. Les PAT ont-ils pour objectif de traiter de la question de l'eau?

Les PAT sont présentés comme un outil pouvant avoir « *une visée sociale, économique ou environnementale [...] Par exemple : mieux préserver la biodiversité et la qualité de l'eau ; redynamiser le tissu économique local ; augmenter la part des produits bio et locaux dans les cantines.* » (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022b). Néanmoins, dans la loi (L-111-2-2 du code rural et de la pêche maritime) les définissant, l'eau n'est pas mentionnée. La loi annonce toutefois l'objectif de développer la production biologique, qui peut être bénéfique pour améliorer la qualité de l'eau (Feuillet et Benoît, 2016).

Les appels à projets du PNA peuvent orienter et favoriser la prise en compte de l'environnement dans les PAT. En effet, après la loi Climat Résilience du 22 août 2021, l'appel à projets 2023-2024 du PNA intitulé « Vers une Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat » a été lancé en partenariat, en particulier, de l'agence de la transition écologique (ADEME) (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2024b). Cependant, les objectifs affichés par le PNA concernant l'environnement sont surtout la lutte contre le gaspillage alimentaire, la quantité de produits biologiques, et la substitution du plastique (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2019). La majorité de ces objectifs n'ont pas d'effet direct sur la ressource en eau elle-même.

Dans le Plan Régional de Santé Environnement (PRSE) de Bourgogne-Franche-Comté, il est mentionné la volonté de soutenir les PAT liant les thématiques alimentation, nutrition, santé et environnement (Action 23). En effet, il est souligné que plusieurs PAT coordonnent la gestion des ressources en eau et le besoin des agriculteurs et travaillent sur la sécurisation de l'alimentation en eau dans leur stratégie alimentaire. Cette transversalité, renforcée par les réseaux inter-pat et CapTer, permet de rapprocher les acteurs de territoires limitrophes et de renforcer la cohérence des actions de lutte contre le changement climatique. Un projet de territoire qui s'appuie sur des dynamiques préexistantes peut restaurer la qualité de l'eau, sécuriser les approvisionnements et

renforcer la transition agroécologique (Axe 3, Objectif 2). Le PRSE encourage le partage d'expérience d'agriculteurs sur la réduction ou l'abandon des produits phytosanitaires afin de répondre à la fois aux besoins d'alimentation locale plus saine et de protection des aires de captages d'eau destinée à la consommation humaine (Action 24). Il est également important de renforcer la place de l'eau dans les projets pilotés par les collectivités, dont les PAT, et d'accompagner à l'émergence de nouveaux projets de territoires intégrant la ressource en eau (Action 28) (Agence Régionale de Santé, 2023).

Les leviers d'actions les plus importants à disposition des PAT pour toucher à la question de l'eau sont l'accompagnement des filières et pratiques agroécologiques (soutien aux cultures BNI et agriculture biologique, paiements pour services environnementaux, MAEC ...), la maîtrise de l'occupation des sols (baux ruraux environnementaux,...) et la sensibilisation et l'information. Concrètement, les PAT peuvent utiliser la majorité des outils et des méthodes présentés dans I.2.b et I.2.c.

D'après l'évaluation d'A. Stamm sur le bassin Seine-Normandie, qui couvre à peu près un quart de la région Bourgogne-Franche-Comté, il y a deux PAT très actifs sur la question de l'eau sur cette zone. A. Stamm s'est appuyé sur les plans d'actions des différents PAT et les a comparés aux attentes du SDAGE. Les PAT très actifs de BFC sur le bassin Seine-Normandie sont le PAT de la Nièvre et le PAT de la Communauté de l'Auxerrois (Stamm, 2023).

I.4.b. Les attentes des SDAGEs pour les PAT

Le SDAGE de Seine-Normandie encourage les collectivités à effectuer des actions préventives pour protéger la qualité de l'eau plutôt que de se tourner vers des actions curatives ou palliatives pour la dépolluer et la rendre potable par la suite. Les 'projets alimentaires territoriaux protégeant l'eau' sont mentionnés comme un moyen de protection des aires d'alimentation de captages d'eau potable. Selon le SDAGE, la moitié des aires de captages prioritaires et sensibles devraient être cultivées en agriculture biologique ou autres cultures BNI d'ici 2027. Pour atteindre cet objectif, il est conseillé aux collectivités de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire et de s'appuyer sur des PAT pour accompagner le développement des filières concernées et rémunérer les cultures et pratiques (disposition 2.1.6.). Il est également recommandé aux financeurs publics de soutenir les filières offrant des débouchés aux cultures BNI, notamment en finançant, parmi d'autres, les PAT (disposition 2.3.3.) (Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022). L'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie est par conséquent intéressée par le dispositif PAT et le voit comme un outil permettant de protéger la ressource en eau. Cet intérêt se confirme avec la prise d'un stagiaire (A.Stamm.) en 2023 pour travailler sur cette thématique.

Dans le cas du bassin Rhône-Méditerranée, le SDAGE encourage lui aussi la mise en place d'actions pour favoriser les modes de production peu polluants. Des méthodes comme l'organisation de filières et des actions en lien avec les cantines publiques sont citées, ce genre d'actions pouvant avoir leur place dans un PAT. Il est également préconisé pour les PAT d'intégrer un volet environnemental (disposition 5D-01). Le SDAGE conseille la mise en œuvre de mesures comme la promotion de techniques de production économes en intrants et de variétés et cultures BNI et le soutien du maintien des surfaces en herbe et des zones tampons. Ces mesures doivent être encouragées dans les PAT avec une animation technique ambitieuse à l'échelle du territoire (disposition 5D-02) (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, 2022).

Dans le cas du SDAGE Loire-Bretagne, même si les attentes sur les pratiques et les filières BNI sont globalement similaires, les PAT ne sont pas mentionnés du tout (Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2022).

I.4.c. Les freins à la prise en compte de l'eau dans les PAT

A. Stamm a relevé plusieurs freins lors de son étude sur le bassin Seine-Normandie. Il a tout d'abord cité le manque de compétences légales et techniques des PAT sur les enjeux eau et agriculture. En effet, certains porteurs ont la compétence eau, comme les collectivités avec la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), mais d'autres ne l'ont pas. Certains porteurs estiment également qu'ils ne sont pas légitimes sur la question. Le second frein qu'il a cité est le fait que le portage politique des PAT est parfois défavorable à l'agroécologie, dans ces cas, il peut être compliqué de mettre en place des pratiques agricoles préservatrices de la ressource en eau. Un autre frein, qui peut être une conséquence des deux premiers, est le manque d'engagement des collectivités sur le levier du foncier, par exemple en n'utilisant pas la possibilité des baux ruraux environnementaux (Stamm, 2023).

Ces freins sont cohérents avec les conclusions d'une réunion sur les PAT en préfecture de Saône-et-Loire. En effet, les PAT ont remarqué que la question du foncier et de l'eau est souvent difficile à traiter. Il a été également soulevé lors de cette réunion que toutes les actions demandent des moyens humains et financiers, que les PAT manquent parfois d'ingénierie et que le montage des dossiers et les appels d'offres sont complexes. (Amélineau, 2024).

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Yonne Nièvre a également fait le constat qu'il peut être compliqué pour les acteurs de l'alimentation d'identifier les acteurs de l'eau. Il y a également parfois un décalage entre les échelles des différents projets. En effet, les actions sur l'eau sont souvent réalisées à l'échelle de bassins versants ou de syndicats d'eau potable qui sont des périmètres totalement différents de ceux des PAT. Une autre remarque du CPIE est que les PAT mobilisent majoritairement les agriculteurs en circuits courts alors que tous les agriculteurs sont concernés par la ressource en eau (CPIE Yonne Nièvre, 2023).

Lors de son mémoire de fin d'étude, L.Liège, maintenant chargée de mission Eau-Alimentation-Territoire au CPIE Yonne Nièvre, avait elle aussi relevé des blocages pour lier les domaines de l'eau et de l'alimentation. Les liens entre l'eau et l'alimentation ne sont en effet pas toujours faciles à conceptualiser pour les acteurs. Ces deux thématiques paraissent même pour certains complètement déconnectées. Ces deux thématiques dépendent en effet souvent de gestionnaires, d'organismes ou de services (au sein d'une structure comme une collectivité) différents. Même au sein de la thématique de l'eau, les volets qualitatifs et quantitatifs sont souvent déconnectés. De plus, les intérêts potentiellement divergents entre les acteurs chargés de l'alimentation et de l'eau peuvent rendre la coopération compliquée.

L'eau est rarement la pièce maîtresse de la réflexion lors de projets alimentaires, elle est plutôt un sujet induit qui arrive lors de projets de diversification ou de développement de l'agriculture biologique. Les collectivités ont tendance à voir l'alimentation comme un levier pour agir sur le territoire alors que la thématique de l'eau est, elle, prise en compte plutôt lorsqu'il y a un problème qualitatif ou quantitatif sur la ressource en eau. L'eau est donc plutôt abordée selon une logique d'urgence. Le changement climatique est lui un sujet peu abordé pour l'instant même s'il y a conscience du problème.

Pour terminer, L.Liège a relevé le fait que les financements accordés aux PAT sont parfois faibles et sur des durées réduites. Or, les actions alliant alimentation et eau doivent être pensées sur le long terme car il faut laisser le temps aux agriculteurs de changer leurs pratiques (ex: minima 2-3 ans pour la conversion en agriculture biologique) (Liège, 2021).

I.4.d. Les leviers disponibles pour favoriser la prise en compte de l'eau dans les PAT

De la même manière que pour les freins, A. Stamm a également explicité plusieurs leviers pour favoriser la prise en compte de l'eau dans les démarches de PAT grâce à son étude sur le bassin Seine-Normandie. Il semble très important d'avoir une participation des acteurs du monde de l'eau

(Agence de l'Eau, syndicats de SAGE, syndicats producteurs d'eau potable,...) à tous les niveaux de la construction de PAT (diagnostic, objectif stratégique et plan d'action). Ces acteurs offrent une expertise sur la question, peuvent conseiller sur des actions cohérentes à mettre en place ainsi que permettre de financer certaines actions du PAT en rapport avec les problématiques sur l'eau (Stamm, 2023). Ce levier est également le premier mentionné par L. Lay. Les PAT peuvent inclure les animateurs captages dans leurs réunions et tisser des liens avec les Contrats Territoriaux Eau et Climat (CTEC). Les différents acteurs sollicités peuvent, de plus, aider à sensibiliser les élus sur la question de l'eau.

De même, les PAT peuvent faire des partenariats avec des acteurs légitimes sur la question de l'agroécologie, par exemple des Groupement des Agriculteurs Biologiques (GAB) pour l'agriculture biologique, des Chambres d'Agriculture, Conseils Régionaux, ou des acteurs du foncier comme la SAFER (Lay, 2023). Néanmoins, il peut être difficile pour les acteurs de l'eau, de l'agriculture, ou de l'agroécologie de participer aux démarches de PAT, notamment dû à des manques de moyens humains (Stamm, 2023). Si la volonté politique fait défaut, il est utile d'avoir des agriculteurs ou coopératives motrices sur la question (Liège L, 2021).

Un autre levier important est la structuration des débouchés pour des cultures à BNI, par exemple avec la restauration collective et le développement de l'agriculture biologique. De plus, ce levier correspond au seul objectif vraiment attendu pour les PAT, qui suit les objectifs de la loi EGalim. Néanmoins, il est parfois déjà difficile d'appliquer EGalim, avec peu d'intérêt de la part des porteurs (Lay, 2023 et Stamm, 2023).

D'autres leviers mentionnés sont la réflexion sur le paysage, notamment les prairies et les bocages (Stamm, 2023), la mobilisation du maximum d'aides PAC (éco-régime, MAEC,...), la mise en place de PSE, l'accompagnement des pratiques agroécologiques et la sensibilisation du grand public aux enjeux de l'eau (Lay, 2023). Il est également utile de fournir des méthodes pour mobiliser les agriculteurs, d'avoir une veille sur les appels à projets sur le sujet et de mettre en place des formations (Liège L, 2021).

Pour terminer, A. Stamm avait proposé à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie d'envisager de soutenir financièrement les PAT avec un conditionnement des aides, suite à la fin des fonds France Relance et de participer aux comités technique et de pilotage des PAT dans la mesure des moyens humains disponibles. Il a également suggéré que les DRAAF rappellent les objectifs du Programme Ambition Bio du ministère de l'Agriculture lors de la labellisation des PAT et dans les appels à projets destinés aux PAT (Stamm, 2023).

Un acteur important pour la prise en compte de l'eau sont les Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) et en particulier le CPIE Yonne Nièvre qui s'engage sur la question avec un Projet Eau-Alimentation-Territoire.

II. Matériel et méthodes

II.1. Problématisation

La ressource en eau est aujourd'hui un élément saillant et son importance ne fera qu'augmenter au fil des années. Des acteurs de l'eau, comme la DREAL, sont arrivés à la conclusion qu'il faudrait repenser la préservation de la ressource en eau. Aujourd'hui, peut-être que cela ne suffit plus de cibler seulement les acteurs qui sont directement concernés par la question. Il faudrait dans ce cas avoir une vision politique, une ambition forte et une mobilisation des acteurs plus large. Afin d'arriver à cet objectif, il faudrait inclure la protection de l'eau dans une dynamique territoriale, qui, plus qu'une contrainte, pourrait être un élément d'attractivité (Alterre BFC, 2024). Les PAT, dû à leur popularité grandissante et à leur approche transversale, pourraient être un outil pouvant permettre de traiter de la question de l'eau de façon novatrice et de manière complémentaire aux autres approches de préservation de la ressource en eau.

Sur la base de ces constats, il est légitime de se demander :

Comment la ressource en eau est-elle prise en compte dans les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) en Bourgogne-Franche-Comté, quels freins influencent cette intégration et quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour la renforcer?

De cette problématique peuvent se dégager différentes sous-questions:

- (1) La protection de la ressource en eau fait-elle partie des compétences des PAT et est-t-il attendu d'eux qu'ils se saisissent de la question?
- (2) Comment un PAT peut-il concrètement agir pour la protection de la ressource en eau?
- (3) Quels sont les facteurs qui poussent un PAT à s'intéresser ou non à la protection de la ressource en eau?

Plusieurs hypothèses découlent de cette problématique et de ces sous-questions.

Hypothèse 1 : Le sujet de la protection de la ressource en eau n'est pas le sujet sur lequel les PAT sont les plus attendus.

Hypothèse 2 : En Bourgogne-Franche-Comté, pour l'instant, peu de PAT traitent de la question de l'eau. Les quelques PAT qui prennent le plus en compte l'eau sont ceux où il y a de gros problèmes de qualité pour l'eau potable et des enjeux eau importants.

Hypothèse 3 : Le portage politique est à la fois le plus gros blocage et le levier le plus important, et détermine si un PAT va se saisir de la question de l'eau.

II.2. Méthodologie

II.2.a. Introduction au sujet et bibliographie

Lors des deux premiers mois de stage, une entrée en matière a été réalisée sous forme de bibliographie générale sur le sujet afin de se familiariser avec la question. Cette bibliographie a permis de cibler les acteurs importants à rencontrer lors des entretiens. Ces lectures ont ensuite été utilisées pour écrire la partie *I. Contexte* de ce mémoire de fin d'études. Des recherches plus ciblées ont été réalisées afin de déterminer précisément les actions concrètes qui peuvent être réalisées pour protéger l'eau. Les actions décrites dans les parties *I.2.b*, *I.2.c* et *I.2.d* ont permis d'avoir une idée de l'éventail d'actions à disposition des PAT pour travailler sur la question de l'eau.

II.2.b. Récolte de données

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés avec différents acteurs concernés par la question. Les acteurs interrogés étaient à la fois des acteurs de l'eau et de l'alimentation, ainsi que des acteurs travaillant à des échelles géographiques différentes. 26 entretiens ont été réalisés au total. Tous les entretiens ont été réalisés par téléphone ou en visioconférence, sauf pour l'entretien avec le CPIE Yonne Nièvre qui a été réalisé en présentiel. Ces entretiens ont en général duré entre 20 minutes et une heure. Ces entretiens ont été enregistrés et retranscrits par la suite. Les personnes interviewées sont mentionnées dans le Tableau 4.

Tableau 4 : Entretiens effectués par ordre chronologique

Structure	Poste de la personne interrogée	date
CPIE Yonne Nièvre	Chargée de mission Eau-Alimentation-Territoires	25/03
Réseau Partage Grand-Est	Chargé de mission du réseau	27/03
CC Creusot-Montceau	Stagiaire sur la création du PAT	05/04
CC Coeur du Jura	Chargée de mission PAT	12/04
CA Auxerrois	Chargé de mission PAT	12/04
CA Auxerrois	Animatrice BAC	13/04
CA Montbéliard	Chargé de mission PAT	17/04
DRAAF BFC	Cheffe de pôle Animation de la politique de l'alimentation	17/04
CC Grand Autunois Morvan	Chargée de mission PAT	24/04
Ville de Clamecy	Animateur BAC	02/05
DDT Yonne	Chargé de mission agriculture et alimentation durables	02/05
DRAAF BFC	Cheffe de pôle performance environnementale et foncier + Chargée de mission eau, filière BNI, directive nitrates	03/05
CC Sud Territoire	Responsable eau potable	14/05
Syndicat Mixte des Bassins Versants de l'Arroux et de la Somme	Animatrice contrat territorial	15/05
CC Clunisois	Chargée de mission PAT	17/05
Agence de l'eau Rhône Méditerranée	Responsable financement transition agro-écologique et projets de territoire	22/05
Soliance	Animatrice du réseau régional Terradi	23/05
Agence de l'eau Loire Bretagne	Chargée d'intervention	24/05
DDT Saône et Loire	Chargée de mission agroécologie - filières	28/05
ADEME	Référente Alimentation durable	30/05
DREAL BFC	Chargé de mission eau, agriculture et territoires	03/06
Espace Communautaire Lons Agglomération	Chargée de mission eau-agriculture-environnement	03/06
Pays Lédonien	Chargée de mission PAT	05/06
Agence de l'eau Seine Normandie	Cheffe de service connaissance et politique territoriale	05/06
ARS	Adjoint au responsable du département - Co-chef de projet "Une seule Santé"	07/06
Conseil départemental Côte d'or	Chargée de mission PAT	12/06
Pays Nivernais Morvan	Chargée de mission PAT	14/06

* L'intitulé du poste des personnes contact pour les PAT n'est pas toujours "chargé-e de mission PAT", ces personnes peuvent être par exemple des chargés de mission "filiales locales" ou "transition écologique". Elles ont toutes été appelées "chargé-e de mission PAT" par souci de lisibilité et de simplification.

i) Les PAT

8 chargées de mission PAT et un stagiaire ont été interrogés. Ces entretiens avaient pour objectifs de caractériser si l'eau est prise en compte dans les PAT ainsi que les actions réalisées par les PAT pouvant permettre de préserver la ressource en eau. Le guide d'entretien pour les chargés de mission se trouve en Annexe 3.

Ces entretiens avaient également pour objectif de déterminer et de comprendre les blocages (techniques, comportementaux ou politiques) à la prise en compte de l'eau pour ces PAT. Les entretiens avaient notamment pour but de confirmer ou infirmer les hypothèses de blocages qui avaient été dégagées par la bibliographie. Ces entretiens visaient de plus à déterminer les besoins des PAT en termes d'accompagnement et les leviers qui leur permettraient d'augmenter l'inclusion de la question de l'eau. Pour terminer, il a été demandé aux chargés de mission si, à leur avis, l'inclusion de l'eau était nécessaire, possible et souhaitable dans les PAT.

Afin de réaliser ces entretiens, une sélection des PAT a été réalisée à l'aide de recherches préalables sur France PAT, les sites internet des porteurs de PAT, ainsi que de l'expertise de mon maître de stage. Il semblait utile d'interroger à la fois des PAT qui prennent très peu en compte l'eau (Arbois Poligny Salins Cœur de Jura, Montbéliard, Côte d'Or, Nivernais Morvan) ; des PAT très investis sur la question de l'eau (Pays Lédonien, Auxerrois) et des PAT intéressés par la question mais qui n'ont pas vraiment d'actions fléchées eau (Clunisois, Grand Autunois Morvan) afin de pouvoir effectuer une comparaison. Cette sélection a été complétée par un PAT en cours de formation. Les PAT ont été choisis afin d'obtenir une représentation la plus homogène possible géographiquement (Figure 15), ainsi que des PAT portés à différentes échelles.

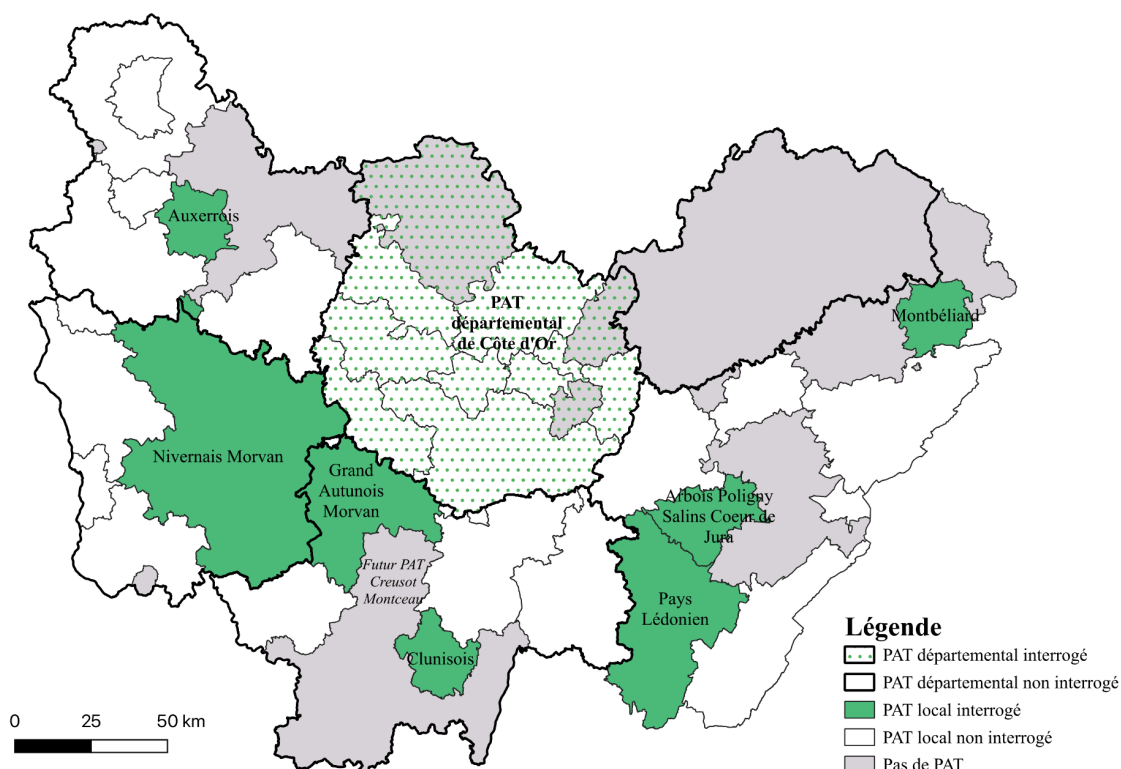


Figure 15 : Carte représentant la localisation des différents PAT interrogés (réalisation personnelle)

Des entretiens ont également été réalisés avec la chargée de mission de l'animation du réseau inter PAT de la Bourgogne-Franche-Comté et le chargé de mission pour le réseau Grand-Est. Ces entretiens ont permis d'en apprendre plus sur le fonctionnement des réseaux inter PAT ainsi que de se pencher sur une autre région qui s'est intéressée à la question de l'eau pour ses PAT.

ii) Acteurs gouvernementaux

Pour cette catégorie d'acteurs, le guide d'entretien se trouve en Annexe 4. Les personnes interrogées ont été contactées car elles étaient les référentes sur mon sujet. Elles ont été soit contactées directement, soit après que ma demande leur a été transmise par un.e collègue.

Des entretiens ont été réalisés avec la Cheffe de pôle Animation de la politique de l'alimentation et deux membres du pôle performance environnementale et foncier de la DRAAF BFC afin de déterminer les attentes du gouvernement pour les PAT sur la question de l'eau, ainsi que pour avoir un point de vue sur les PAT au niveau régional.

Deux entretiens ont été réalisés avec des chargés de mission de DDT responsables des PAT au niveau départemental. Ces entretiens ont permis d'avoir un point de vue sur les PAT à l'échelle départementale ainsi que d'obtenir plus d'informations sur les PAT de ces départements.

Des entretiens ont été réalisés avec un membre de la DREAL BFC, de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et de l'ADEME afin de déterminer les attentes du gouvernement sur la question de la préservation de l'eau par les PAT. Pour terminer, des entretiens ont été réalisés avec les 3 Agences de l'Eau afin de récolter leur point de vue et expertise sur la question.

ii) Acteurs locaux de l'eau

Pour cette catégorie d'acteurs, le guide d'entretien se trouve en Annexe 5.

Deux entretiens ont été réalisés avec des animateurs de Bassin d'Alimentation de Captages (BAC) afin d'étudier le lien entre l'animation agricole sur les captages prioritaires et les PAT. Ces deux animateurs ont été choisis car l'une était en lien étroit avec le PAT et l'autre n'avait aucun lien avec celui-ci. Il semblait intéressant de pouvoir comparer ces deux situations et territoires.

De même, deux services d'eau potable ont été interrogés, l'un en lien étroit avec un PAT et l'autre non. Le second était néanmoins engagé dans un projet de territoire pour la préservation de la qualité de l'eau.

Un entretien a été réalisé avec une animatrice Contrat Territorial dû à son expertise sur la question du dialogue territorial sur la question de l'eau. Pour terminer, un entretien a été réalisé avec une chargée de mission d'un CPIE car ce CPIE travaille justement sur la question de l'inclusion de l'eau dans les PAT.

II.2.c. Analyse

Débutant en parallèle de la fin de la récolte de données, l'analyse des résultats a été effectuée. L'analyse a été séparée en plusieurs parties : les attentes des différents acteurs gouvernementaux, afin de vérifier l'hypothèse 1 (énoncée en II.1.) ; la prise en compte de l'eau en Bourgogne-Franche-Comté, afin de vérifier l'hypothèse 2 ; et pour terminer les blocages et les leviers permettant de vérifier l'hypothèse 3.

Après la rédaction et la finalisation des comptes-rendus, un travail de relecture a permis de dégager les principales tendances, qu'elles soient récurrentes ou divergentes, sur les thématiques abordées durant les entretiens. En effet, certains éléments apparaissaient fréquemment, notamment certaines complémentarités. Pour chaque thématique, les points essentiels des entretiens ont été recensés et synthétisés, ces synthèses étant présentées dans les résultats de la Partie 3.

Dans un second temps, nous répondrons aux hypothèses puis à la problématique au regard des résultats mis en avant. Enfin, à partir de tous ces résultats, nous terminons par une courte partie discussion.

III. Résultats

III.1. Les attentes politiques

III.1.a. La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et les Directions Départementales des Territoires

D'après les trois personnes de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) BFC interrogées, il est légitime que les PAT se penchent sur la question de l'eau : *“ça a du sens et c'est même difficilement concevable de ne pas le faire”*, surtout pour des collectivités qui ont, ou vont, bientôt avoir la compétence eau. Le service Alimentation et le service Agriculture de la DRAAF ont déjà échangé sur le sujet et l'ont identifié comme quelque chose d'intéressant. Les PAT peuvent être *“un outil très pertinent pour traiter de l'eau, notamment vu leur essor en Bourgogne-Franche-Comté, à condition que les collectivités arrivent à s'emparer du sujet”*. Une nuance importante mentionnée lors des entretiens est qu'un projet tel qu'un PAT *“n'a de sens que s'il prend en compte tout le contexte de la collectivité”*. Il est évident pour la DRAAF que les PAT doivent se préoccuper du sujet de l'eau mais *“il faut que ce soit des préoccupations qui sont adaptées au territoire.”* La prise en compte de l'eau dans le PAT dépend donc du type de ressource en eau (souterraine ou de surface), du nombre de captages et de captages prioritaires et des problématiques de qualité ou quantité d'eau sur le territoire.

Selon la DRAAF, l'alimentation est en général très transversale et elle peut être une entrée plus facile sur la protection de la ressource en eau que l'entrée par le côté agricole, qui est parfois compliquée. Le sujet est d'autant plus intéressant pour la DRAAF car les PAT couvrent une grande partie de la région BFC. Selon la DRAAF, un des gros leviers offert par les PAT est la restauration collective. Grâce à la restauration collective, les PAT peuvent permettre de faire d'une pierre deux coups: la protection des captages et l'alimentation. En effet, *“un PAT qui veut développer le bio, c'est à la fois bon pour ses cantines et les objectifs Egalim, et pour la qualité de l'eau de ses captages.”*

Selon la DRAAF, les PAT sont également un bon outil de concertation pour lier tous les différents dispositifs, plans et programmes qui créent parfois un problème de superposition. L'eau, en particulier, touche de nombreux domaines : filières agricoles, santé, environnement, pratiques agricoles,... Les PAT peuvent permettre d'organiser et mettre en cohérence tout ce qui se fait déjà sur le territoire. La DRAAF s'intéresse à ce que les PAT incluent l'eau à la fois de manière qualitative et de manière quantitative. Il est important que les actions des PAT (par exemple la relocalisation de production légumière) ne soient pas obsolètes dans quelques années, ce qui pourrait arriver si le besoin en eau et le changement climatique n'ont pas été pris en compte. Il faut vérifier que même si l'eau n'est pas traitée telle quelle dans le PAT, on soit *“sûr que les actions menées [dans le cadre du PAT] ne vont pas à l'encontre des actions menées sur le captage.”*

D'après la DRAAF, une grande partie des PAT de BFC arrivent en fin de labellisation de niveau 1 cette année (26 sur les 35 PAT). La DRAAF ne dispose pas encore de la stratégie nationale mais il est très probable que les exigences pour la labellisation augmentent sur les questions environnementales et en particulier l'eau. Le passage en labellisation de niveau 2 serait donc un moment idéal pour renforcer le côté environnemental des PAT.

Du côté des Directions Départementales des Territoires (DDT), qui travaillent au plus proche du terrain, l'eau est un sujet tout aussi important. Les personnes des DDT interrogées ont mentionné que les PAT sont à même de travailler sur la question de l'eau, notamment sur le côté agricole. Les PAT sont pour eux intéressants car ils ont une approche systémique et peuvent accompagner leurs producteurs sur de nombreux sujets différents. Néanmoins, pour les personnes interrogées, les PAT ne vont pas forcément tous travailler sur la question de la qualité de l'eau directement. Il reste cependant intéressant d'inclure l'eau dans la réflexion générale.

III.1.b. L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

L'ADEME et la DRAAF se partagent les financements des PAT de BFC au travers de l'appel à projet régional PRalim. L'ADEME finance en particulier ceux qui ont des plans d'actions développés sur les questions environnementales, parmi lesquelles on retrouve la protection de l'eau. L'ADEME accompagne les PAT et les soutient pour les amener vers la prise en compte des aspects écologiques dans l'alimentation. Les financements offerts permettent par exemple le maintien des postes d'animation et la réalisation d'études ou de prestations avec la Chambre d'Agriculture ou BioBourgogne.

La protection de l'environnement est bien sûr centrale pour l'ADEME en tant qu'Agence de l'Environnement. *“Les PAT sont un outil méthodologique qui nous paraît très intéressant pour que l'alimentation soit réappropriée par les territoires”*, or, la production de biens alimentaires ne peut pas se faire sans eau. L'ADEME considère les PAT comme un outil pour que les collectivités se réapproprient tous les enjeux de l'alimentation et qu'elles travaillent de manière concertée avec leurs acteurs sur un plan d'action. Il est également très important pour l'ADEME que les PAT travaillent sur l'adaptation au changement climatique, qui est souvent liée avec la question de la ressource en eau.

III.1.c. La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) accompagne des collectivités pour qu'elles mettent en place des projets de territoires pour préserver la qualité de l'eau, en particulier avec une action du Plan Régional de Santé Environnement 2022-2027 (action 28) qui est appelée Eau d'Ici. Les PAT sont un dispositif cohérent sur lequel travailler pour cette action, en effet *“favoriser une alimentation de qualité c'est en cohérence aussi avec la qualité de l'eau”*. La réflexion sur la préservation de la ressource en eau évolue et, comme le prouve le projet Eau d'Ici, on ne s'intéresse plus seulement aux aires d'alimentation de captage. Pour Eau d'ici, la DREAL cherche à encourager un raisonnement plus global sur les filières et s'intéresse à tous les agriculteurs du territoire et pas seulement à ceux des AAC.

‘Comment faire le lien entre les PAT et la qualité de l'eau?’ est une question que la DREAL s'est déjà posée et qu'elle a discuté avec certaines DDT, mais y répondre n'est pas évident. Si les PAT se concentrent par exemple sur la mise en place d'un atelier de vente ou de transformation, le lien avec la qualité de l'eau n'est pas direct. Les PAT pourraient néanmoins valoriser des productions qui protègent l'eau pour les cantines scolaires ou lors d'autres actions.

La DREAL n'a pas de ligne budgétaire pour financer directement les PAT mais ils peuvent être aidés indirectement au travers du projet Eau d'Ici si les actions eau sont co-construites, ou en lien, avec le PAT.

III.1.d. L'Agence Régionale de Santé

Dans le cas de l'Agence Régionale de Santé (ARS), il semble également intéressant que les PAT s'occupent de la question de l'eau. En effet, *“l'eau et l'alimentation sont étroitement liées; il faut avoir une gestion de l'eau qui soit compatible avec tous les usages”* et *“il faut que l'eau soit un objet de dialogue local et de dialogue territorial, en même temps que l'on travaille sur l'alimentation”*. Il ne fait pas sens par exemple de développer des cultures très utilisatrices en eau dans le cadre d'un PAT sur un territoire qui souffre fréquemment de sécheresse. De plus, la ressource en eau *“si on n'en parle pas [...], elle revient sur le devant de la scène mais cette fois-ci sous forme de conflits”*. Il est important que cette réflexion sur l'eau soit faite en fonction des contextes et spécificités de chaque territoire. Les sujets prévalents de l'ARS sont les captages prioritaires. S'il y a des captages prioritaires sur le territoire du PAT, il est d'autant plus important que le PAT se saisisse de l'enjeu par rapport à des PAT qui auraient des enjeux moins forts et pas de captages prioritaires.

III.1.e. Les Agences de l'eau

Le fonctionnement des Agences de l'eau est similaire mais leurs modalités d'interventions sont différentes. Ces modalités sont régies par les programmes d'intervention que les comités de bassin adoptent pour une durée de 6 ans. Le programme en cours, pour la période 2019-2024, est le 11ème programme. Le nouveau programme débutant en 2025 peut avoir des modalités d'action totalement différentes de celles utilisées actuellement par les Agences de l'Eau.

i) Loire Bretagne

Les PAT sont intéressants pour l'Agence Loire-Bretagne parce qu'ils peuvent permettre de valoriser les efforts des exploitants. Néanmoins, selon la personne interrogée, la priorité des PAT est souvent de relocaliser l'alimentation plutôt qu'avoir des pratiques très favorables à l'environnement. En effet, il y a un intérêt à se pencher sur la question mais *“jusqu'à présent [...] il y avait assez peu de lien entre les PAT et les politiques liées à l'environnement de manière générale et en particulier à l'eau”*.

Les financements proposés par l'Agence LB :

Qu'est-ce qui est financé : des financements généralisés par rapport à la question agricole sont offerts, un financement de l'animation d'un PAT est même possiblement envisageable.

Qui peut recevoir les financements : les Contrats Territoriaux, qui sont généralement portés par des syndicats mixtes sur l'eau en BFC.

Conditions : il faut qu'il y ait des garanties que l'action, par exemple que la filière développée va protéger l'eau sur le territoire où on l'attend. Il faut également un vrai travail de discussion depuis le début du projet et que l'Agence participe à la formation du PAT.

Limites pour leur application aux PAT : les Contrats Territoriaux ne se superposent pas forcément avec les PAT et le développement d'une filière est compliqué avec des frontières fixes.

ii) Seine Normandie

Pour l'Agence Seine-Normandie, les PAT peuvent *“être des outils qui viennent renforcer, consolider, et favoriser des pratiques favorables [à la ressource en eau]”*. La rencontre des démarches d'animation agricole des captages prioritaires et les PAT serait recherchée. L'Agence souhaiterait davantage s'articuler avec les démarches territoriales, parmi lesquelles on retrouve les PAT. Elle a néanmoins, pour l'instant, du mal à déterminer à quel moment et comment il serait le plus pertinent qu'elle intervienne dans les PAT. En effet, ses moyens humains sont limités et ils ne pourraient pas, par exemple, participer à tous les comités de pilotage des PAT de leur territoire.

Les financements proposés par l'Agence SN :

Qu'est-ce qui est financé : les études et les expérimentations ; les actions de communication, de formation, et de sensibilisation ; l'animation et les actions d'accompagnement technique des exploitations agricoles ; les investissements.

Conditions : il faut que l'action s'articule avec ce qui existe déjà + il faut que l'action soit ambitieuse et ait vraiment une plus-value pour la ressource en eau + il faut que l'action ait lieu sur des captages prioritaires, sensibles, importants pour l'alimentation future en eau potable, ou avec une dynamique territoriale forte.

Limites pour leur application aux PAT : L'animation et les actions sur les captages prioritaires sont déjà financées, l'action devrait venir en complément et ne pas être redondante.

iii) Rhône Méditerranée Corse

Le sujet de lier les PAT et l'eau intéresse fortement l'Agence Rhône Méditerranée Corse : *“les deux thématiques sont liées et elles ne peuvent pas s'ignorer”*. Les PAT peuvent pour elle *“être une solution pour les problématiques de l'eau”*. En effet, avec des actions contractualisées sur un temps défini (5 ans pour les MAEC par exemple), on peut observer des retours en arrière à la fin du contrat. De plus, certains captages prioritaires ont des temps de renouvellement long et quelques années ne suffisent pas à améliorer la qualité. Il serait donc utile d'avoir des mesures sur des temps longs ainsi que de pérenniser les actions comme avec des conversions en AB et des structurations de filières. C'est à cet endroit que les PAT peuvent apporter une plus-value, par exemple en proposant des débouchés aux productions BNI. Pour l'Agence RMC, il faudrait s'assurer que la problématique eau soit intégrée par les PAT à la fois sur le côté qualitatif et le côté quantitatif.

De manière similaire à l'Agence SN, l'Agence RMC s'interroge sur quand et comment communiquer avec les PAT. Une idée évoquée par la personne interrogée est de mettre en relation les chargés d'intervention de l'Agence, qui accompagnent les collectivités sur les questions de ressource en eau (assainissement, aménagement, préservation,...), avec les PAT de leur territoire d'intervention.

Les financements proposés par l'Agence RMC :

Qu'est-ce qui est financé : la structuration des filières BNI (études de marché, investissements, transformation et vente) ; l'animation et le pilotage agricole sur les captage (MAEC, conversion AB,...) ; les diagnostics et la mise en place des plans d'action captages prioritaires ; les actions de maîtrise du foncier et les aides à destination des agriculteurs (investissements,...).

Qui peut recevoir les financements : les collectivités gestionnaires des captages prioritaires.

Conditions : il faut que l'action permette de préserver la qualité de l'eau sur un captage prioritaire.

Limites pour leur application aux PAT : les financements ne sont offerts que sur les captages prioritaires, alors que la réflexion PAT est souvent à plus grande échelle + les porteurs de PAT ne sont pas toujours gestionnaires des captages prioritaires sur leur territoire.

III.1.f. Conclusion sur les attentes

Tous les acteurs gouvernementaux interrogés étaient favorables à l'idée que les PAT prennent en compte la ressource en eau et développer cette prise en compte semble même être un objectif futur pour la majorité. Il a été soulevé néanmoins que la prise en compte doit être propre au contexte et aux enjeux spécifiques du territoire du PAT. Les PAT couvrant des territoires ayant des problèmes de qualité, notamment avec des captages prioritaires, ou des problèmes de manque d'eau sont donc les PAT où une prise en compte de la ressource en eau est la plus attendue.

III.2. Les PAT de BFC et la prise en compte de l'eau

III.2.a. Quelle prise en compte de l'eau dans les PAT de BFC?

Les acteurs gouvernementaux s'accordent pour dire que malgré le fait que la prise en compte de l'eau paraît importante, l'eau est peu traitée par les PAT pour l'instant. Le sujet est peu porté politiquement et arrive sur la table par des entrées détournées (entretien DRAAF BFC).

Comme illustré dans le tableau 5, seul un tiers des PAT de BFC mentionne la problématique de l'eau dans les documents qu'ils ont mis à disposition de la DRAAF BFC. L'Yonne est le département où le nombre de PAT prenant en compte la ressource en eau est le plus important.

Tableau 5 : Le nombre de PAT de BFC qui traitent de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF par département (source: DRAAF BFC)

Département	Nombre de PAT traitant de l'eau (*) sur le nombre de PAT total du département
Côte d'or 21	1/8
Doubs 25	1/4
Jura 39	2/4
Nièvre 58	0/4
Haute-Saône 70	0/1
Saône-et-Loire 71	2/6
Yonne 89	5/7
Territoire de Belfort 90	1/1
Total	12/35

Le tableau complet avec le détail des PAT est en Annexe 6.

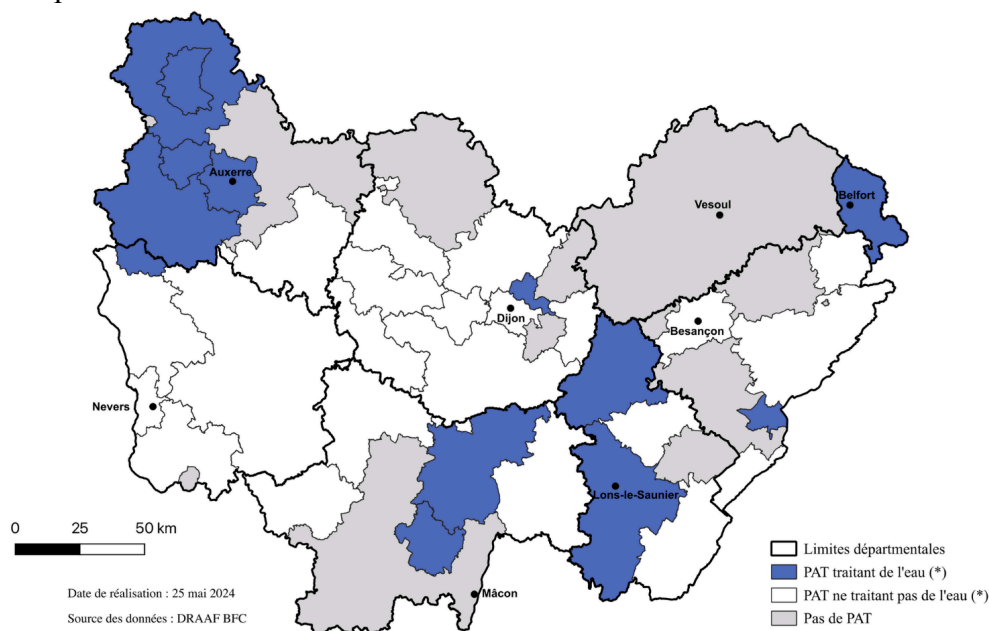


Figure 16 : Carte représentant les PAT de BFC qui traitent de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF (réalisation personnelle, données de la DRAAF BFC en Annexe 6)

(*) **Attention** : La DRAAF ne dispose pas de documents détaillés ou du plan d'action pour chaque PAT. De plus, le fait que les documents mentionnent la ressource en eau n'indique pas la magnitude des actions mises en place sur l'eau dans le cadre des PAT.

Ce tableau et cette carte n'engagent que l'auteur de ce mémoire et ne prétendent pas être exhaustifs.

Les entretiens avec les deux DDT ont permis de vérifier une partie des résultats présentés précédemment. Pour le département de l'Yonne, les PAT traitant de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF ont bien, d'après la DDT, des actions ou au minimum une réflexion sur le sujet, sauf dans le cas de l'Aillantais. En effet, même si l'eau est mentionnée dans ses documents, d'après l'entretien réalisé avec la DDT, l'Aillantais a peu d'actions agricoles et ne semble pas avoir de réflexion sur l'eau.

Il en est de même pour le département de la Saône et Loire. L'entretien avec la DDT a confirmé les données de la DRAAF, sauf dans le cas du Chalonnais, qui a été présenté lors de l'entretien comme peu actif sur la question de l'eau. Les données de la DRAAF permettent donc de donner une idée générale du traitement de la question de l'eau en BFC mais leur exactitude n'est que partielle.

Dans le cas où le PAT ne traite pas du tout de la question de l'eau, cette question peut néanmoins déjà être traitée par d'autres acteurs du territoire : *“ça ne veut pas dire que la collectivité ne fait pas déjà des choses, mais c'est juste que le lien pourrait être accentué entre la notion de l'alimentation et ce que la collectivité fait sur son territoire par rapport à la protection de la ressource en eau”* (ADEME).

De plus, certaines actions des PAT qui peuvent avoir un objectif premier autre que la préservation de la ressource en eau peuvent quand même être bénéfique pour l'eau : *“Il y a quand même beaucoup d'actions qui peuvent être dans les PAT qui contribuent à la qualité de l'eau mais sans forcément que ce soit mentionné”*. Une partie du temps, même si les PAT ne mentionnent pas l'eau *“cela veut quand même dire que derrière il y a des objectifs cohérents avec la qualité de l'eau [...] mais c'est vrai qu'ils ne font pas forcément le lien écrit noir sur blanc”* (DRAAF BFC)

III.2.b. Des entretiens avec quelques PAT très engagés sur l'eau en BFC

i) PAT Lédonien

Le porteur du PAT Lédonien est un PETR qui regroupe 4 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Le PETR n'est pas porteur d'actions mais il met à disposition le label PAT à des acteurs du territoire pour valoriser et faciliter leurs actions. L'action eau du PAT est réalisée par la régie d'Eau de l'Agglomération de Lons-le-Saunier (ECLA), soutenue par l'Agence de l'Eau. Lons Agglomération a la particularité d'avoir à la fois une régie Eau qui gère en direct les captages, la qualité, la distribution et la facturation de l'eau potable, et une cuisine centrale qui fournit 5000 repas quotidiens pour les cantines, ehpad et hôpitaux.

Le PAT est né de la volonté d'un collectif d'acteurs locaux de protéger la ressource en eau du territoire. Pour cela, le projet était de développer une dynamique AB globale en travaillant sur les débouchés offerts aux agriculteurs en agriculture biologique : *“sur les zones de captages, l'idée c'était de les amener à se convertir à la bio en leur assurant des débouchés et une juste rémunération”* (chargée de mission PAT). Néanmoins, la démarche ne se limite pas aux aires de captages, l'idée étant plutôt d'établir un environnement propice aux conversions et favorable à l'agriculture biologique en général. En effet, non seulement les efforts ne se limitent pas aux aires de captages, mais ils ne s'arrêtent pas non plus aux limites du pays car certains agriculteurs inclus dans la démarche proviennent de Saône et Loire et de Côte d'Or.

Afin de faciliter la commercialisation des produits AB, une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) “Ensemble Bi'EAu” a été créée en 2021. Cette SCIC rassemble une quinzaine de producteurs auxquels elle achète pour revendre ensuite, par exemple à la cuisine centrale. La cuisine centrale et les producteurs discutent ensemble pour définir un planning, les quantités et les prix. Les producteurs se répartissent ensuite les volumes entre eux.

Afin de mettre en place un tel projet il faut faire un travail de technico-commercial: aller chercher des marchés et les producteurs et ensuite les organiser. Le processus de vente à la cuisine centrale peut être compliqué car la vente se fait à des professionnels qui ont des critères strictes à

remplir. On retrouve par exemple les heures et dates de livraison qui peuvent poser problème aux producteurs qui n'ont pas de moyens de stockage et la nécessité d'avoir un produit emballé ou transformé (par exemple : les professionnels achètent des morceaux de viande alors que les producteurs vendent des bêtes entières). La mise en place de la SCIC permet d'avoir un intermédiaire qui facilite les transactions pour tous les acteurs. Pour avoir un projet fonctionnel, il faut fidéliser les clients et les producteurs, et il faut en particulier que les débouchés soient fiables, réguliers et en quantité suffisante pour que les producteurs s'engagent.

En plus du travail sur les débouchés, le PAT collabore avec des agriculteurs sur des expérimentations de nouvelles cultures et avec l'Association Jura Nature Environnement pour accompagner et sensibiliser les agriculteurs, les collectivités et les habitants aux pratiques agro-écologiques.

Néanmoins, même le maintien d'un projet déjà bien avancé comme à Lons-Le-Saunier n'est pas sans difficultés. En effet, l'orientation forte du PAT vers l'agriculture biologique est aujourd'hui parfois une barrière à d'autres facettes du projet et il reste *“encore tout ce travail à faire pour maintenir les acteurs en place et faire en sorte que chaque acteur puisse s'identifier au sein de ce projet”* (chargée de mission PAT). L'investissement des acteurs est un des aspects les plus importants : *“les idées c'est bien mais il faut savoir les mettre en pratique et trouver les bonnes personnes pour animer ça”* (chargée de mission eau-agriculture-environnement d'ECLA). En effet, le projet court toujours le risque de s'étioiler s'il n'est pas porté politiquement par les élus et s'il n'y a pas assez de clients.

ii) PAT Auxerrois

Le PAT de l'Auxerrois est porté par la Communauté d'agglomération d'Auxerre. Celle-ci est en charge de la protection des actions sur les captages prioritaires du territoire. La moitié de la SAU est couverte par des aires d'alimentation de captage donc le sujet est central pour la CA. Les actions Eau du PAT n'ont pas été inventées pour le PAT, elles se trouvaient déjà dans d'autres politiques de l'agglomération.

Les actions Eau dans le PAT auxerrois sont en ce moment concentrées sur une approche par le foncier. Il y avait auparavant des MAEC que les agriculteurs ont abandonnées à cause d'un défaut de paiement, ainsi qu'un travail commun entre les agriculteurs et les élus qui s'est essouffé.

Afin de pousser à un vrai changement de pratiques, la CA souhaite être propriétaire des terres. Cela lui permettrait de ne pas être soumise à des financements et des décisions politiques qu'elle ne contrôle pas. Elle a donc obtenu le droit de préemption sur les périmètres rapprochés et éloignés des captages. Elle a fait un partenariat avec la SAFER pour faire de l'acquisition et de l'animation foncière. Son objectif est de créer une unité foncière cohérente en partant de sa réserve foncière de 20 ha qui est pour l'instant éclatée géographiquement. La CA souhaiterait ensuite louer ces terres avec des baux environnementaux à un agriculteur en AB.

En complémentarité de ces actions, le PAT travaille également sur le développement des filières AB locales et le renouvellement des générations. Une charte volontaire, conçue en concertation avec les élus et les exploitants a de plus été déployée sur les AAC.

Néanmoins, les actions sur le foncier comme tente de le faire la CA d'Auxerre ne sont pas toujours bien reçues du côté des agriculteurs pour lesquels la question du foncier est parfois assez sensible.

III.2.c. Mise en relation de la prise en compte et des besoins

Le lien entre la prise en compte de l'eau dans les PAT et la sévérité des problèmes sur la ressource en eau est difficile à établir avec certitude car de nombreux autres facteurs entrent également en jeu.

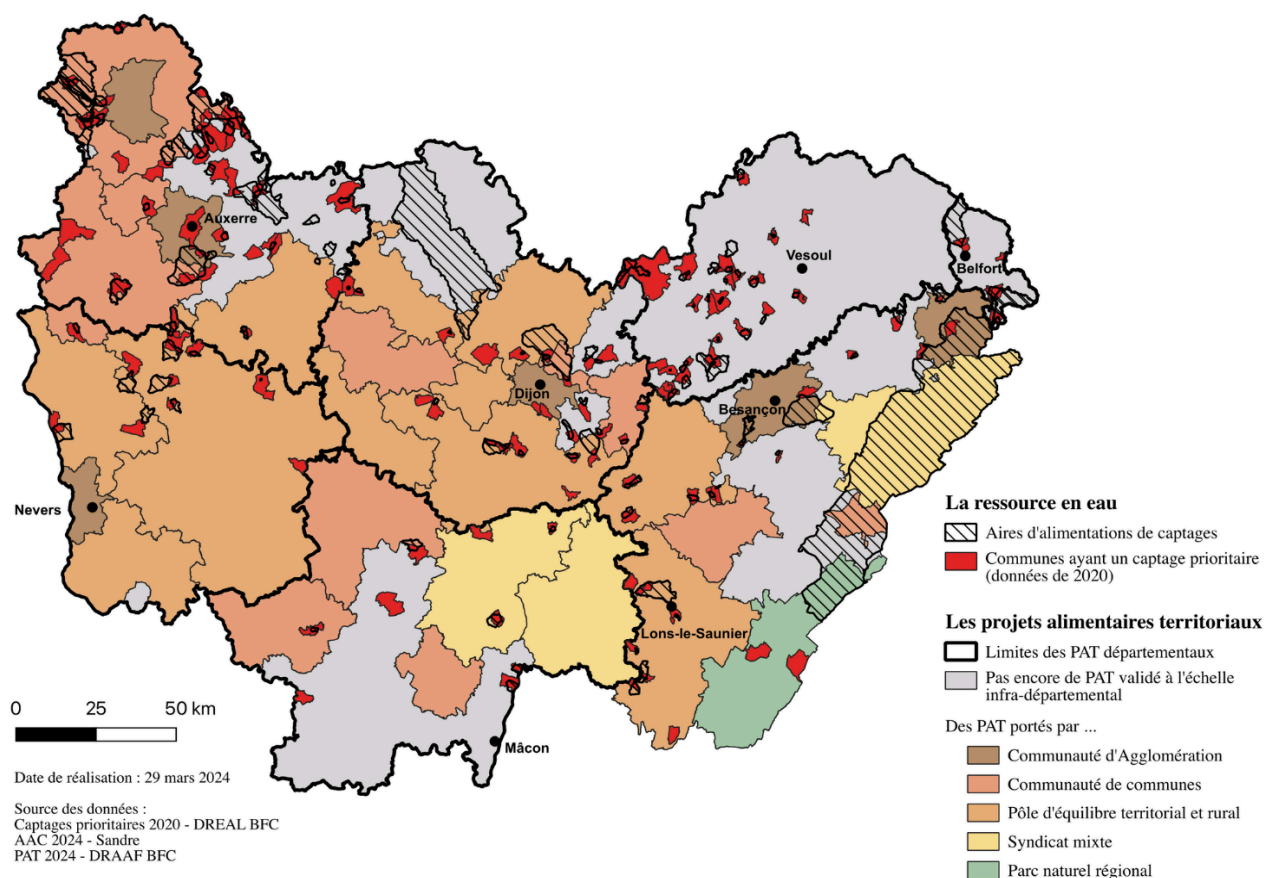


Figure 17 : Carte représentant les PAT de BFC (voir Figure 13 pour les noms des PAT) croisés avec la localisation des aires d'alimentation de captages et des captages prioritaires (réalisation personnelle, données de la DREAL, Sandre et DRAAF)

Les zones ayant le plus de captages prioritaires, la Haute-Saône et le Nord de l'Yonne (voir Figure 17), sont justement des zones non couvertes par des PAT locaux. Beaucoup de PAT de l'Yonne mentionnent l'eau, ce qui est cohérent avec le fait que l'Yonne a de nombreux captages prioritaires. Néanmoins, l'Yonne correspond également à l'aire d'influence du CPIE Yonne Nièvre, qui travaille justement sur l'idée d'allier eau et alimentation. Le nombre de PAT traitant de la ressource en eau dans l'Yonne peut donc probablement être, du moins en partie, crédité à l'action du CPIE Yonne Nièvre.

La grande majorité des PAT adressant la question de l'eau ont des captages prioritaires ou des aires d'alimentation de captages importantes sur leur territoire. Le territoire du Clunisois n'en a pas mais il souffre de sécheresses à répétition. Il paraît donc nécessaire qu'une problématique eau soit présente sur le territoire pour que les PAT incluent l'eau. En effet, les territoires qui n'en ont pas n'ont pas tendance à traiter de la question eau dans leur PAT. Néanmoins, de nombreux autres PAT, qui ont des captages prioritaires, ne mentionnent pas la ressource en eau. Avoir une problématique sur l'eau est donc une condition nécessaire mais non suffisante à ce que l'eau soit intégrée dans le PAT. Les autres éléments qui influencent cette prise en compte sont détaillés dans la partie suivante.

III.3. Les blocages

Comme illustré en Figure 18, une vingtaine de blocages ont été tirés des entretiens. Ceux qui sont revenus le plus souvent sont le manque de volonté politique, le travail en silos, les nombreux autres sujets des PAT et le manque de moyens humains. Tous ces blocages ont été regroupés par grands thèmes et développés dans les sous-parties suivantes.

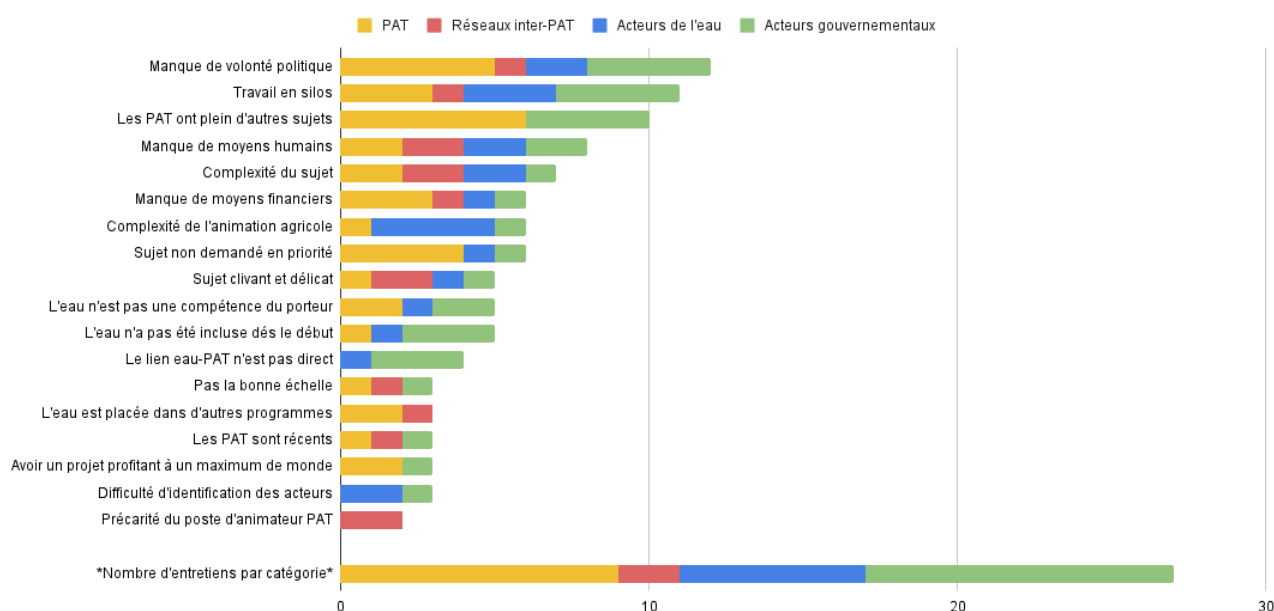


Figure 18 : Histogramme empilé représentant le nombre de fois où chaque blocage a été mentionné par catégorie d'acteurs interrogés (version tableau en Annexe 7)

III.3.a. Le choix des sujets que les PAT traitent et la volonté des élus

Le premier blocage, cité par 12 acteurs, est le manque de volonté politique. De manière générale, *“les élus ne vont pas sur l'eau de manière frontale”* (CPIE Yonne Nièvre). L'intérêt pour le sujet de l'eau est parfois une question politique ou quelque chose que les élus ne souhaitent pas aborder. Certaines personnes interrogées ont rapporté que les élus sont parfois compliqués à mobiliser, en particulier sur les sujets agriculture et environnement (Stagiaire PAT, DDT Yonne). Or, pour lier production agricole et protection de l'eau, il faut à la fois une mobilisation et un intérêt du côté des élus, et les compétences et le travail des services techniques (DREAL BFC). Les chargés de mission peuvent avoir de nombreuses idées mais mobiliser les élus et trouver les financements pour les réaliser est plus difficile (DDT Yonne). Le rôle des élus est primordial : *“un petit fonctionnaire ne fait pas grand chose dans son coin sans un politique qui va au charbon, qui va convaincre les gens”* (CC Sud Territoire). Les chargés de mission ne peuvent pas engager le PAT sur une problématique eau contre la volonté des élus ou sans leur soutien. En effet, les PAT qui sont aujourd'hui engagés sur la question de l'eau ont mentionné que leurs élus prenaient à cœur la question.

Le troisième blocage le plus cité par les acteurs interrogés (10/27 entretiens) est le fait que les PAT ont énormément d'autres sujets que l'eau sur lesquels ils peuvent travailler. Ce blocage a été cité en majorité par les PAT eux-mêmes et les acteurs gouvernementaux qui connaissent bien le dispositif. Pour la chargée de mission PAT Autunois Morvan, par exemple, *“Il faut que l'on garde les lignes directrices parce qu'en fait un PAT peut toucher à tout (social, alimentaire, agriculture, eau)”* et *“le champ des possibles est tellement large qu'à un moment on peut pas tout balayer”*. Les PAT recouvrent un si grand nombre de thématiques possibles qu'il est très compliqué, voir impossible, de toucher à tout : *“si l'on ne veut pas faire de saupoudrage, on va se concentrer sur*

une thématique, et on va prendre la thématique principale du PAT qui est l'alimentation de proximité" (PAT départemental de Côte d'Or). Un risque pour un PAT souhaitant s'engager sur toutes les thématiques est en effet de "saupoudrer", c'est-à-dire de faire uniquement des actions à faible ampleur et faible impact. Les "PAT sont déjà fortement occupés par les enjeux agronomiques et de filières" (ARS) et il peut donc être difficile pour eux de se pencher en plus sur la question de l'eau.

Une des raisons pour laquelle certains PAT n'agissent pas sur l'eau est que cela n'est pas considéré comme une priorité sur leur territoire. Pour le PAT Coeur de Jura par exemple, ce n'est pas un sujet qui a été pointé par le diagnostic : "C'est un sujet important mais l'urgence pour nous c'était la diversification" et "quand on regarde les chiffres [sur l'eau] ce n'est pas dramatique" ; et pour le PAT de Montbéliard : "Jusqu'à présent on n'en a pas vu l'intérêt". Pour un PAT départemental tel que celui de Côte d'Or, les sujets prioritaires sont l'animation et la coordination des PAT du département et la logistique. De plus, lors de la création des PAT locaux, la demande principale était l'alimentation et l'accès aux circuits courts (PAT départemental de Côte d'Or). Ce point de vue est partagé par la DRAAF BFC : "Les captages qui sont en bonne santé, le PAT ne va pas forcément s'en préoccuper".

Les PAT de BFC sont pour l'instant encore globalement récents, ce qui peut expliquer le fait qu'ils ne se soient pas encore penchés sur la question de l'eau : "on est encore sur des phases de démarrage [...], je pense que c'est une montée en compétence progressive qu'on va avoir sur déjà la prise en compte de l'alimentation et puis des enjeux écologiques" (ADEME).

Néanmoins, certains PAT n'ont pas inclus l'eau dans leur diagnostic et dans le début de leur réflexion et cela peut être un blocage par la suite. En effet, une fois que les décisions sont prises et les fiches d'actions rédigées, il est plus compliqué d'ajouter un thème et des actions. Si l'eau n'a pas été incluse dans le diagnostic, il est difficile par la suite de prendre des décisions ou de s'engager sans les informations sur les besoins du territoire. Il est donc plus facile pour un PAT de traiter de la question de l'eau si celle-ci a été incluse dans la démarche dès le début (CPIE Yonne Nièvre et Agence de l'Eau Loire Bretagne). Néanmoins, "un PAT évolue, rien n'empêche de s'emparer de la question [dans le futur]" (DDT Yonne).

Dans deux entretiens différents, le sujet de l'eau a été qualifié de "délicat" et dans un autre, de "clivant". En effet, les enjeux autour de la question de l'eau sont importants et les rapports entre les différents acteurs sont parfois tendus. Soliance, la structure animatrice du réseau inter-PAT de BFC avait réalisé une analyse sur des PAT de Pays de la Loire et selon elle, beaucoup de PAT avaient mentionné que sur le sujet de l'agroécologie ils se trouvaient bloqués dans des batailles idéologiques. Or, la préservation de la ressource en eau s'appuie beaucoup sur ces pratiques agroécologiques. Par conséquent, les PAT préfèrent souvent commencer sur des sujets plus faciles et consensuels comme la restauration collective : "c'est plus facile d'aller sur des champs comme l'ont fait beaucoup de PAT : restauration collective, filières, etc, parce que c'est plus consensuel de se dire 'oui il faut reterritorialiser notre alimentation, il faut mettre des circuits courts', [...] que de dire sur l'eau 'il va falloir limiter notre consommation et faire des choix, prioriser les usages', et ça pour un PAT qui émerge c'est compliqué" (réseau inter-PAT BFC). Dans le cas du PAT Nivernais Morvan, augmenter la part de produits locaux dans la restauration collective a été choisi comme axe central "parce que consensuel, parce qu'une approche économique : on crée des débouchés pour les producteurs et on montre [...] une utilité du PAT sans devoir faire un travail de conviction fort". Certains PAT choisissent de commencer par des sujets plus faciles avec pour projet, par la suite d'"atterrir sur un sujet d'adaptation au changement climatique, qui est un peu plus clivant, une fois qu'on a créé de l'habitude de travail, de la confiance" (PAT Nivernais Morvan).

Les élus cherchent également à faire un projet profitant à une maximum de personnes. Par conséquent, ils sont réticents à favoriser l'agriculture biologique, à la fois pour ne pas exclure les agriculteurs en agriculture conventionnelle du territoire (PAT Nivernais Morvan) et les personnes en

précarité (DRAAF BFC). Cette peur n'est pas infondée, en effet, dans le cas du PAT Lédonien, le PAT a été dès le départ fléchi Agriculture Biologique, et c'est maintenant un obstacle pour l'ouvrir et toucher plus largement le territoire : il reste *“encore tout ce travail à faire pour [...] faire en sorte que chaque acteur puisse s'identifier au sein de ce projet”* (PAT Lédonien).

De plus, des PAT et le réseau inter-PAT Grand-Est soulignaient que les PAT ne savent pas forcément comment se saisir de la question eau : *“l'eau c'est un sujet dont on parle mais on ne sait pas comment l'aborder”* (PAT Clunisois). Même dans les cas où il y a un portage politique fort, le domaine de l'eau et le rôle possible du PAT dans celui-ci peut être obscur pour les acteurs de l'alimentation : *“il y a beaucoup de choses à défricher sur ce domaine”* (PAT Clunisois).

En effet, la complexité du sujet a été mentionnée dans 7 entretiens. Cette complexité provient notamment de la multiplicité d'acteurs travaillant sur l'eau : Syndicats d'eau, Agences de l'Eau, Chambres d'Agriculture, ... (DDT Yonne, PAT Autunois Morvan). C'est un domaine complexe avec des jeux d'acteurs politiques, institutionnels et techniques (réseau inter-PAT BFC), ce qui en fait parfois un “mille-feuille administratif” où les PAT ont des difficultés à trouver leur place (CPIE Yonne Nord).

Du côté des acteurs de l'eau, le domaine de l'alimentation en général et les actions croisées eau-alimentation leur paraissent eux aussi complexe : par exemple au sujet d'un achat possible par la restauration collective de produits protégeant la ressource en eau *“je pense que c'est assez complexe à mettre en place, il y a beaucoup d'interlocuteurs, les contraintes de chacun, contraintes de cuisine, de qualité,...”* (un animateur eau).

III.3.b. La séparation des sujets et des compétences

Le deuxième blocage le plus cité lors des entretiens réalisés est le fait que les acteurs sont habitués à travailler de manière séparée. Ce blocage a été cité 11 fois sur les 27 entretiens et par toutes les catégories d'acteurs. Les projets en commun entre des acteurs de l'eau et de l'alimentation sont difficiles à mettre en place, en effet, ces acteurs sont *“très peu habitués à travailler en transversalité”* (stagiaire PAT) et *“c'est quand même plus naturel [pour eux] de travailler dans son coin”* (animatrice dialogue territorial eau). En effet, les personnes concernées par la question travaillent souvent sur des dispositifs différents, avec des langages et des processus différents. L'eau et l'alimentation sont des sujets qui sont parfois pris en charge par des acteurs éloignés géographiquement ou administrativement. Dans le cas où ils sont pris en charge par la même collectivité, ils sont souvent dans des services éloignés les uns des autres. On peut prendre, par exemple, les propos d'une chargée de mission de la DRAAF : *“Nous on n'a pas forcément non plus, même en interne DRAAF, encore trop créé de lien entre eau et alimentation”*. Il est cependant plus simple de créer des projets lorsque les personnes se connaissent. On trouve par exemple un peu plus de liens entre les PAT et les Contrats Locaux de Santé, car les chargés de mission sont souvent collègues, avec des bureaux proches et avec, parfois, les mêmes élus référents. Dans le cas de l'eau, les chargés de mission sont rarement en contact et il en va de même pour les élus référents (réseau inter-PAT BFC).

En conclusion : *“On a beaucoup sectorisé les thématiques et là on commence justement à avoir des projets qui s'ouvrent et qui sont un peu plus larges et il va falloir trouver le juste milieu entre vouloir toucher à tout et n'agir que sur une chose”* (animatrice dialogue territorial eau).

Il y a différentes échelles de PAT (communauté de communes, parc, département, etc) et il paraît cohérent que ces structures porteuses développent en priorité des actions dans leur domaine de compétence. Les porteurs vont d'abord sur des aspects qu'ils maîtrisent (ADEME). Certains de ces porteurs n'ont pas la compétence eau, les pays par exemple, alors que d'autres la possèdent, comme les communautés de communes. *“Si on a pas la compétence : on ne peut pas agir dessus”* (PAT Autunois Morvan). Mais même dans le cas des communautés de communes, les sujets PAT et eau sont souvent traités de manière indépendante (PAT départemental de Côte d'Or) et l'eau elle-même est parfois déléguée à des entreprises privées comme à Montbéliard. *“Si la collectivité n'est pas maître d'ouvrage du captage, elle ne va pas forcément faire le lien. Mais, même là où dans*

la même collectivité il y a à la fois un plan d'action captages et un PAT, le lien n'est pas toujours fait" (DRAAF BFC).

La question se pose également de savoir s'il est légitime ou utile que le PAT agisse sur l'eau si le territoire n'a pas de gros problème de qualité : *"Quand on est pas impacté par la pollution des captages, je ne sais pas si c'est vraiment de notre compétence"*. De plus, il peut aussi paraître inutile, voir détrimental, qu'une structure s'empare de la question si celle-ci ne fait pas partie de ses compétences : *"Il est important que chacun garde son champ de compétence, tout en étant facilitateur si on peut aider, mais pas forcément porter la mission principale"* (PAT Autunois Morvan).

La chargée de mission du CPIE Yonne Nièvre avait mentionné que le manque de compétences eau revenait souvent comme blocage lorsqu'elle parlait aux acteurs de l'alimentation. Mais, pour elle, il faut faire passer le message qu'il n'y pas besoin d'être compétent : il suffit de solliciter les acteurs de l'eau et de passer par les agences de l'eau.

Une des explications données par les PAT pour le fait qu'ils ne se penchent pas sur la question de l'eau est que les actions sur la préservation de l'eau du territoire sont déjà incluses dans d'autres programmes comme les Plans climat-air-énergie territorial (PCAET). Ils considèrent alors que la question n'est pas de leur ressort car elle est déjà traitée par d'autres projets et d'autres personnes. Si d'autres acteurs, que les PAT considèrent plus légitimes, traitent déjà la question, ils se demandent ce que l'ajout du PAT pourrait apporter sans complexifier la situation et multiplier les réunions : *"Des fois on ne sait pas où se positionner sur l'eau, il y a tellement d'acteurs qui interviennent déjà"* (PAT Autunois Morvan).

De plus, certains acteurs pensent que les PAT ne sont pas forcément la meilleure échelle pour agir sur la ressource en eau. En effet, beaucoup d'actions sur l'eau sont réfléchies à l'échelle de bassins versants : *"si on parle de ressource en eau, c'est à gérer à l'échelle du territoire, voire même au-delà"*. Le PAT peut outiller, informer et accompagner les agriculteurs pour qu'ils préservent la ressource et soient les plus sobres possible, mais, la question de l'eau est souvent territoriale et plus globale que le PAT (PAT du Clunisois). Les PAT ont parfois même des difficultés à résoudre des problèmes de filières à leur échelle, alors que c'est un objectif affiché des PAT, il peut donc leur être difficile de travailler sur un sujet encore plus vaste comme l'eau (réseau inter-PAT Grand-Est).

Le lien entre la ressource en eau et l'alimentation, et en particulier le lien avec les PAT, n'est pas toujours direct ni très clair dans l'esprit des acteurs. Ce blocage a été relevé seulement par des acteurs extérieurs aux PAT, en majorité des acteurs gouvernementaux ayant une vue globale sur la question. D'après la chargée de mission du CPIE, qui a interrogé de nombreux acteurs lors de son mémoire de fin d'études et dans ses missions au CPIE, beaucoup de personnes *"ne savaient pas quoi dire sur le sujet"* lorsqu'on leur demandait les liens entre l'eau et l'alimentation. Le lien le plus facile à concevoir est celui entre l'eau et l'agriculture. Les actions du PAT sur certains domaines sont très éloignées de la question de l'eau et, même si le lien peut toujours être fait, il est parfois ténu et peu évident à trouver : *"le PAT c'est quand même un bel outil qui permet de traiter plein de sujets mais après justement, peut-être que vu que c'est un outil qui permet de traiter plein de sujets, il y a tous les sujets avec la solidarité alimentaire, ce genre de chose,... du coup il n'y a pas de lien avec les captages"* (DRAAF BFC). De plus, les élus ont parfois des difficultés à comprendre le principe, même celui du PAT lui-même, car c'est très conceptuel. Par conséquent, un sujet multi-thématique tel que 'Eau-Alimentation' n'est pas forcément facile pour les élus (DDT Yonne).

Pour terminer, les acteurs de l'eau, dont 2 animateurs et une Agence de l'Eau, ont mentionné le fait qu'ils ne connaissaient pas le domaine de l'alimentation : *"Je ne connais personne et puis je sais pas trop comment ça marche ; je sais pas vraiment ce qu'il y a derrière ce mot là [PAT], et je n'ai pas eu le temps de me pencher là dessus. Il y a vraiment [...] de la méconnaissance de ce que ça implique et la manière dont ça fonctionne"* (animateur eau) et *"on a parfois du mal à s'identifier*

les uns les autres” (animatrice dialogue territorial eau). Ces acteurs de l’eau évoquent le fait que même si le sujet les intéresse, ils ne connaissent pas le fonctionnement des PAT et ne savent pas à qui s’adresser. Ce blocage n’a pas été relevé par des acteurs de l’alimentation, il semble donc être moins un obstacle pour eux.

III.3.c. Les moyens

Un autre blocage important, qui a été mentionné dans 6 entretiens, est le manque de moyens financiers. Il y a finalement peu d’argent derrière les PAT, notamment face à leur ambition : *“il ne faut pas négliger non plus que dans les PAT, il n’y a pas tant de moyens que ça en fait”* (PAT départemental de la Côte d’Or) et *“On a beaucoup aidé à l’émergence des PAT, par contre, il y a beaucoup moins d’aides pour le maintien”* (PAT Autunois Morvan). Les PAT font donc souvent au plus facile et au plus court (DRAAF BFC). Il peut, de plus, être compliqué d’obtenir des financements, notamment sur l’eau, car cela ne fait pas partie des axes prioritaires pour les PAT (PAT Autunois Morvan). Les moyens financiers peuvent donc manquer à la fois sur le sujet de l’eau et en général. Cela implique que les PAT se concentrent sur les choses qui leur paraissent les plus importantes, qui sont les plus efficaces et les moins coûteuses à la fois en argent et en temps.

En effet, les moyens humains sont également limitants pour beaucoup de PAT (blocage mentionné dans 8 entretiens). Les chargés de missions ont généralement beaucoup à gérer : *“C’est difficile, il manque des bras pour pouvoir tout intégrer. C’est un problème de ressources humaines, de temps”* (PAT Montbéliard). La démarche PAT en elle-même a beaucoup d’étapes techniques, de contraintes et de travail réglementaire : *“faire un PAT tout court c’est pas quelque chose de simple”* (Stagiaire PAT). Il est donc compliqué pour les chargés de mission de se projeter, de s’investir ou de proposer de nouvelles thématiques telles que l’eau. Cette difficulté est présente également du côté des acteurs de l’eau qui, eux aussi, manquent de temps pour développer une démarche commune avec les acteurs de l’alimentation. Un animateur eau a, par exemple, dit : *“pour l’instant je n’ai pas le temps de m’en occuper vraiment, même si c’est un désir de le faire”* et *“ça demande du temps, il faut y mettre de l’énergie et il faut avoir la disponibilité pour le faire”*.

Les deux chargés de mission de réseau inter-PAT régional ont mentionné la précarité du poste d’animateur PAT comme un blocage. En effet, selon eux, il y a un turn-over élevé dans ces chargés de missions PAT et les personnes qui prennent le poste sont souvent des jeunes qui débutent. Cela peut être difficile pour des animateurs qui ne restent que quelques années de bien comprendre tous les ressorts, les compétences et les partenaires de leur structure pour créer une dynamique collective sur des sujets qu’ils ne maîtrisent pas forcément. Le salaire offert est faible par rapport à l’animation et la gestion que cela demande. En 2020 avec France Relance, beaucoup de PAT se sont lancés, mais le poste de chargé de mission n’était financé que pour 3 ans et l’on arrive au bout de ces 3 ans. Pour financer l’ingénierie et le poste, il faut se tourner vers les collectivités porteuses du PAT alors qu’elles n’ont parfois pas de fiscalité propre. Par conséquent, la quantité horaire des postes diminue alors même que les objectifs du PAT restent conséquents.

Il peut être difficile pour ces mêmes animateurs d’avoir de nouvelles idées et de se pencher sur de nouveaux sujets alors que la gestion du PAT, tel qu’il est, leur prend déjà énormément de temps : *“c’est aussi peut-être à nous qui avons une vision avec un peu plus de recul [de pousser la question] plutôt que les animateurs de PAT qui sont dans les actions, dans leur soucis de répondre à leurs objectifs car ils sont financés”* (DRAAF BFC).

Les structures porteuses de PAT manquent parfois de technicité sur la question de l’eau. En effet, les chargés de mission travaillent sur de nombreux sujets (foncier, alimentaire, santé, nutrition, environnement, etc) et ils n’ont pas forcément de compétences et d’expertise sur tous. Si le comité de pilotage n’a pas d’expert sur l’eau, il est alors difficile pour le PAT de traiter cette question (DRAAF BFC). Ceci explique que ce soit souvent les métropoles qui s’engagent dans ce domaine car elles ont en général plus de technicité et plus de moyens (réseau inter-PAT Grand-Est).

En conclusion : *“[les PAT ont] une vraie vocation transversale qui peut être super intéressante car, en effet, on peut à peu près inclure toutes les thématiques dans un PAT et en faire un objet assez structurant pour mener une politique globale et transversale sur plein de choses. Sauf que, c’est assez récent, potentiellement pas connu dans ce sens là parce que les gens s’en sont saisi vraiment pour le côté alimentation de proximité et, troisième facteur limitant, c’est qu’il n’y a pas tellement de moyens pour les PAT.”* (PAT départemental Côte d’or)

III.3.d. La complexité de l’animation agricole

Un dernier frein mentionné lors des entretiens est le fait que l’animation agricole autour de la ressource en eau est complexe. Ce blocage a été énoncé par 6 personnes, qui étaient en majorité des acteurs de l’eau.

L’animation agricole sur les AAC souffre du contexte agricole : les agriculteurs ont le sentiment d’être injustement accusés et vus comme responsables pour les problèmes environnementaux. Ils ont peu de temps et sont déjà très sollicités. Mobiliser les agriculteurs n’est donc pas toujours facile : *“Maintenant, concrètement, comment on va réussir à mobiliser les agriculteurs, là ça reste notre point d’interrogation, parce qu’on pâtit un peu de leur regard sur la loi et les mesures environnementales”* (animatrice dialogue territorial eau)

De plus, l’eau a un long temps de transfert donc, même si l’on arrive à mobiliser des agriculteurs sur des programmes assez ambitieux, ils ne verront pas forcément les résultats de leur engagement. Même si les agriculteurs sont motivés et s’engagent, cette mobilisation s’use avec le temps (animatrice eau). A Auxerre, par exemple, l’animation sur la protection de l’eau dure depuis 25 ans mais il n’y a pas de résultats apparents aux captages. Cette complexité peut donc être une raison de plus qui décourage les PAT face à la question de la protection de la ressource en eau.

III.4. Les leviers

Comme illustré en Figure 19, treize leviers ont été tirés des entretiens. Ceux qui sont revenus le plus souvent sont la communication entre acteurs, convaincre les élus et trouver les bons partenaires pour réaliser les actions. Les leviers ont été regroupés par thèmes et développés dans les sous-parties suivantes.

Il est intéressant de remarquer que les PAT ont peu proposé de leviers lors des entretiens, ils ont surtout fait la remarque que, pour que leur PAT intègre l'eau, il faudrait que leurs élus leur disent de le faire et qu'ils aient des financements.

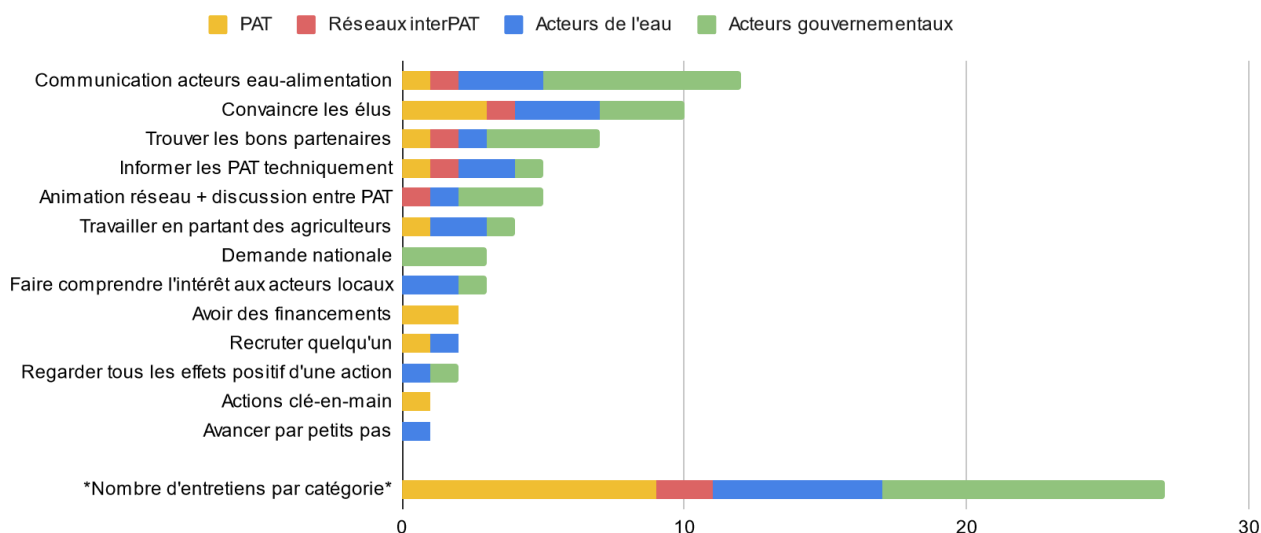


Figure 19: Histogramme empilé représentant le nombre de fois où chaque levier a été mentionné par catégorie d'acteurs interrogés (version tableau en Annexe 8)

III.4.a. Convaincre les élus

Un des plus gros blocages mentionné par les acteurs interrogés était le manque de volonté politique et le fait que l'eau n'est pas une priorité parmi tous les sujets possibles pour les PAT (III.3.a.). Si l'on souhaite que les PAT se penchent sur la question, il est donc nécessaire de convaincre les élus, de motiver les PAT et de les informer techniquement (levier développé en III.4.b.).

Il y a nécessité de sensibiliser les élus sur l'eau, le changement climatique et en particulier les enjeux de ceux-ci sur leur territoire (DDT Yonne, Agence de l'Eau Seine-Normandie). Cela est d'autant plus important que *"un élu c'est pas son métier"*, en effet, les élus n'ont pas forcément de connaissances techniques sur l'eau ou l'agriculture et il est donc utile de leur faire prendre connaissance du sujet et de le leur rappeler fréquemment (DDT Saône et Loire). La méthode la plus appréciée par les élus est le retour d'expérience et l'échange entre pairs (réseau inter-PAT BFC).

De plus, il est utile de ne pas seulement se concentrer sur les élus. Les acteurs locaux et les citoyens sont également une cible importante pour de la sensibilisation, en particulier sur le sujet de l'eau. De nombreuses personnes aujourd'hui ne savent pas d'où l'eau qu'elles utilisent tous les jours provient. Or, les projets de préservation de l'eau fonctionnent mieux si tous les acteurs qui l'entourent (agriculteurs, citoyens,...) sont intéressés et motivés (service eau Espace Communautaire Lons Agglomération).

Afin de pousser les élus à s'intéresser au sujet de l'environnement, il est nécessaire que l'Etat rappelle son importance et insiste pour mettre les acteurs autour de la table (DDT Saône et Loire). Pour l'ADEME, les directions nationales vont stimuler les PAT et les obliger à aller vers les questions écologiques, en particulier grâce à de nouveaux critères de la labellisation de niveau 2 autour de l'environnement. En effet, depuis 2 ans, il y a une évolution des dispositifs d'Etat pour

intégrer l'environnement, par exemple dans le PNA, avec EGalim et la loi Climat et Résilience (ADEME). D'après l'entretien avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, il pourrait être intéressant qu'il soit demandé aux PAT de suivre un diagnostic type avec une rubrique environnementale, afin que tous les nouveaux PAT pensent à intégrer l'eau dès le départ.

III.4.b. Informer techniquement les PAT

Afin que les PAT se penchent sur la question et qu'ils soient le plus efficace possible, il est utile de les informer techniquement. Ces informations peuvent expliciter comment les PAT peuvent agir sur l'eau, comment les PAT les plus avancés l'ont fait et quels financements sont à leur disposition. L'Agence Seine-Normandie a par exemple mentionné que, si cela serait utile, elle pourrait envisager de réaliser des documents types pour faciliter la prise en compte de l'eau et détailler les financements offerts par l'Agence auxquels les PAT sont éligibles. Afin d'informer les PAT, le réseau d'animation du Grand-Est a réalisé un webinaire sur la protection de l'eau et a partagé des publications sur le sujet. Les CPIE sont des acteurs qui peuvent être centraux sur la sensibilisation des PAT, le CPIE Yonne Nièvre, par exemple, a mis en place des petits déjeuners de 45 minutes avec des retours d'expérience et du partage de ressources. Ces réunions permettent également de mettre en contact les PAT et les animateurs eau.

Les PAT manquent de temps et d'investissement à consacrer à la thématique de l'eau. Une possibilité pour intéresser les PAT au sujet plus facilement est de proposer des actions qu'ils peuvent réaliser de manière clé-en-main. A l'aide du retour d'expérience de PAT qui se sont déjà engagés sur l'eau, des guides ou protocoles de mise en place pourraient être élaborés, avec les étapes à réaliser, les acteurs à contacter, les points importants, les écueils à éviter,... (Stagiaire PAT). D'après l'animatrice dialogue territorial eau : *“Finalement on voit que c'est pas le 'quoi faire' mais plutôt 'le comment le faire' qui ressort [...] et c'est un peu le point de blocage”*. Il est donc d'autant plus utile d'aider les PAT intéressés en s'appuyant sur des retours d'expériences et/ou des guides.

Pour informer les PAT, le réseau d'animation BFC peut être un appui : *“Ce qu'on aimerait bien faire [...] c'est d'organiser une journée inter-PAT autour de l'eau”* (DRAAF BFC). L'ADEME a un avis similaire, selon elle, l'animation régionale peut être utilisée pour mettre les PAT en discussion les uns avec les autres, les stimuler et leur donner des idées.

Néanmoins, même si les retours d'expérience sont un outil privilégié, il n'y a souvent pas d'accompagnement des nouveaux sur le sujet et ces nouveaux n'arrivent pas toujours à voir comment réaliser cela de manière concrète chez eux (animatrice dialogue territorial eau).

III.4.c. Communication entre les personnes en charge de l'alimentation et eau

Un autre blocage important, le travail en silos (III.3.b.), peut lui être contré en augmentant la communication entre les différents acteurs. La manière la plus simple pour les PAT d'associer des acteurs de l'eau à leur projet est de les ajouter aux comités de pilotage ou comités techniques. Ces acteurs peuvent, en effet, apporter des connaissances et *“apporter des billes”* sur la question (DRAAF BFC). Des rencontres plus générales peuvent être organisées pour permettre aux acteurs de se rencontrer, expliciter et montrer sur quoi chacun travaille ainsi que déterminer ce qui pourrait être réalisé en commun (CPIE Yonne Nièvre).

L'idée d'un travail collectif a également été mentionnée dans l'entretien avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : *“[l'idée] c'est de faire en sorte que les collectivités traitent ces problématiques pas de manière cloisonnée mais ensemble”*. Il serait même intéressant pour eux que leurs chargés d'intervention connaissent mieux les acteurs de l'alimentation qui agissent sur leurs territoires afin de pouvoir peut-être par la suite s'associer.

Augmenter la communication entre les différents acteurs reste néanmoins parfois complexe car cela demande du temps et peut complexifier le processus : *“ils n'ont pas l'habitude de discuter entre eux mais c'est peut-être plus facile comme ça aussi, plus on rajoute de monde dans le boucle, plus c'est compliqué”* (Agence de l'Eau Loire Bretagne).

Afin qu'un PAT mette en place des actions sur l'eau, il est nécessaire qu'il établisse des partenariats, en particulier avec des acteurs de l'eau. En effet, toutes les actions ne sont pas réalisées par la structure porteuse du PAT elle-même : *“la méthodologie d'un PAT ce n'est pas que la collectivité qui le porte fasse tout le travail, il y a plutôt un travail de coordination et intégrer ce qui est porté par les différents acteurs du territoire de la collectivité”* (ADEME). En effet, même si la structure porteuse n'a pas de compétence eau, elle est totalement légitime pour agir sur la question avec l'aide de partenaires, par exemple en mettant en place des conventions (DREAL BFC). Cette vision est partagée par le réseau inter-PAT BFC : *“il faut être vigilant à ne pas se dire que le PAT est tout puissant et peut tout faire. Il a vocation à créer cet écosystème et à faire parler des thématiques pour qu'elles soient ensuite prises en charge par des partenaires”*. L'étape la plus importante, selon la chargée de mission interrogée est *“d'identifier le rôle que peut avoir le PAT et les partenaires incontournables qu'il faut mettre autour de la table, parce que sinon on va s'épuiser à essayer de traiter cette question pour laquelle on a ni les compétences ni les leviers pour agir directement dessus”*.

Un outil : le dialogue territorial

Le dialogue territorial est un ensemble de pratiques de concertation, de médiation et de négociation. Cette concertation a lieu avec un large panel d'acteurs et de structures différentes. L'idée centrale est de mettre tous les acteurs concernés par la question autour de la table pour que les décisions se fassent collectivement. Cela permet également un croisement entre les différents intérêts de tous les participants : par exemple les représentants du milieu agricole, les collectivités (services urbanisme, environnement ou agricole), les syndicats d'eau potable, etc. Les participants doivent travailler ensemble pour se projeter et discuter du sujet.

Dans le cas du Syndicat Mixte des Bassins Versants de l'Arroux et de la Somme, le dialogue territorial consiste en une première phase d'entretiens individuels à des questions ouvertes avec les acteurs puis 3 ateliers différents réalisés sur différents territoires avec une vingtaine de personnes. Le premier atelier a un objectif de croisement des regards, le deuxième vise à avoir une projection dans le futur et une réflexion sur les solutions possibles et le troisième permet d'extraire les actions concrètes à réaliser en priorité. Cette démarche est complétée par un travail en parallèle sur la mobilisation citoyenne.

Le dialogue territorial fonctionne très bien pour un sujet très précis où il est facile de cibler les acteurs intéressants, mais plus la thématique est large, plus cela devient compliqué. Le point le plus important du dialogue territorial est le choix des acteurs qui vont être mis autour de la table et plus le sujet et le territoire sont larges, plus ce choix est difficile. Avant de lancer un dialogue territorial, il faut être sûr du sujet et du groupe d'acteurs.

Selon l'animatrice, le dialogue territorial peut être complémentaire aux PAT : *“je pense qu'il y a des croisements intéressants entre les PAT et le dialogue territorial”*. On pourrait imaginer par exemple un dialogue territorial sur la question 'inclure des actions sur l'eau dans le PAT'. De plus, *“l'outil PAT peut offrir, ou non, des opportunités pour encourager ou pour faciliter la mise en place d'actions qui sont favorables ou en tout cas qui vont dans le même sens que les objectifs qu'on recherche sur l'eau”*. Le PAT lui-même est considéré par certains comme un outil permettant la concertation et une démarche transversale sur plusieurs domaines différents, il a donc des similarités avec le dialogue territorial.

Mais même cette démarche de dialogue territorial rencontre des obstacles. En effet, *“l'implication et la mobilisation aujourd'hui c'est le plus gros frein à la mise en action de ce qui ressort dans ces échanges: comment on arrive à remobiliser les communes, les conseils municipaux, les agriculteurs mais individuellement, chacun à l'échelle de leur exploitation, comment on arrive à les réimpliquer et discuter avec eux de ces sujets là”*. Malgré le fait que tous les acteurs interrogés lors de la phase entretien disaient être intéressés par la concertation, l'animatrice a constaté une sous-mobilisation pour les ateliers avec au maximum 25 personnes

présentes sur les 70 invités. Lors du dialogue territorial du Syndicat Mixte des Bassins Versants de l'Arroux et de la Somme, ils n'ont pas eu énormément d'acteurs de l'alimentation car ayant un sujet sur l'eau, lors des contacts avec les collectivités, ils étaient toujours renvoyés vers le service environnement : *“naturellement on arrive moins facilement à toucher et à avoir des échanges avec les services agricoles ou le service urbanisme”*

III.4.d. Offrir plus de moyens

Un blocage important auquel les PAT doivent faire face est le manque de moyens (III.3.c.). Par conséquent, offrir plus de financements aux PAT pourrait aider à ce qu'ils prennent en compte l'eau, que ce soit des financements conditionnés à cette prise en compte ou non. Pour la protection de l'eau à Auxerre, par exemple, le chargé de mission PAT a mentionné le fait que s'ils ont pu monter et faire avancer leurs projets, c'est grâce aux financements de la communauté d'agglomération, de l'Agence de l'eau, du département, de la région et de l'Europe : *“pour faire tourner les structures, il faut aussi financer les actions que l'on met en place”*. Ces financements peuvent être de deux types : financements des actions (paiements aux agriculteurs, investissements,...) et financement global du PAT. En effet, d'après la chargée de mission du PAT de Cluny, s'ils avaient plus de financements PAT, le travail sur la question de l'eau pourrait être développé.

De plus, des financements plus importants peuvent permettre de recruter une nouvelle personne, ou un stagiaire, pour travailler sur la question. Le manque de moyens humains étant un blocage important, engager quelqu'un permettrait de libérer du temps aux chargés de mission et leur permettre de développer le PAT dans d'autres directions.

III.4.e. Avoir une démarche progressive qui inclut les agriculteurs

Pour terminer, face à une animation agricole parfois compliquée (III.3.d), il est utile d'avoir une démarche progressive qui intègre et valorise les agriculteurs.

Les projets qui ont été mis en place, tels qu'à Auxerre et Lons-Le-Saunier, s'appuient fortement sur leurs agriculteurs. En effet, le plus important lors de ces démarches est de travailler avec les agriculteurs de manière ascendante et non descendante (DDT Saône et Loire). Il faut qu'ils se sentent inclus et membres à part entière : *“Il faut passer le petit point de blocage entre eau et production agricole pour essayer d'être sur un travail de confiance, qu'il y ait moins de méfiance et plus d'implication, qu'ils se sentent plus concernés et qu'ils s'approprient ces sujets”* (animatrice dialogue territorial eau).

Il faut : *“les convaincre de la bonne action et qu'on n'est pas là pour leur mettre des limites ou les embêter”* tout en se souvenant que les agriculteurs *“sont préoccupés par l'environnement mais la première chose à laquelle ils pensent c'est à vivre”* (service eau potable CC Sud Territoire de Belfort). Il faut donc les intéresser au projet et leur prouver qu'il est à la fois bénéfique pour l'environnement et bénéfique pour eux.

D'après l'animatrice dialogue territorial : *“Ce qui est intéressant c'est que le problème n'est pas tant les solutions mais c'est plutôt cette étape où l'on passe à l'action, et c'est là où il arrive justement ces questions de comment on mobilise, comment est-ce qu'on arrive à prendre des décisions, à vraiment les mettre en place et se donner les moyens de les mettre en place.”*

Face à ce constat, le conseil de la personne interrogée du service eau de l'Espace Communautaire Lons Agglomération peut être utilisé. Elle conseillait à ceux qui voulaient créer un projet liant eau et alimentation d'avancer petits pas par petits pas. La réalisation d'un projet ambitieux nécessite de se fixer des objectifs et de les réaliser au fur et à mesure. Pour créer un système d'achat par la restauration collective de produits protégeant la ressource en eau il faut, par exemple, recenser les producteurs et les acheteurs, les rencontrer, définir des objectifs de vente et

les demandes, pour ensuite commencer avec des petits volumes réguliers qui peuvent être augmentés par la suite.

De la même manière, selon une animatrice dialogue territorial eau, il serait intéressant de se pencher plus en détail sur les effets de chaque action réalisée par le PAT. En effet, comme divers acteurs l'ont souligné, les PAT ont parfois déjà des actions bénéfiques pour la ressource en eau mais sans affichage explicite. Il serait donc intéressant que toutes les actions soient analysées, à la fois pour valoriser des actions existantes et pour vérifier qu'elles ne portent pas préjudice à la ressource en eau et qu'elles soient cohérentes avec les objectifs eau sur le territoire. Ceci peut, de plus, permettre d'augmenter la cohérence entre les différents programmes et contrats réalisés. Par exemple, il serait intéressant de questionner les PAT *“sur comment leurs actions peuvent s'inscrire dans le plan Eau, dans le contexte de changement climatique et dans le contexte où l'on doit reconquérir la qualité de l'eau”* (DRAAF BFC).

IV. Discussion des résultats

IV.1. Conclusion sur les hypothèses et la problématique

Hypothèse 1 : Le sujet de la protection de la ressource en eau n'est pas le sujet sur lequel les PAT sont les plus attendus.

→ L'hypothèse 1 est partiellement validée. En effet, en général beaucoup d'acteurs et en particulier les élus, n'attendent pas de leur PAT qu'ils traitent de la question de l'eau. Néanmoins, les acteurs gouvernementaux pensent qu'il est important qu'ils prennent en compte la ressource en eau, si possible en ayant des actions pour la protéger et au minimum en vérifiant qu'aucune action mise en place a un effet néfaste sur l'eau.

Hypothèse 2 : En Bourgogne-Franche-Comté, pour l'instant, peu de PAT traitent de la question de l'eau. Les quelques PAT qui prennent le plus en compte l'eau sont ceux où il y a de gros problèmes de qualité pour l'eau potable et des enjeux eau importants.

→ L'hypothèse 2 est validée. Une nuance importante à ajouter néanmoins est qu'avoir des enjeux eau importants n'est pas suffisant en lui-même pour pousser les PAT à traiter de la ressource en eau, et plus que des problèmes importants, il faut que ces problèmes soient reconnus et apparaissent centraux aux élus.

Hypothèse 3 : Le portage politique est à la fois le plus gros blocage et le levier le plus important, et détermine si un PAT va se saisir de la question de l'eau.

→ L'hypothèse 3 est partiellement validée. Le manque de portage politique est effectivement le blocage le plus cité par les acteurs interrogés, suivi de près par l'habitude de travailler en silos. Du côté des leviers par contre, celui qui a été le plus mentionné lors des entretiens était d'augmenter la communication entre les acteurs de l'eau et de l'alimentation. Néanmoins, convaincre les élus était le deuxième plus cité, en particulier par les chargés de mission PAT, alors qu'augmenter la communication était peu évoqué par ces derniers.

Comment la ressource en eau est-elle prise en compte dans les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) en Bourgogne-Franche-Comté, quels freins influencent cette intégration et quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour la renforcer?

La ressource en eau est pour l'instant peu prise en compte dans les PAT de Bourgogne-Franche-Comté à part pour quelques projets pour lesquels la question de l'eau est importante. Néanmoins, les PAT qui n'ont pas d'affichage sur l'eau ont parfois des actions qui peuvent être bénéfiques pour l'eau même si cela n'était pas leur objectif principal. Pour qu'un PAT intègre explicitement la question de l'eau, il faut qu'il y ait d'abord une sensibilité eau dans le territoire et que la préservation de la ressource soit un vrai objectif pour les élus.

Les principaux freins relevés lors de l'étude ont été le manque de volonté politique, le choix de sujets centraux plus demandés ou plus consensuels, l'habitude de travailler en silos, le manque de compétences des porteurs des PAT sur l'eau et, pour terminer, un manque de moyens. Du côté des leviers, ceux qui ont été soulevés sont : convaincre les élus, informer les PAT, mettre en place des échanges entre les acteurs de l'eau et de l'alimentation et offrir plus de moyens. Les acteurs gouvernementaux ont exprimé un intérêt à ce que les PAT se penchent sur la question. Néanmoins, pour que les PAT l'intègrent réellement, il faut que cette demande se retrouve dans les lignes directrices nationales et les appels à projets.

Il peut être intéressant de rappeler à tous les PAT comment ils peuvent aborder la question de l'eau. En effet, certains n'y pensent pas en se lançant dans le diagnostic et en créant les comités technique et de pilotage.

Les PAT sont totalement légitimes pour traiter de la question de l'eau et peuvent apporter des éléments intéressants à la réflexion. Cependant, il reste utopique d'espérer que les PAT puissent à la fois relocaliser l'alimentation, préserver l'environnement et l'eau, travailler sur la précarité,... Tous les sujets que les PAT peuvent toucher sont complexes en eux-mêmes et par conséquent, il est logique que des priorités soient choisies. Il ne faut donc pas attendre que chaque PAT fasse des actions sur l'eau mais plutôt insister pour que toutes les actions réalisées dans le cadre des PAT soient en cohérence aux objectifs sur l'eau et l'environnement. Il serait intéressant que les PAT se posent la question de l'eau, si possible en l'incluant dans leur diagnostic, et qu'ils aient des liens avec les autres programmes et structures traitant du sujet. Il serait souhaitable que tous les PAT s'interrogent sur les besoins de leur territoire afin qu'ils puissent ensuite se positionner, soit comme leader sur la question, soit comme partenaires, ou alors laisser la place aux structures qui ont déjà pris la main sur la question.

IV.2. Comparaison

Les blocages et leviers qui ont pu être relevés lors des entretiens ont été globalement très cohérents avec ceux présentés dans les mémoires d'A.Stamm (2023) et L. Liège (2021). Les freins les importants qu'ils ont relevés lors de leurs études tels que le manque de compétences des PAT sur l'eau, le manque de portage politique, l'éloignement des domaines de l'eau et de l'alimentation et le manque de moyens, sont tous des freins qui ont été également relevés lors de ce mémoire. A.Stamm avait néanmoins souligné comme frein le fait que les PAT manquent d'engagement sur la question du foncier, ceci n'a pas été particulièrement relevé dans ce mémoire. Un blocage qui n'a pas été mentionné par les précédents mémoires, mais qui a été souligné par plusieurs acteurs pour celui-ci, est la complexité de l'animation agricole en particulier autour de la préservation de la ressource en eau.

Les leviers les plus relevés lors des entretiens réalisés pour ce mémoire tels qu'augmenter la communication entre les différents acteurs et mettre en place des partenariats avaient également été mentionnés par L.Liège, A.Stamm et dans l'article Lay, 2023. A.Stamm avait conseillé à l'Agence de l'Eau Seine Normandie de soutenir financièrement les PAT, ce qui rejoint les conclusions de ce mémoire sur la nécessité d'offrir plus de moyens aux PAT. Néanmoins, d'autres leviers comme la nécessité de s'adresser aux élus et de les convaincre ainsi que l'idée d'une démarche progressive incluant les agriculteurs ont été moins mentionnés par les autres auteurs.

IV.3. Les limites de cette étude

IV.3.a. L'évaluation de la prise en compte de l'eau

L'idéal afin d'évaluer la prise en compte de l'eau dans les 35 PAT de BFC aurait été d'étudier leurs 35 plans d'actions, de les comparer et de leur donner une note à l'aide de critères précis. Néanmoins, cette approche objective et complète n'a pas été possible. Pour commencer, les PAT ont tous une ancienneté et un avancement différents. Certains sont seulement au niveau du diagnostic et n'ont donc pas encore de plan d'actions défini ni d'actions en cours. Même pour les PAT ayant un plan d'action, malgré le fait que certaines actions y sont inscrites, ou transparaissent dans les orientations ou objectifs du PAT, elles ne sont pas forcément commencées ou très avancées.

De plus, les informations sur les plans d'actions des PAT sont peu disponibles sur internet. Le site internet France PAT est une démarche intéressante qui essaie de rassembler des données sur tous les PAT de France, mais pour l'instant, les pages de certains PAT sont encore vides ou incomplètes. Même dans le cas des PAT avec lesquels un entretien a été réalisé et pour lesquels les plans d'actions ont été mis à ma disposition, il aurait été difficile de leur attribuer une note ou de les comparer, car tous les documents ou présentations orales sont formalisés différemment.

Un autre obstacle à la mise en place d'une évaluation objective est que les PAT ne qualifient pas toujours les actions favorables à la ressource en eau comme des actions 'eau' et peuvent les

réaliser pour un objectif tout autre. Par exemple, dans le cas du PAT du Grand Autunois Morvan, une filière légumineuse a été développée mais son bénéfice pour la protection de la ressource en eau n'est pas mentionné. De plus, la prise en compte de l'eau dans le PAT dépend beaucoup de si le territoire a des problèmes sur la ressource en eau et si d'autres structures portent déjà des actions de protection.

Par conséquent, il a été décidé de ne pas faire une analyse exhaustive et notée des PAT de BFC mais plutôt de se pencher sur l'aspect qualitatif avec des entretiens. Pour avoir une idée rapide de la prise en compte de l'eau, il a été choisi de se baser sur les données et l'analyse fournie par la DRAAF BFC. En effet, la DRAAF est la plus à même d'avoir des documents complets sur les PAT. Néanmoins, même leur analyse n'est pas exhaustive et très détaillée, et ils n'ont que 12 plans d'actions sur 35 PAT.

IV.3.b. L'échantillon interrogé

Malgré l'objectif d'avoir un échantillon de personnes interrogées le plus représentatif possible, il est évident que cette étude aurait pu être complétée avec plus d'entretiens. Un manque de l'étude est notamment l'absence du point de vue des élus et des agriculteurs. En effet, interroger les agents était la façon la plus simple de récolter des informations sur les PAT, mais les aspects politiques ayant une importance non négligeable, il aurait été utile de confronter les points de vue des agents et ceux des élus. De même, les actions de protection de la ressource en eau sont souvent basées sur les pratiques agricoles et le point de vue des agriculteurs sur le sujet a peu été abordé dans ce mémoire. De plus, seule une personne a été interrogée par structure la majorité du temps. Pour certaines structures, en particulier pour les acteurs gouvernementaux, il aurait pu être intéressant d'interroger d'autres personnes, qui auraient peut-être donné des réponses différentes. Seuls deux chargés de mission PAT de DDT ont été interrogés sur les 8 DDT de la région BFC. Il aurait pu être intéressant de s'adresser à toutes les DDT afin d'avoir une idée plus précise des enjeux et de la prise en compte de l'eau dans les PAT de leurs départements.

Ce mémoire aurait également pu être enrichi avec davantage d'enquêtes à l'extérieur de la région BFC, soit avec des PAT très avancés sur la question de l'eau, soit avec des structures cherchant à augmenter cette prise en compte.

Du côté des acteurs de l'eau et des acteurs gouvernementaux, des entretiens ont été obtenus avec toutes les structures contactées, sauf le conseil régional. Mais, du côté des PAT, certains PAT qu'il me semblait intéressant d'interroger n'ont pas répondu à ma tentative de contact. Des entretiens ont pu être effectués avec 8 chargés de mission PAT et un stagiaire sur les 15 PAT contactés au total, ce qui fait un taux de réponse positive de 60%. Un biais a pu être introduit dans l'étude lors de la sélection des PAT contactés pour les entretiens, en effet, les PAT interrogés étaient souvent les plus dynamiques. De plus, les PAT ayant répondu à la sollicitation d'entretien sur le sujet de l'eau étaient possiblement plus intéressés par la question de l'eau que ceux qui n'ont pas répondu. Un seul entretien a été réalisé avec un PAT départemental. Même si ce PAT a permis d'apporter le point de vue d'un PAT à échelle départementale, il ne touchait pas à la thématique de l'eau. Une comparaison avec d'autres PAT départementaux et notamment un PAT départemental s'intéressant à l'eau aurait été intéressante.

Conclusion

Les PAT sont un outil transversal qui a connu une hausse de popularité rapide ces dernières années. Ce mémoire avait pour objectif d'étudier la place de la protection de la ressource en eau dans ces projets de territoire en Bourgogne-Franche-Comté.

En Bourgogne-Franche-Comté, l'intégration de la question de l'eau dans les PAT reste limitée, malgré quelques initiatives notables dans des territoires confrontés à des défis significatifs de qualité de l'eau. Toutefois, il apparaît clairement que la reconnaissance politique et la prise de conscience des enjeux de l'eau sont déterminantes pour mobiliser les PAT sur cette thématique.

Les acteurs officiels souhaitent pousser les PAT à traiter les questions environnementales plus en profondeur dans le futur. Néanmoins, la majorité des chargés de mission PAT, même s'ils admettent l'importance de la prise en compte d'enjeux comme l'eau et le changement climatique, considèrent que le sujet n'est pas forcément de leur ressort. Les PAT souhaitent traiter ces thématiques seulement si le besoin s'en fait sentir sur leur territoire et que les acteurs locaux, particulièrement les élus, le leur demandent. Le portage politique est en effet primordial pour expliquer la prise en compte ou non de l'eau dans les PAT. Convaincre les élus de l'importance de la protection de la ressource en eau est donc central si l'on souhaite développer cette prise en compte dans les PAT.

Les PAT manquent en général de moyens et ont énormément de sujets possibles à traiter. Il est donc logique qu'ils choisissent de se concentrer sur quelques-uns, les plus demandés et les plus simples à réaliser. De plus, les acteurs de l'eau (et de l'environnement en général) et les acteurs de l'alimentation ont peu l'habitude de travailler ensemble. Il serait donc intéressant de faire se rencontrer ces acteurs ainsi que de développer les liens entre eux si l'on souhaite associer les deux thématiques. L'enquête réalisée pour ce mémoire aura permis d'impliquer les acteurs de Bourgogne-Franche-Comté, de les pousser à s'interroger sur la question et de réaliser un début de dialogue territorial.

D'autres stratégies pour renforcer l'intégration de l'eau dans les PAT incluent la sensibilisation accrue des acteurs locaux, la promotion de partenariats stratégiques, et la clarification des rôles et des compétences des différentes parties prenantes. Il est crucial que les PAT soient encouragés à considérer les impacts de leurs actions sur la ressource en eau et à intégrer cette réflexion dans leurs diagnostics et leurs plans d'action.

En conclusion, bien que les PAT ne soient pas encore mobilisés sur la protection de la ressource en eau, ils restent une nouvelle entrée intéressante sur cette question. Leur capacité à concilier relocalisation alimentaire et préservation environnementale dépendra de leur capacité à intégrer ces différentes dimensions de manière cohérente, en collaboration étroite avec les autres acteurs locaux et régionaux concernés.

Bibliographie

ADEME (Quadrant Conseil & Soliance Alimentaire), 2023. *Méthodes et expériences inspirantes pour évaluer mon projet alimentaire territorial (PAT)*

Agence Bio, 2021. *Qu'est-ce que la loi EGALIM*.

<https://www.agencebio.org/2021/11/20/quest-ce-que-la-loi-egalim/> (Consulté le 26 avril 2024)

Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2022. *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne SDAGE 2022-2027, Tome 1 : orientations fondamentales*.

Agence de l'eau Rhin-Meuse, 2021. *Sauvegardons les prairies permanentes*.

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/actualites/sauvegardons-les-prairies-permanentes> (Consulté le 26 avril 2024)

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2018. *Préservation de la qualité et lutte contre les pollutions, captages prioritaires: contexte et démarche*.

<https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/eau-potable-et-assainissement/eau-potable/captages-prioritaires/contexte-et-demarche> (Consulté le 15 avril 2024)

Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, 2022. *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Bassin Rhône-Méditerranée, volume principal*.

Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022. *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands*.

Agence Régionale de Santé, 2023. *Quatrième Plan Régional Santé Environnement de Bourgogne Franche-Comté 2023-2027* <https://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr/prse4-bfc-2023-2027>

Agreste BFC, 2020. *Enquête pratiques culturales : La fertilisation des prairies, un enjeu majeur en Bourgogne-Franche-Comté*

https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/No6_Fertilisation_VF_cle0a1b6a.pdf

Alterre BFC, 2024. *Présentation de l'Appel à Projets "L'EAU D'ICI"*.

<https://www.youtube.com/watch?v=Ipam3oMc89w>

Améli'EAUR - Chambre d'agriculture des Ardennes, 2022. *Bulletin d'infos n°31 : Culture à Bas Niveau d'Impacts, késako?*

https://ardennes.chambre-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Grand-Est/045_Inst_Ardennes/RUB_Environnement/Captages/31_Juillet_2020.pdf

Amélineau M., 2024. *SAÔNE-ET-LOIRE : Les Projets Alimentaires Territoriaux sujet d'une réunion en Préfecture*.

<https://www.macon-infos.com/fr/site-map/81-saone-loire/42152-saone-et-loire-les-projets-alimentaires-territoriaux-sujet-d-une-reunion-en-prefecture>

ARS Bourgogne-Franche-Comté, 2022. *Synthèse annuelle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine en Bourgogne Franche-Comté 2021*.

Association nationale pour le développement de la certification Haute Valeur Environnementale, 2024. *La Haute Valeur Environnementale*. <https://hve-asso.com/la-hve/> (Consulté le 2 mai 2024)

Berthiaud L., 2023. *Réforme de la Haute Valeur Environnementale (HVE): Vers la troisième voie de l'agriculture ?*

<https://agroparistech-service-etudes.fr/reforme-de-la-haute-valeur-environnementale-hve-vers-la-troisieme-voie-de-lagriculture/> (Consulté le 2 mai 2024)

Blard-Zakar A., 2022. *Synthèse 2019 des états des lieux des bassins*.

<https://www.eaufrance.fr/publications/synthese-2019-des-etats-des-lieux-des-bassins>

Centre de ressource sur les Projets Alimentaires Territoriaux en Centre Val de Loire, 2019a. *Fiche Outil Aires d'Alimentation de Captages*.

<https://www.pat-cvl.fr/wp-content/uploads/2019/04/fiche-eau-AAC-12p-BD.pdf>

Centre de ressource sur les Projets Alimentaires Territoriaux en Centre Val de Loire, 2019b. *Fiche Outil Périmètres de protection de captages*

<https://www.pat-cvl.fr/wp-content/uploads/2019/04/fiche-eau-PPC-8p-BD.pdf>

Chambres d'agriculture Hauts-De-France, 2024. *Cultures dites à bas niveau d'intrants (BNI)*. <https://old-hautsdefrance.chambres-agriculture.fr/techniques-productions/cultures/les-productions/cultures-a-bas-niveau-dintrants/> (Consulté le 2 mai 2024)

Comité de bassin Rhône Méditerranée, 2020. *Renforcer l'efficacité des actions sur les captages prioritaires en eau potable du bassin Rhône-Méditerranée*. https://www.eaurmc.fr/upload/docs/application/pdf/2020-12/ae_2020_plaquette_captage_a5_201109_v4_bd.pdf

Commissariat général au développement durable, 2023. *Gestion de l'eau en période de sécheresse en France métropolitaine*. <https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/economie/l-utilisation-des-ressources-naturelles-ressources/article/gestion-de-l-eau-en-periode-de-secheresse-en-france-metropolitaine-6326> (Consulté le 29 avril 2024)

CPIE Yonne Nièvre, 2023. *Petit déjeuner n°9 Compte rendu du 27/11/2023*

DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, 2024. *Les PAT reconnus en 2023 en Bourgogne-Franche-Comté (carte des PAT)*. <https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/les-pat-reconnus-en-2024-en-bourgogne-franche-comte-carte-des-pat-a3103.html> (Consulté le 24 février 2024)

DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2023. *Les SDAGE et leurs enjeux dans la région Bourgogne-Franche-Comté*. <https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/les-sdage-et-leurs-enjeux-dans-la-region-bourgogne-a9950.html> (Consulté le 24 février 2024)

DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2024. *Les chiffres clés de l'eau en Bourgogne-Franche-Comté*. <https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/les-chiffres-cles-de-l-eau-en-bourgogne-franche-a10476.html> (Consulté le 9 mars 2024)

DRIAIF Île-de-France, 2021. *Procédure de reconnaissance des projets alimentaires territoriaux (PAT)*. <https://driaif.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/procedure-de-reconnaissance-des-projets-alimentaires-territoriaux-pat-a2647.html> (Consulté le 2 mars 2024)

Feuillette S. et Benoit M., 2016. *Quelle(s) agriculture(s) pour une eau de qualité ?* Agronomie, environnement & sociétés, 6(1). p. 52. https://agronomie.asso.fr/fileadmin/user_upload/revue_aes/aes_vol6_n1_juin2016/pdf/aes_vol6_n1_06_feuillette-benoit.pdf

Flores-Ceccaldi A., 2020. *CapTer 02.10.2020 - Eau et agriculture durables du Châtillonnais*. <https://www.youtube.com/watch?v=QsshMeAhJtk>

Gest'eau, 2022. *Qu'est-ce qu'un SDAGE ? | Gest'eau*. <https://www.gesteau.fr/presentation/sdage> (Consulté le 9 mars 2024)

Gouvernement, 2023. *Dossier de presse : 53 mesures pour l'eau, Planification écologique, Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau*. https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/MAR2023_DP-PLAN%20EAU__BAT%20%281%29_en%20pdf%20rendu%20accessible.pdf

INRAE, 2024. *Agroécologie*. <https://www.inrae.fr/agroecologie> (Consulté le 30 avril 2024)

Lay L., 2023. *Protection de la ressource en eau : 8 leviers pour les Projets Alimentaires Territoriaux*. <https://reseau-partage.fr/protection-de-la-ressource-en-eau-8-leviers-pour-les-projets-alimentaires-territoriaux/> (Consulté le 24 février 2024).

Liège L., 2021. *Rendre visible la place de l'eau dans les systèmes alimentaires territoriaux*. (Mémoire de Master 2 Agroécologie, Connaissances, Territoires et Société). AgroParisTech – Université Paris Saclay https://alterebourgognefranche-comte.org/_recherche-images/download/25068/pdf/3321/0

Madelenat J., Chayre A. et Gibert C., 2023. *Usage des pesticides en France : portrait flouté d'un paysage pollué*. <https://fr.boell.org/fr/2023/05/03/usage-des-pesticides-en-france-portrait-floute-dun-paysage-pollue> (Consulté le 29 avril 2024)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2019. Programme national pour l'alimentation. Territoires en action. 2019-2023. <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/103091>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2021. *Bourgogne-Franche-Comté, une région à caractère agricole et rural*. <https://agriculture.gouv.fr/bourgogne-franche-comte-une-region-caractere-agricole-et-rural> (Consulté le 26 avril 2024)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022a. *Plaquette "Construire son projet alimentaire territorial "*. <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/84247> (Consulté le 2 mars 2024)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2022b. *Vidéo - Qu'est-ce qu'un projet alimentaire territorial ?* <https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-quun-projet-alimentaire-territorial> (Consulté le 2 mars 2024)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023a. *PAC 2023-2027 Annexe 10: Les mesures agro-environnementales et climatiques - MAEC surfaciques en hexagone*. <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/135111>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023b. *Pour plus de produits bio en restauration collective*. <https://ma-cantine.agriculture.gouv.fr/blog/36/>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2023c. *Tout savoir sur les projets alimentaires territoriaux (PAT)*. <https://agriculture.gouv.fr/projets-alimentaires-territoriaux-les-initiatives-se-multiplient> (Consulté le 2 mars 2024)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2024a. *Plus de 430 Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) reconnus par le ministère au 1er janvier 2024*. <https://agriculture.gouv.fr/plus-de-430-projets-alimentaires-territoriaux-pat-reconnus-par-le-ministere-au-1er-janvier-2024> (Consulté le 2 mars 2024)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, 2024b. *PNA 64 lauréats de l'appel à projet 2023-2024 Vers une stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat*. <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/141881>

Ministère de la transition écologique, 2024. *Paiements pour services environnementaux: Découvrir le dispositif*. <https://pse-environnement.developpement-durable.gouv.fr/le-dispositif> (Consulté le 2 mai 2024)

Observatoire Régional de l'Agriculture Biologique en Bourgogne-Franche-Comté, 2023. *Edition 2023 - Données 2022*. https://www.biobourgogne.fr/les-chiffres-de-la-bio_247.php

Office International de l'Eau, 2022. *Définitions autour des captages*. <https://aires-captages.fr/page/définitions-autour-des-captages> (Consulté le 9 mars 2024)

Office National de la Biodiversité, 2024. *Pollutions diffuses agricoles, substances impliquées et mécanismes*. <https://professionnels.ofb.fr/fr/node/634> (Consulté le 26 avril 2024)

Peyrat R., 2022. *Projet alimentaire territorial (PAT)*. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/projet-alimentaire-territorial-pat> (Consulté le 2 mars 2024)

Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté, 2023. *Territorialisation du plan eau, région Bourgogne-Franche-Comté Premier Bilan*. https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/plan_eau_regional_web.pdf

Préfet du Loiret, 2024. *Lutte contre les pollutions diffuses*. <https://www.loiret.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-chasse-peche/Eau/Lutte-contre-les-pollution-s-diffuses> (Consulté le 15 mai 2024)

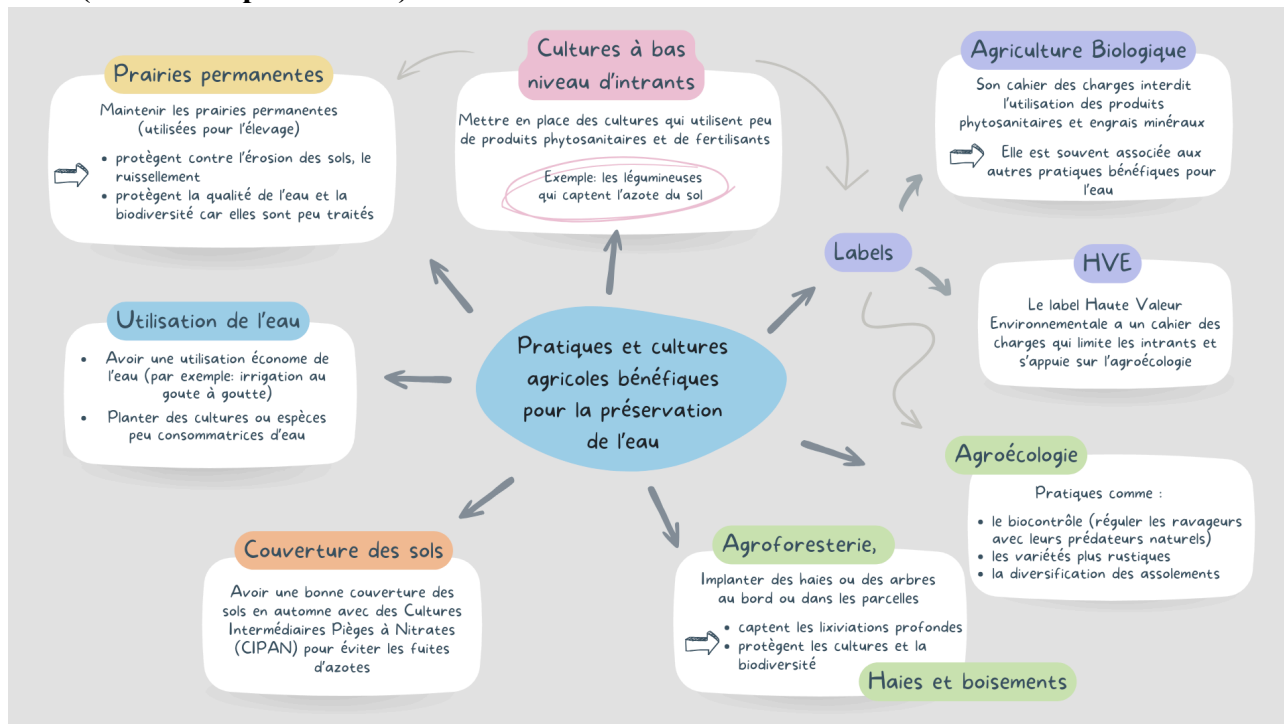
République Française, 2021. *Article L111-2-2 - Code rural et de la pêche maritime - Légifrance*. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000029581451/ (Consulté le 2 mars 2024)

Stamm A., 2023. *Quelle prise en compte de l'eau dans les projets alimentaires territoriaux (PAT) du bassin Seine-Normandie ?* (Mémoire de Master 2 Gouvernance de la transition, écologie et sociétés). AgroParisTech – Université Paris Saclay.

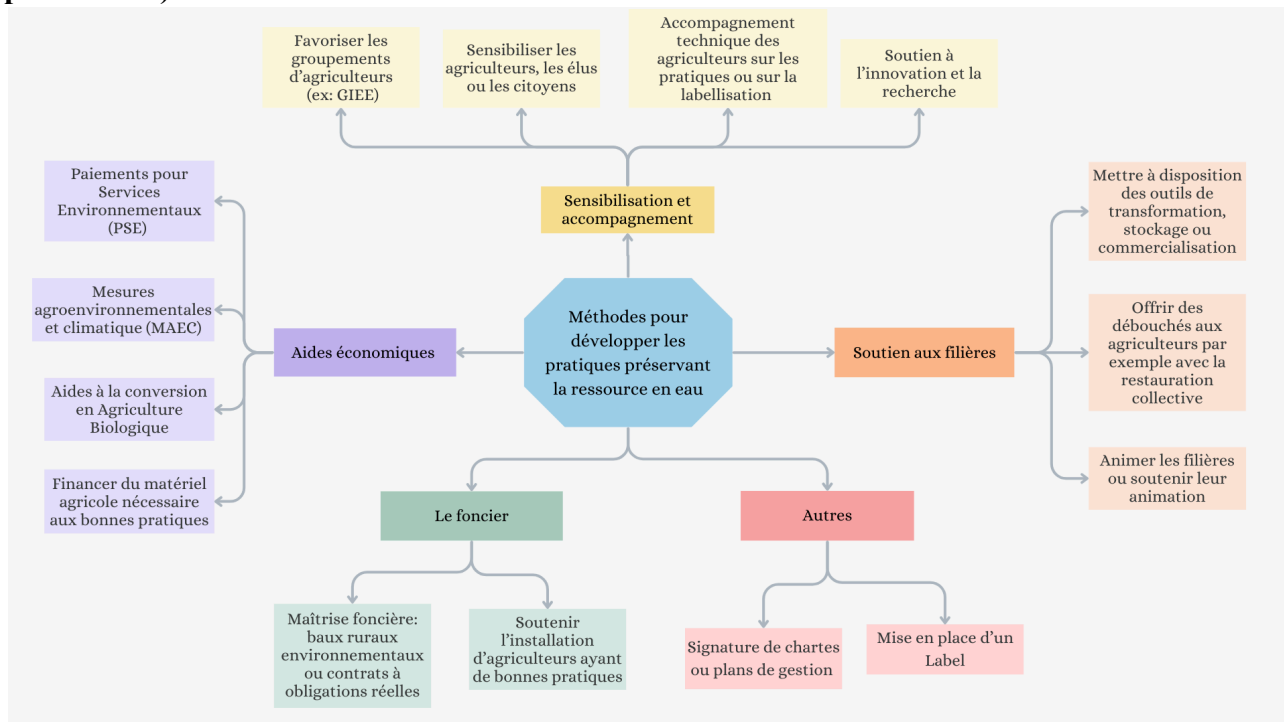
TerritoiresBio, 2020. *Paiements pour services environnementaux : Eau de Paris crée son propre régime d'aide notifié*. <https://territoiresbio.fr/favoriser-les-conversions-en-bio/paiements-pour-services-environnementaux-eau-de-paris-cree-son-propre-regime-daide-notifie/> (Consulté le 2 mai 2024)

Annexes

Annexe 1 : Schéma des pratiques et cultures agricoles bénéfiques pour la préservation de l'eau (réalisation personnelle)



Annexe 2 : Schéma des actions concrètes pour la protection de la ressource en eau (réalisation personnelle)



Annexe 3 : Guide d'entretien PAT

La prise en compte de l'eau dans votre PAT

Affichage sur l'eau

- Comment l'eau est-elle abordée dans votre PAT?
- La question de l'eau est-elle marginale dans le PAT? Pour quelles raisons?
- Si l'eau est un sujet, est-ce plutôt sur le côté qualité ou quantité?
- A quel point le changement climatique est pris en compte dans le PAT?
- Êtes-vous au courant d'une problématique sur la pollution de l'eau (captages prioritaires) ou de zones à enjeux (aires d'alimentation de captage, zones humides) sur votre territoire?
- Est-ce qu'il y a un portage politique sur la question de l'eau dans le territoire?

Autres actions bénéfiques

- A quel point le PAT favorise-t-il des changements de pratiques agricoles?
- Quelle importance l'agriculture biologique ou l'agroécologie a-t-elle dans le PAT?
- Avez-vous réfléchi à la question des débouchés et pour quels agriculteurs?
- Le PAT s'engage-t-il sur la question du foncier?

Blocages

- A quelles difficultés faites-vous face pour traiter la question de l'eau?
- Est-ce que ces blocages sont quelque chose que vous reconnaissez et qui vous concerne:
 - manque de compétences légales et techniques sur l'eau,
 - complexité du monde de l'eau,
 - manque de financement ou temps,
 - pas de portage politique sur l'eau?
- Voyez-vous d'autres difficultés que l'on n'aurait pas encore mentionnées?

Leviers

- S'il y a des actions sur l'eau, comment la question a-t-elle été abordée? Avec quels acteurs? Qu'est-ce qui a aidé ou facilité la démarche?
- Un des leviers est la participation des acteurs du monde de l'eau (ou agricole et foncier).
 - Avez-vous interagit des acteurs de l'eau? Lesquels? L'Agence de l'eau était-elle présente aux réunions?
 - Avez-vous identifié les acteurs de l'eau? Connaissiez-vous les animateurs BAC (Bassins d'Alimentation de Captages) sur votre territoire ? Avez-vous un lien avec eux?
 - Serait-il intéressant pour vous de rencontrer ces acteurs?
- Etes-vous familier avec le principe de PSE (paiements pour services environnementaux) et de MAEC ? Est-ce quelque chose qui pourrait avoir sa place dans votre PAT?
- Quels seraient vos souhaits en termes d'accompagnement et de quoi auriez-vous besoin pour développer la question de l'eau dans votre PAT?
- Qu'est-ce qui permettrait de motiver sur la question?

Vision globale

- A quel point êtes-vous avertis sur les questions d'eau en général? Cela vous intéresse-t-il?
- Quelle est votre vision sur la prise en compte de l'eau dans les PAT en général?
- Est-ce que la prise en compte de l'eau est un objectif à atteindre pour vous dans les PAT?
- A quel point l'outil PAT permet-il pour vous de traiter de l'eau?

Annexe 4 : Guide d'entretien acteurs gouvernementaux

- Questions variables sur le métier des personnes interviewées et le rôle de leur structure
- Les PAT sont-ils pour vous un outil intéressant pour la protection de la ressource en eau?
- Politiquement, l'eau était-elle importante dans la discussion autour des PAT ?
- Quelle est la prise en compte de l'eau dans les PAT de l'eau dans les PAT actuellement?
- Avez-vous des hypothèses expliquant que peu de PAT se sont penchés sur la question de l'eau?
- Comment pourrait-on, selon vous, encourager cette prise en compte de l'eau?
- Votre structure finance-t-elle certaines des actions sur l'eau des PAT ou serait-elle prête à le faire ?

Annexe 5 : Guide d'entretien acteurs de l'eau

- A quoi ressemble votre travail ?
- Avez-vous travaillé avec le PAT? Serait-ce intéressant pour vous?
- Quelles interactions avez-vous avec des acteurs de l'alimentation?
- Est-ce qu'il y a un portage politique sur la question de l'eau dans le territoire?
- Comment imaginez-vous un partenariat avec le PAT?
- A quel point l'animation favorise-t-elle des changements de pratiques agricoles?
- Quelle importance l'agriculture biologique ou l'agroécologie a-t-elle sur les zones de protection?
- Avez-vous réfléchi à la question des débouchés et pour quels agriculteurs?
- Comment le dialogue entre acteurs est-il réalisé?
- A quelles difficultés faites-vous face en général? Pour être inclus dans le PAT?
- Quelle est l'importance des élus dans votre projet / votre animation?
- A quel point l'outil PAT permet-il pour vous de traiter de l'eau?
- Quelle est votre vision sur la prise en compte de l'eau dans les PAT en général?

Annexe 6: Tableau indiquant les PAT de BFC qui traitent de la thématique de l'eau dans les documents à disposition de la DRAAF (source analyse et données: DRAAF BFC)

Thématique EAU	OUI	NON
Côte d'or 21		
Département 21		X
Dijon Métropole		X
Auxois Morvan		X
Pays beaunois		X
PETR Seine et Tille		X
CAP Val de Saône		X
CC Norge et Tille	X	
Terres d'Auxois		X
Doubs 25		
GBM		X
Grand Pontarlier	X	
PMA		X
Doubs horloger		X
Jura 39		
CC Arbois Poligny Salins		X
Pays dolois	X	
Pays lédonien	X	
PNR Haut Jura		X
Nièvre 58		
Nevers Agglomération		X
Département de la Nièvre		X
Nivernais Morvan		X
Val de Loire Nivernais		X
Haute-Saône 70		
Département 70		X
Saône-et-Loire 71		
Grand Autunois Morvan		X
CC Clunisois	X	
Chalonnais	X	
Département 71		X
Bresse bourguignonne		X
CC EALS		X
Yonne 89		
Auxerrois	X	
Aillantais	X	
Département 89		X
Avallonnais		X
Grand Sénonais	X	
Puisaye-Forterre	X	
Nord Yonne	X	
Territoire de Belfort 90		
Département 90	X	

Annexe 7: Tableau résumant le nombre de fois où un blocage a été mentionné dans les entretiens par type d'acteurs

	PAT	Réseaux inter-PAT	Acteurs de l'eau	Acteurs gouvernementaux	Total
Manque de volonté politique	5	1	2	4	12
Travail en silos	3	1	3	4	11
Les PAT ont beaucoup d'autres sujets	6	0	0	4	10
Manque de moyens humains	2	2	2	2	8
Complexité du sujet	2	2	2	1	7
Manque de moyens financiers	3	1	1	1	6
Complexité de l'animation agricole	1	0	4	1	6
Sujet non demandé en priorité	4	0	1	1	6
Sujet clivant et délicat	1	2	1	1	5
L'eau n'est pas une compétence du porteur	2	0	1	2	5
L'eau n'a pas été incluse dès le début	1	0	1	3	5
Le lien eau-PAT n'est pas direct	0	0	1	3	4
Pas la bonne échelle	1	1	0	1	3
L'eau est placée dans d'autres programmes	2	1	0	0	3
Les PAT sont récents	1	1	0	1	3
Avoir un projet profitant à un maximum de monde	2	0	0	1	3
Difficulté d'identification des acteurs	0	0	2	1	3
Précarité du poste d'animateur PAT	0	2	0	0	2
Nombre d'entretiens par catégorie	9	2	6	10	27

Annexe 8: Tableau résumant le nombre de fois où un levier a été mentionné dans les entretiens par type d'acteurs

	PAT	Réseaux interPAT	Acteurs de l'eau	Acteurs gouvernementaux	Total
Communication acteurs eau-alimentation	1	1	3	7	12
Convaincre les élus	3	1	3	3	10
Trouver les bons partenaires	1	1	1	4	7
Informers les PAT techniquement	1	1	2	1	5
Animation réseau + discussion entre PAT	0	1	1	3	5
Travailler en partant des agriculteurs	1	0	2	1	4
Demande nationale	0	0	0	3	3
Faire comprendre l'intérêt aux acteurs locaux	0	0	2	1	3
Avoir des financements	2	0	0	0	2
Recruter quelqu'un	1	0	1	0	2
Regarder tous les effets positifs d'une action	0	0	1	1	2
Actions clé-en-main	1	0	0	0	1
Avancer par petits pas	0	0	1	0	1
Nombre d'entretiens par catégorie	9	2	6	10	27